

# FRANCE FORUM

## Morale militaire, torture, violence

PERSPECTIVES EST-EUROPÉENNES

*Croissance ou Non-croissance ?*

L'ENVIRONNEMENT :

Mode passagère ou science du bonheur

*LE RÉFÉRENDUM DU 23 AVRIL 1972*

Palais Farnèse, Palais de France

PERMANENCE du CLÉRICALISME

N° 118  
JUILLET 1972  
3 F

GENERAL JACQUES DE BOLLARDIERE — RAOUL  
GIRARDET — HENRI BOURBON — FRANÇOIS FEJTO  
— RAYMOND BARRE — JEAN-MARIE PELT — CLAUDE  
LELEU — ISABELLE QUIN — ETIENNE BORNE



# FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. 551-24-05

Prix de vente au numéro ..... 3 F

Abonnement : 8 n<sup>os</sup> par an ..... 25 F

Abonnement de soutien ..... 35 F

*Sommaire*

**118**

<b>MORALE MILITAIRE, TORTURE, VIOLENCE</b> AVEC JACQUES DE BOLLARDIERE, RAOUL GIRARDET ET HENRI BOURBON .....	<b>2</b>
<b>PERSPECTIVES EST-EUROPÉENNES 1972</b> PAR FRANÇOIS FEJTO .....	<b>17</b>
<b>CROISSANCE OU NON-CROISSANCE ?</b> REFLEXIONS DE RAYMOND BARRE .....	<b>22</b>
<b>L'ENVIRONNEMENT : MODE PASSAGÈRE OU SCIENCE DU BONHEUR</b> PAR JEAN-MARIE PELT .....	<b>29</b>
<b>LE REFERENDUM DU 23 AVRIL 1972</b> PAR CLAUDE LELEU .....	<b>40</b>
<b>PALAIS FARNESE, PALAIS DE FRANCE</b> PAR ISABELLE QUIN .....	<b>48</b>
<b>POLEMIQUES ET DIALOGUES .....</b>	<b>51</b>
<b>PROPOS DU TEMPS</b>	
<b>PERMANENCE DU CLERICALISME</b> PAR ETIENNE BORNE .....	<b>58</b>
<b>NOTES DE LECTURE</b>	
<b>REVOLUTIONS ET REVOLUTIONNAIRES</b> PAR JEAN CHELINI .....	<b>53</b>
<b>PROCLUS ET LE CREPUSCULE DE LA PENSÉE GRECQUE, DE PAUL BASTID,</b> PAR CHARLES MELCHIOR DE MOLENES .....	<b>54</b>
<b>LES IDÉES DE CE TEMPS, DE JEAN-FRANÇOIS REVEL,</b> PAR SOLDATUS .....	<b>56</b>
<b>AUX ORIGINES DU FASCISME, DE MAURICE VAUSSARD,</b> PAR ETIENNE BORNE .....	<b>56</b>
<b>LE CHOC DU FUTUR, DE ALVIN TOFFLER,</b> PAR MAURICE BLIN .....	<b>57</b>

*JUILLET 1972*

# Morale militaire, torture, violence,

avec Jacques Pâris de Bollardière  
et Raoul Girardet

*Henri Bourbon.* — Le 19 mars 1962, à midi, la guerre d'Algérie prit officiellement fin. Dix ans ont passé, et nous commençons d'oublier ce drame qui déchira l'armée, qui divisa les Français, qui provoqua la chute de la IV<sup>e</sup> République et le retour au pouvoir du général de Gaulle, ce drame qui mit fin à l'histoire coloniale française. Dix ans que l'Algérie est indépendante, que le peuple pied-noir, après la perte douloureuse de ses illusions — ou de ses espoirs — s'est installé en Métropole. Et ces années éprouvantes, voici que nous les revivons aujourd'hui par des livres et des films récents qui suscitent quelques remous et nous restituent, chacun à leur manière, une histoire tragique avec ses problèmes, ses passions, ses souffrances, ses absurdités, ses folies.

Ce n'est pas un nouveau débat sur la guerre d'Algérie que nous voudrions présenter à nos lecteurs mais, partant de certains épisodes particulièrement controversés de ce conflit, nous voudrions tenter, avec le général Jacques de Bollardière et Raoul Girardet, une réflexion sur la violence et une interrogation sur la morale militaire de notre époque face au problème de la torture institutionnalisée.

Un livre vient d'obtenir un grand retentissement. Il a rouvert un dossier que par inconscience, lâcheté ou hypocrisie, nous souhaitions définitivement clos : « La vraie Bataille d'Alger » de Jacques Massu (1). En effet, le général Massu, commandant la X<sup>e</sup> division de parachutistes, vient raconter ce qu'il a fait avec ses officiers et ses soldats pour rétablir l'ordre et la sécurité, en 1957, à Alger, ce qu'il a fait pour combattre le terrorisme urbain. Ce qu'il a fait, et ce que tant de politiques ont couvert, ce que tant de Français ont préféré ignorer. Et ce qu'il a fait, c'est de recourir à la torture qu'il estime un moyen de combat nécessaire et légitime dans certaines circonstances exceptionnelles de guerre subversive ou révolutionnaire. Toute une conception de l'honneur, de l'homme, de l'armée, de la justice, de la guerre est en cause. Comme l'a dit le général de Bollardière, Jacques Massu pose une terrible question et rompt brusquement le complot du silence. Une terrible question dont la portée dépasse largement l'affaire algérienne, car elle touche aux fondements mêmes de la civilisation et de la conscience morale. On sait que le général Jacques de Bollardière, Compagnon de la Libération, ancien légionnaire, ancien parachutiste, s'est opposé publiquement au général Massu au moment de la ba-

taille d'Alger ; considérant que le recours à la torture était la négation de toute politique de pacification véritable et compromettrait les chances de rapprochement entre communautés européenne et musulmane, il a demandé à être relevé de son commandement en Algérie : « Je ne peux, disait-il, accepter un système qui conférerait pratiquement aux parachutistes le droit de vie et de mort sur chaque homme et chaque femme, dans la région d'Alger, par des opérations dites de police ou de maintien de l'ordre ».

Le gouvernement de l'époque a arbitré en faveur du général Massu.

Quatre ans après, en 1961, le général Jacques Pâris de Bollardière démissionne de l'armée. Il publie aujourd'hui un ouvrage : « Bataille d'Alger, bataille de l'homme », ouvrage (2) qui n'est pas exactement une réplique au général Massu, qui n'est pas un livre polémique, mais qui est plutôt une méditation émouvante sur l'itinéraire spirituel d'un soldat de métier qui refuse de consentir à la dévalorisation de l'humain qu'entraînent certaines méthodes de guerre, et spécialement la torture.

Le général Jacques de Bollardière a accepté de confronter son point de vue, dans l'esprit de dialogue qui caractérise « France-Forum », à celui de Raoul Girardet, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, spécialiste de l'histoire de la société militaire, et qui milita dans les rangs des partisans de l'Algérie française.

Raoul Girardet a écrit un livre sur « l'Idée coloniale en France de 1871 à 1962 » qui vient de paraître (3) et dont « France-Forum » a signalé l'intérêt.

Jacques de Bollardière et Raoul Girardet ont tous deux participé à la Résistance.

Vous conviendrez, sans doute, l'un et l'autre, Messieurs, que si l'on se situe au niveau de la morale universelle, la torture suscite une condamnation de principe quasi-unanime, c'est normal, car sans cela le vrai vainqueur de la guerre aurait été Hitler !... Mais si l'on passe des principes aux faits, on constate que le recours à la torture est justifié ou expliqué par certains au nom de l'efficacité et de la rapidité dans l'action, comme un procédé exceptionnel utilisable sous certaines conditions, notamment dans le cas de la lutte anti-terroriste.

(1) Editions Plon.

(2) Edit. Desclée de Brouwer.

(3) Edit. La Table Ronde.

seulement eux —, sont confrontés avec la violence. Mais je pense que s'il y a un sens à l'avenir de l'homme, si le monde a un sens, c'est dans le dépassement de violence. La violence, pour moi, n'est qu'une phase transitoire qui sera, je l'espère, dépassée quand l'Humanité — si vous me permettez de jouer à dessein avec les différentes acceptions de ce mot — aura suffisamment évoluée vers plus d'humanité.

*Raoul Girardet.* — Entièrement d'accord sur les perspectives dans lesquelles vous entendez situer l'un et l'autre le débat : celui-ci pour être sérieux, ne peut que se placer sur le plan de l'éthique individuelle et collective ; les polémiques politiques de caractère rétrospectif ne l'intéressent que très accessoirement. Je voudrais pourtant, afin d'éviter toute équivoque, présenter quelques observations préalables sur ce qui est, quand même, le prétexte de notre rencontre, en l'occurrence, le livre du général Massu. Ce livre m'a beaucoup gêné. Mais me permettez-vous de dire que la campagne qu'il a suscitée m'a gêné autant et peut-être davantage, et ceci pour trois raisons.

La première est que cette campagne se trouve entachée d'une assez étonnante hypocrisie. Combien refuseraient, aujourd'hui, de serrer la main au général Massu et qui se sentiraient honorés d'un sourire bienveillant du président Boumediène. Les méthodes de guerre de ce dernier ont-elles été plus soucieuses d'humanité, plus respectueuses de la personne humaine que celle du premier ? Un hebdomadaire parisien, que vous connaissez bien, mon général, ironise sur la retraite heureuse du général Massu. Mais qui s'interroge sur le bonheur réservé au général Debrosse qui, en 1962, n'avait pas fait de la caserne des Tagarins, à Alger, un lieu particulier de délices ! En vérité il faut bien constater une nouvelle fois que, pour tout un monde intellectuel qui prétend exprimer par sa voix celle de la justice universelle, il y a toujours de bonnes et de mauvaises victimes, de bons et de mauvais bourreaux.

La seconde raison est que la campagne anti-Massu ne va pas sans un très désagréable transfert de responsabilités. L'action du général Massu a été couverte, soutenue, légitimée par un pouvoir politique dont il n'était que l'exécutant. En vertu de quels principes les hommes qui détenaient ce pouvoir sont-ils exclus de l'opprobre ? Et la question ne vaut pas seulement pour le personnel gouvernemental de la IV<sup>e</sup> République finissante : on a torturé en Algérie après Massu, et jusqu'en 1962 ; pourquoi les revendications de la bonne conscience s'arrêtent-elles aux portes des palais ministériels et des palais présidentiels ? Pourquoi, d'autre part, ne descendent-elles pas au niveau du citoyen ? Ces responsables suprêmes, c'est nous qui les avons choisis, élus ou plébiscités. S'il y a culpabilité, celle-ci n'a pas à se fixer sur un homme : elle est politique, et par là elle est collective.

La troisième raison est que le débat, tel qu'il s'est jusqu'à présent engagé dans la presse, est outrageusement simplificateur. Ce mot de « torture » est équivoque, dans la mesure où il recouvre des réalités très différentes et qu'il faut distinguer. Et il y a la torture en tant que châtiment d'ordre judiciaire : celle qui était

**Général Jacques Pâris de Bollardière.**

## LA TORTURE EST INADMISSIBLE AU NIVEAU DES PRINCIPES MORAUX

*Jacques de Bollardière.* — Je crois qu'avant tout, il faut se poser le problème de la torture sous son aspect moral. Pour moi, nous nous trouvons là en présence de l'homme confronté à l'autre. Toute ma conception personnelle de l'homme repose sur le fait que ce qui donne sa propre consistance à un être humain, c'est la réponse qu'il donne à l'interpellation de l'autre. Quand ce rapport se dégrade à l'extrême — car la torture est bien la dégradation la plus absolue que l'on puisse imaginer de la relation entre deux hommes —, c'est à une véritable déshumanisation de soi que l'on aboutit. Je ne vois pas comment l'on peut fonder une morale qui admette un compromis sur ce principe fondamental du respect de la personne humaine...

*Henri Bourbon.* — Même une morale militaire ?

*Jacques de Bollardière.* — Même et surtout, peut-être, une morale militaire, car le soldat se trouve, par vocation et par définition, dans des situations de détresse : la guerre, la violence. Autrement dit, la torture, pour moi, n'est qu'une espèce de paroxysme de la violence. Je pourrais aller plus loin en disant que c'est à la violence même que je m'attaque. Nous reviendrons sur la distinction que vous amorciez, M. Bourbon, entre les principes et les faits. Malheureusement, le monde étant ce qu'il est aujourd'hui, les militaires — et d'ailleurs pas

appliquée à l'égard de certains criminels jusqu'à la veille de la Révolution française. Il y a la torture en tant que vengeance individuelle ou collective : celle qui fut pratiquée en Algérie même, et dont on parle si peu, par certains hommes ou certaines troupes abandonnés sans contrôle à leurs pires penchants. Il y a enfin, et c'est cette forme seulement qui nous intéresse, la torture liée à certains procédés d'investigation de caractère policier : il s'agit, par la torture, de « faire parler » un coupable, ou un présumé coupable, afin de déceler ou mieux encore de prévenir ce que l'on considère comme un forfait. Mais prenons garde que sous cette forme, la torture ne cesse d'être présente parmi nous. Il n'y a guère de films d'aventure ou de police, projetés chaque semaine dans nos salles de quartier où, à un moment donné, le « méchant » ne possède un secret et de ce secret dépend une vie humaine, le destin d'un enfant, l'honneur d'une jeune fille. « Tu vas parler » s'écrie le bon, et, à la satisfaction générale, il le fait en effet « parler ». Le sévice corporel est ici admis, souhaité même, considéré par tous comme le moyen légitime d'une fin heureuse. Et dans ce domaine d'ailleurs où commence réellement la torture ? Un interrogatoire « poussé », la privation de sommeil, la menace, le chantage, toutes ces formes de pression, ne participent-elles pas au phénomène de la torture ? A partir de quand, ou, plus brutalement, à partir de quel degré de la question, le problème de la condamnation ou de l'acceptation se pose-t-il véritablement ? Aucun débat autour de la torture n'a le droit d'ignorer ce type d'interrogation.

*Jacques de Bollardière.* — Ce que vous venez de dire, Monsieur Girardet, me renforce dans l'idée que l'on ne peut pas parler de la torture sans finalement mettre en cause une conception de l'homme et de notre civilisation. Je voudrais répondre d'une manière plus précise à vos trois questions.

Je ne serais pas cohérent avec moi-même si j'attaquais le général Massu en tant que Jacques Massu. Puisque j'estime que le fondement du comportement humain est le respect de l'être humain quel qu'il soit, en quelque circonstance que cela puisse être, il est évident que je ne m'érige, en aucune manière, en juge de la personne de Massu. Je dois dire, d'ailleurs, pour être honnête, que j'ai assisté au début de la mission de Massu à Alger et que les circonstances étaient très dramatiques, angoissantes même. Nous avions tous le spectacle — insoutenable — d'attentats et d'enfants massacrés. Il est indiscutable que Massu s'est trouvé devant une situation particulièrement pénible pour un militaire, et fort difficile à renverser. En la circonstance, Massu n'était pas un homme privé : il détenait des responsabilités à un échelon élevé en tant que chef militaire, et par conséquent on ne peut porter un jugement que sur les actes qu'il a accomplis en tant que tel, et sur la conséquence de ces actes : c'est à ce seul point de vue que je tiens à me placer.

Je réponds donc à la première question de M. Raoul Girardet : je ne juge pas la personne de Massu, mais je maintiens que la détermination qu'il a prise a eu des conséquences qui ne sont pas terminées à l'heure actuelle, loin de là ; car la torture est, en effet, le pro-

blème avec lequel nous sommes durement confrontés dans le monde d'aujourd'hui. Nous y sommes confrontés à dire vrai, depuis notre naissance ; mais je crois que la période que nous vivons pose sans ménagements ce problème de l'homme face à la violence, avec une ampleur terrifiante.

Quant à notre deuxième point, il est effectivement très précis. Nous avons assisté au refus catégorique de toute l'opinion publique et des hommes chargés de la représenter, c'est-à-dire les hommes politiques, de prendre en considération le vrai problème. Celui-ci n'a jamais été posé, pas plus d'ailleurs — et je le dis avec tristesse et regret — par le général de Gaulle que par les autres gouvernants.

La raison d'Etat a empêché le général de Gaulle de se pencher profondément sur ce problème de l'homme devant la torture et, si je juge selon les apparences — car je ne puis préjuger ce qui s'est passé dans sa conscience — la torture n'a été pour lui qu'une question secondaire en face du devoir qui était le sien de conclure politiquement, pour le bien de l'Etat, au nom d'une certaine idée de la France, cette guerre d'Algérie.

J'ajoute que lorsque je suis allé saluer, à mon départ de l'Armée, celui qui fut le chef des Français Libres, j'ai entendu des paroles courtoises, une voix noble et calme, mais sans chaleur humaine et venant du haut de l'Etat. La solution du drame algérien prenait une forme rigoureuse et glacée.

**Raoul Girardet.**

Je crois, pour ma part, que nous ne devons pas reculer devant l'idée d'une responsabilité collective face à la torture. En effet, nous sommes, officiellement au moins, en démocratie, et le comportement des hommes politiques qui détiennent le pouvoir en France relève de notre propre responsabilité de citoyens. Si ces hommes-là ont un comportement qui nous paraît saper les fondements même de notre civilisation et les valeurs qui l'inspirent, alors qu'ils sont précisément chargés de les défendre, il nous faut les démettre de leurs fonctions et les remplacer. Je vous avoue que je suis scandalisé de voir des hommes politiques dont les responsabilités directes ou indirectes dans le recours à la torture ont été clairement établies au yeux de tous, et qui poursuivent une carrière politique paisible, comme si de rien n'était, parés d'étiquettes aussi honorables que celle du socialisme, par exemple...

*Henri Bourbon.* — Mon général, que dire de certains généraux, comblés de distinctions honorifiques, couverts d'étoiles et de décorations ? Ne sont-ils pas dans le même cas que ces politiques qui, gommant leurs responsabilités dans des opérations moralement répréhensibles, ont facilement bonne conscience ?...

*Jacques de Bollardière.* — C'est le même cas. Je n'absoudrai ni les hommes politiques par les généraux, ni les généraux par les hommes politiques. Je m'intéresse à l'homme en général. Donc, sur la deuxième question soulevée par M. Raoul Girardet, je conclurai mon propos en disant que le plus grand service qu'on puisse rendre à notre pays, c'est précisément d'essayer d'aider les gens à réfléchir au fait qu'ils sont individuellement, personnellement, concernés par la torture — et cela plus que jamais dans le monde actuel. J'en viens à la troisième question relative aux diverses espèces de torture.

Pour moi, quels que soient le mode et le type de torture, je m'y oppose au nom du respect de la personne humaine, principe qu'il faut appliquer dans toutes les circonstances, sans exception et aussi rigoureusement que possible.

Friedrich Heer, historien autrichien, profondément chrétien, alors jeune étudiant en théologie, lorsqu'il fut arrêté par les nazis, et atrocement torturé, trouva la force de raisonner ainsi : « C'est le moment où jamais de voir si mon christianisme vaut quelque chose. Que me dit le Christ ? Le Christ me dit d'aimer l'homme, d'aimer n'importe quel homme, dans n'importe quelle circonstance. Il n'y a pas de secteur réservé pour le Christ. Il n'y a pas de situation où le christianisme ne puisse pas répondre d'une situation entre deux hommes engagés l'un avec l'autre dans une relation qui est la caricature du dialogue, l'envers même du dialogue, c'est-à-dire la torture. Celui qui me torture est en train de se déshumaniser. Je vais lutter contre cela de tout le poids de mon humanité en aimant cet homme ».

*Henri Bourbon.* — Je m'excuse, mon général, de vous interrompre, mais vous situez le problème essentiellement sur le plan chrétien, et vous donnez un peu le

sentiment que celui qui n'est pas chrétien risque d'avoir des difficultés à adopter la même attitude que celle que vous définissez. Je vous rappelle que pendant l'occupation, il y a eu un résistant communiste, Valentin Feldmann, qui au moment d'être fusillé par les Allemands s'est écrié : « Imbéciles, c'est pour vous que je meurs ». Je ne pense pas que les chrétiens aient des titres particuliers à monopoliser le principe et la pratique du respect de l'autre.

*Jacques de Bollardière.* — D'accord avec vous, cher Monsieur Bourbon. Pendant des siècles l'Eglise s'est enfermée dans certaines conceptions qui me paraissent étroites et sectaires. Aujourd'hui, Elle cherche et évolue dans une attitude d'humilité et Elle se pose le problème du salut des hommes en dehors de l'Eglise. Le respect de la personne humaine n'est pas une exclusivité des chrétiens, vous avez raison de le rappeler. Mais les chrétiens doivent ne jamais se lasser de combattre afin que le principe de respect de la personne humaine ne soit pas bafoué.

#### CERTAINES CIRCONSTANCES JUSTIFIENT-ELLES LA TORTURE ?

*Raoul Girardet.* — Sur les principes les plus généralement définis, je crois, mon général, qu'il n'y a et qu'il n'y aura aucun désaccord entre nous. Mais la définition de ces principes ne peut être isolée de la prise en considération des faits en fonction desquels ils sont susceptibles d'être appliqués. Or, à cet égard, je ne crois pas que l'on puisse, dans la réalité historique où nous nous situons, séparer le problème de la torture de celui d'un autre problème : le problème du terrorisme. Le F.L.N. en Algérie, et plus particulièrement à Alger, a délibérément, méthodiquement appliqué les méthodes du terrorisme collectif : placer des bombes dans les cinémas, les stades, les réverbères, etc... Ces bombes tuent. Elles tuent des innocents, des femmes, des enfants, des passants, des hommes qui ne sont pas engagés dans la lutte. Que doit faire celui à qui on a confié la tâche — et c'est une responsabilité d'ordre moral, singulièrement lourde — de faire cesser ce terrorisme, c'est-à-dire d'assurer la protection physique de ces femmes, de ces enfants, de ces innocents. La lutte contre le terrorisme prend obligatoirement la forme d'une enquête policière : il s'agit de recueillir des renseignements, de remonter les filières, de découvrir les cachettes des bombes. Vous arrêtez des gens dont vous êtes en droit de supposer que, s'ils parlent, les bombes que vous recherchez n'éclateront pas. Où est alors le devoir ? « Faire parler », c'est épargner des vies humaines, sauver des innocents dont vous êtes, ne l'oubliez pas comptable. Mais c'est aussi « questionner », c'est-à-dire d'une manière ou d'une autre, torturer. D'un côté, ces vies innocentes à sauver, de l'autre cette dégradation que vous infligez à cet homme qui est devant vous et que vous infligez aussi à vous-même. J'avoue bénir le Ciel de ne jamais avoir été placé devant un tel dilemme. Mais en toute honnêteté,

je dois déclarer que je ne sais pas ce que j'aurais fait et que je ne sais pas plus de quelle sorte seraient les remords qui aujourd'hui me poursuivraient : celui du visage de l'homme supplicié par moi ou celui de l'enfant mort à cause de moi.

*Jacques de Bollardière.* — Nous ne devons pas esquiver le problème tel que vous l'exposez. Vous avez raison de dire qu'au-delà des principes moraux sur lesquels nous sommes tombés pratiquement d'accord, il faut aussi voir les faits. Seulement j'ajouterai que l'on ne peut isoler, à mon avis, les faits en question de l'évolution des événements qui les ont précédés. Ce que je veux dire c'est que le terrorisme, qui s'est déclenché à Alger, était lui-même la conséquence de situations antérieures : et c'est là que réside toute la gravité du problème, car effectivement, le terrorisme était l'arme à laquelle nous avons pratiquement obligé de recourir des gens plus faibles que nous et à qui nous imposions, consciemment ou non, une effroyable situation de violence, puisque nous leur refusions leur dignité d'hommes.

Qu'un homme soit algérien, asiatique ou malgache, américain, russe ou français, certaines circonstances de l'Histoire peuvent l'empêcher de donner libre cours à cette aspiration fondamentale à la dignité. Mais au-delà de tout contexte historique, l'homme qui veut se libérer en quelque endroit du monde que ce soit, c'est ma cause, c'est moi... Et dans la mesure même où nous avons parfois nié cette cause en Algérie — avec toutes sortes d'excuses historiques — le plus urgent était de prendre conscience de cette situation d'oppression qui constituait la motivation première du conflit. Cela étant précisé, il reste beaucoup à dire. Quand Massu s'est trouvé chargé de la mission de rétablir la sécurité à Alger, mission dont j'ai reconnu le caractère dramatique, je suis persuadé qu'il a agi avec sincérité, voyant femmes et enfants massacrés et mutilés à la suite d'attentats FLN, et assumant, à ses yeux, sa responsabilité militaire qui consistait à maintenir l'ordre, c'est-à-dire à faire cesser immédiatement et, selon lui, par tous les moyens, ce terrorisme. Mais je pense que c'est là où Massu a eu tort, car le problème de la suppression du terrorisme, au-delà du simple maintien de l'ordre, n'était pas de sa compétence, il dépendait d'hommes politiques qui étaient, eux, responsables de la situation politique générale qui engendrait le terrorisme FLN. Par conséquent, Massu, dans le cadre de la collaboration des chefs militaires avec les Pouvoirs Publics pour la conduite des opérations, aurait dû dire : « Maintenir l'ordre, oui, mais s'il s'agit de réprimer par tous les moyens le terrorisme, cela n'est pas mon métier, cela n'entre pas dans le rôle de l'armée. D'ailleurs, la répression anti-terroriste n'est pas efficace, tout au moins à long terme, car, d'une part, elle comporte le risque de dégrader et déshonorer l'armée, et, d'autre part, elle scelle une sorte de solidarité entre la masse musulmane et les militants nationalistes arrêtés et torturés. La répression systématique engendre à terme une relance du terrorisme et brise les chances de réconciliation des communautés européenne et musulmane en conflit.

*Opération militaire dans les Aurès, une région d'insécurité et de rébellion.*

N'essayez pas de trouver un alibi, vous, les hommes politiques, en vous reposant sur l'Armée ; ne vous dérobez pas à votre mission qui a un caractère essentiellement politique. L'objectif à atteindre, sur lequel apparemment l'accord est général, c'est de créer une organisation de l'Algérie telle que deux communautés aujourd'hui affrontées, et depuis cent trente ans juxtaposées sans avoir entre elles de communications très profondes, puissent vivre ensemble et coopérer dans un ordre véritable et durable parce que juste et pacifique. De toute évidence, c'est un problème de nature politique qui relève de la responsabilité spécifique des dirigeants politiques.» Voilà ce qu'aurait dû dire et penser Massu en tant que chef militaire responsable.

N'ayant pas tenu ce langage, Massu s'est donc chargé d'une tâche que lui abandonnait le pouvoir politique, lequel renonçait à ses propres responsabilités au profit — si j'ose dire ! — de l'armée. Ce nouvel état de choses allait créer bien des drames, en France même d'ailleurs. J'avais conscience de l'extraordinaire gravité de la situation car, pendant six ans passés en Indochine, j'avais vu l'amertume de cette armée que là-bas, déjà, on avait investie d'une mission qui n'était pas la sienne, dans une guerre qui n'était pas sérieusement



dés hommes qui avaient à lutter pour leur dignité. Peut-être avez-vous raison. Mais prenez garde au fait que, par là même, vous justifiez un certain nombre de moyens par la fin au service de laquelle ils sont utilisés. C'est la légitimité des buts poursuivis par le F.L.N. qui assure, selon vous, la légitimité des méthodes mises en œuvre par celui-ci, si abominables que puissent en elles-mêmes paraître ces méthodes. Comment ne pas reconnaître que votre raisonnement est exactement de même nature que celui du général Massu légitimant la pratique de la torture au nom d'une certaine finalité : celle d'une Algérie française fraternelle, pacifiée et rénovée ? Cet idéal lui aussi avait sa noblesse et sa grandeur. Toute la question reste de savoir si cette grandeur et cette noblesse peuvent servir de justification morale à l'utilisation de certains moyens.

*Jacques de Bollardière.* — M. Girardet me confirme dans l'opinion qu'il faut bien prendre comme critère, la finalité.

Or, si nous limitons la finalité à la défense de l'Occident contre le communisme, ou à la défense de la France contre les adversaires de l'Algérie française, ou aussi bien à la défense de la France, de l'Angleterre ou de l'Amérique contre le nazisme, nous n'allons pas assez loin. La finalité, pour moi, c'est essentiellement la défense de l'homme, faute de quoi l'on détourne un projet d'humanité pour en faire un projet partiel qui simule la défense de l'homme par la défense immédiate d'une cause limitée, et pour aboutir à quoi?... Car l'Algérie française, c'était un beau et noble projet, mais nous vivons aujourd'hui avec une Algérie qui n'est plus française, et l'on s'aperçoit que de nouveaux modes de collaboration sont possibles, que l'on peut construire le monde avec des Algériens dans une perspective toute différente. C'est l'éternelle difficulté qui consiste à sortir des mentalités traditionnelles, alors que la solution du problème posé n'est plus dans cette espèce de cercle vicieux des habitudes acquises (habitudes de pensée, habitudes de comportement) où l'on s'enferme. En l'occurrence, je ne vois pas pourquoi tous, je dis bien tous, les objectifs de la France n'auraient pu être sauegardés plus tôt, par une attitude de dialogue. Je pense, quand je parle d'objectifs, en premier lieu, à la présence des « pieds-noirs » en Algérie, car j'ai la plus grande sympathie pour ce peuple que je connais bien ; et j'ai été douloureusement atteint de voir les « pieds-noirs » quitter en débâcle, désespérés, ce pays qu'ils aimaient tant, qui était le leur, et dont ils ont en très grande partie assuré le développement par leur travail et leurs initiatives.

Un dialogue entre hommes aux intérêts aussi opposés que ceux du FLN et nous était possible. D'ailleurs, les faits l'ont montré. Germaine Tillion a pratiqué un tel dialogue en pleine guerre d'Algérie, ce qui sans doute est une preuve de courage. Massu lui-même en parle dans son livre.

Mme Tillion pensait qu'on pouvait en *plein terrorisme d'Alger*, replacer le problème sur sa véritable base et dans sa véritable dimension, c'est-à-dire en faire un problème humain. Si elle avait été chargée à ce moment-là par le gouvernement d'une mission officielle,

*Les généraux Massu et Salan : d'accord pendant la bataille d'Alger, ensemble en Mai 1958, leurs routes divergent ensuite ; pour l'un fidélité à de Gaulle, pour l'autre le putsch et l'O.A.S.*

conduite par les pouvoirs publics, une guerre où les militaires furent amenés en conséquence à prendre des responsabilités aux deux niveaux, et non pas seulement dans leur domaine propre.

L'armée d'Indochine a été battue en rase campagne : les troupes les plus braves, les parachutistes, les légionnaires, de magnifiques soldats, ont été conduits en captivité par les « Viets », et ce fut pour eux une humiliation très profonde d'avoir été vaincus par un adversaire dont ils analysaient mal la pensée et la stratégie révolutionnaires. En Algérie, dans une autre terrible guerre révolutionnaire, l'erreur des responsables politiques a été de laisser l'armée française recourir aux procédés de la guerre révolutionnaire pour maintenir l'ordre établi, ce qui est un non sens, une contradiction, puisque la lutte contre la guerre révolutionnaire est en priorité affaire de politique, où les moyens politiques ont plus de poids que les moyens militaires.

*Raoul Girardet.* — Enfin, mon Général, nous ne sommes plus d'accord. Et notre désaccord porte sur trois points.

Le premier point est le suivant : Vous admettez que la torture, du moins celle pratiquée à Alger sous Massu, doit être comprise comme une réplique au terrorisme F.L.N., mais vous ajoutez que ce terrorisme peut être légitimé dans la mesure où il représentait une arme efficace, une des seules à leur disposition, pour

ce qui n'a pas été le cas, qu'aurait-on pu faire ? Pour commencer ; arrêter l'horreur et cela était possible. En effet, quelle que soit l'attitude antérieure et l'attitude présente d'adversaires, ce sont d'abord des hommes et je reste accroché à l'espoir que, quelle que soit la cruauté des circonstances, on peut toujours recréer un dialogue entre hommes affrontés et opposés mais désireux de ne pas dépasser le seuil d'horreur que nous avons, nous, les uns et les autres, passé. Le dernier film d'Yves Courrière, réalisé par un montage de documents sur la guerre d'Algérie, m'a été insupportable. On y assiste, justement, aux conséquences de ce décrochage des principes, à l'explosion d'une frénésie de la population aussi bien chez les « pieds-noirs », que chez les Algériens, avec la même carence symétrique des chefs militaires et des chefs politiques. Cela, c'est tout simplement le chaos, parce que l'on a lâché le seul point d'appui solide, une conception absolument rigide et impérative du respect de l'homme.

*Henri Bourbon.* — Au fond, mon général, je crois que vous partagez le même sentiment qu'Alfred Grosser lorsqu'il écrit dans son livre « Au nom de Quoi ? » (4) que « faire comprendre à chaque groupe ce qu'a souffert l'autre groupe permet de mettre fin à l'enchaînement des haines et des vengeances ».

On ne peut que déplorer que cette volonté de compréhension n'ait pas existé entre les groupes antagonistes qui s'affrontaient en Algérie. Il est des hommes toutefois, qui sur le sol algérien, ont tenté au nom du respect de la dignité humaine de s'opposer au cycle infernal du terrorisme-répression. Préoccupés de préserver des possibilités de dialogue entre les deux Communautés, ils formaient ce que l'on a appelé le courant des européens « libéraux », ils s'exposèrent courageusement, mais, peu nombreux, ils n'avaient ni stratégie politique, ni structures, ni idéologie, et ils n'influèrent pas sur le cours de la guerre ; face aux bombes des uns et aux bataillons des autres ils n'eurent guère de poids.

Par ailleurs, je voudrais vous poser une question — quelque peu polémique, je le reconnais — à propos du respect absolu de l'homme dont vous, officier et chef combattant, vous vous réclamez. Pour vous, Himmler est un homme, et ce n'est pas un homme à abattre ?...

*Jacques de Bollardière.* — Le christianisme, dont je cherche à faire le fondement de ma vie, n'a pas de secteur réservé. Je ne conçois pas ce que serait un christianisme dans lequel on pourrait dire qu'Himmler n'est pas un homme. Himmler est un homme, mais Himmler se trouve dans une situation telle qu'il devient, dans le contexte affreux de la dictature hitlérienne, un homme qu'on est obligé d'abattre. Je crois que c'est tout le problème du monde dans lequel nous vivons et qui, hélas, n'est pas encore sauvé.

Nous pouvons nous trouver, malgré nous, dans une situation de violence ; nous devons avoir, à ce moment-là, la volonté et l'acharnement de créer une situation qui nous permette d'en sortir, mais surtout pas, en

acceptant de recourir à la facilité qui consiste à admettre, comme un moyen parmi beaucoup d'autres, un procédé de violence dégradant — par exemple, dans l'art militaire, la torture.

*Henri Bourbon.* — En ce qui vous concerne, votre position est sans ambiguïté : la torture, pour un militaire, ne fait pas partie des armes dont il peut se servir ?

*Jacques de Bollardière.* — Absolument. Je n'accepte pas que l'armée intègre la torture dans l'arsenal de ses moyens pour vaincre.

*Raoul Girardet.* — Mon général, je ne suis pas très satisfait de votre réponse. Car enfin n'oublions pas ce qu'a été la pratique systématique du terrorisme FLN : le massacre, les tortures infligées à des milliers d'innocents. J'admets fort bien la noblesse des buts poursuivis par ceux que l'on appelait alors les rebelles, mais vous voudrez bien admettre que les moyens utilisés n'étaient en aucune façon conformes à l'intégrité de votre morale militaire. Alors je vous dis simplement que si vous légitimez le tueur au nom de la finalité du combat où il était engagé, vous devez également légitimer le « questionneur » au nom de la finalité du combat qu'on lui demandait de livrer. Lui aussi pouvait se réclamer de la vision future d'une cité à reconstruire, plus harmonieuse et plus juste. A l'égard de l'Algérie indépendante, soyez sûr que je ne nourris aucune rancune, que je n'entretiens aucune nostalgie. Mais je sais que cette indépendance a été gagnée par le couteau, par la terreur, par le massacre autant que par l'héroïsme et que par le sacrifice. La nation algérienne a le droit de vivre, et il ne s'agit pas aujourd'hui de lui contester ce droit. Il n'en a pas moins été fondé, comme beaucoup d'autres droits historiques, hélas, dans le sang — un sang allègrement répandu...

*Henri Bourbon.* — Avec une finalité : l'indépendance de l'Algérie.

*Raoul Girardet.* — Avec une finalité. Mais pourquoi, si vous légitimez la terreur par la finalité, ne légitimez-vous pas la torture par la finalité ?

*Henri Bourbon.* — Mais, Cher Ami, vous qui êtes un historien et un théoricien du nationalisme, vous savez bien que c'est l'esprit du nationalisme qui a inspiré le combat du FLN.

*Raoul Girardet.* — Mais bien sûr. Et je dirais aussi bien que le rêve d'une Algérie fraternelle et française qui a été celui d'un certain nombre de musulmans et qui a été celui d'un certain nombre d'officiers français ne pouvait être réalisé, lui aussi, que dans la souffrance, le sang, et la boue. Le problème reste le même ; la fin, de part et d'autre, excuse-t-elle les moyens ?

*Jacques de Bollardière.* — Pour moi, le soldat français, — Massu en l'occurrence — et le terroriste algérien sont deux pauvres hommes tous les deux plongés

(4) *Éditions du Seuil.*

dans une situation de détresse que le monde nous impose à tous, à eux comme à nous. Car ce rêve que vous avez évoqué de l'Algérie indépendante, vue par les Algériens, est-il moins un rêve que l'Algérie française ? Et le terrorisme dont vous parlez à juste titre et qui broie des femmes et des enfants, est-il d'un caractère différent de la torture ? Quel jugement portez-vous, face aux crimes nazis, sur le bombardement de Dresde par les Alliés ? J'ai vu l'Allemagne, battue, écrasée, et cela m'a fait un tel choc que désormais la guerre ne m'apparaît plus qu'à travers un pauvre visage de femme qui serre son fils mutilé dans ses bras. Je pense que pour les Algériens terroristes, ou pour ceux qui étaient engagés avec eux et contre eux — je l'espère, pour la dernière fois — dans la violence, le problème de l'homme était aussi posé, et le moment de la pire violence c'est le moment où jamais pour tous de se retrouver entre hommes afin d'arrêter la violence. Sinon, l'on est entraîné, de part et d'autre, dans une escalade qui n'est pas plus justifiée d'un côté que de l'autre, elle est affreuse et absurde.

#### LE RÔLE DE L'HOMME DE GUERRE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Raoul Girardet.* — Nous arrivons ainsi, mon général, à notre second point de désaccord : le rôle que vous attribuez ou semblez attribuer à l'homme de guerre dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Vous nous dites en évoquant le rôle des parachutistes dans la bataille d'Alger : « il est des tâches qui n'ont pas à être accomplies par l'armée ; ce n'est pas la fonction du militaire de les remplir ; il n'a pas à faire certaines besognes ». Soit. Mais en fonction de quels critères estimez-vous que le soldat, dont le métier est l'exercice de la violence, doit moralement accepter certaines formes de violence et moralement récuser d'autres formes de violence ?

Je m'explique. En Algérie même l'armée française a été responsable d'actions répressives qui me paraissent en fin de compte tout aussi graves, voire plus graves, que les sévices exercés par les troupes du général Massu. Je pense en particulier à certains bombardements aériens aboutissant à la destruction massive de villages ou de groupes de villages. Au nom de quoi condamnez-vous la pratique de la torture telle qu'elle a été appliquée par le général Massu à Alger, et ne portez-vous aucune condamnation sur les responsables de telles opérations, infiniment plus meurtrières et certainement moins justifiables au seul critère de l'efficacité ? L'aviateur qui, à des milliers de mètres d'altitude, lâche ses bombes qui vont écraser des foyers, des enfants, des femmes, a-t-il les mains plus pures que le « questionneur » de la bataille d'Alger ?

Elargissons le problème. J'ai peur de ne voir, dans certains aspects de votre raisonnement, que la seule expression d'une morale de caste. La morale traditionnelle d'une caste militaire qui considère la guerre comme un jeu dont toute la noblesse tient à ce que chacun, des deux côtés, en accepte les règles, accepte en

d'autres termes de tuer parce qu'il accepte lui-même d'être tué. Et nous le savons bien, il n'y a pire injure à faire à un homme que de le tuer lorsque lui-même est disposé à vous tuer. Mais que devient ce jeu, lorsque la guerre devient totale, lorsqu'elle tend à mobiliser une population tout entière, lorsqu'elle met en cause toutes les ressources d'une collectivité, lorsqu'elle s'étend à tous les aspects de la vie sociale ! Dans une guerre menée dans la foule et dont la foule même est l'enjeu, le soldat peut-il se borner à jouer ce personnage admirable qui tue et meurt en gants blancs. N'est-il pas obligé, s'il veut gagner, de devenir lui-même propagandiste, lui-même administrateur, lui-même policier et, peut-être aussi, lui-même « questionneur » ?

Soyez sûr d'ailleurs que c'est sans enthousiasme particulier que je pose cette question. Je suis issu d'une famille de militaires de carrière ; par bien des côtés, je partage vos réactions ; mais y céder, n'est-ce pas pour l'homme de guerre, engagé dans une certaine forme de lutte, se priver à jamais de toute espérance de victoire ?

*Jacques de Bollardière.* — Je vous remercie de cette question. Ma réponse sera claire. L'armée n'est jamais que l'émanation d'une nation. Par conséquent, c'est la nation entière qui est engagée dans le choix de la violence et l'armée n'en est que l'instrument. La guerre, aujourd'hui, a des aspects psychologiques, économiques — elle les a toujours eus d'ailleurs — mais il est certain qu'elle engage plus que jamais la responsabilité collective de toute la nation et des pouvoirs publics. Dans la logique de mon raisonnement je sais que c'est la non-violence que je valorise pour lutter contre la dévaluation de l'humain. La violence est toujours horrible et il n'y a pas de guerre propre. Il y a eu des périodes où la guerre était peut-être un peu moins horrible qu'aujourd'hui, parce que l'on n'était pas encore arrivé à la notion de guerre totale. Pour y parvenir nous avons franchi plusieurs stades : il fut une période — vous le savez mieux que moi — où les armées se battaient comme en une espèce de jeu d'échecs...

*Raoul Girardet.* — Les Horaces et les Curiaces.

*Jacques de Bollardière.* — La population civile en subissait les conséquences, malheureusement, mais les excès étaient surtout le fait de la brutalité des soldats et les valeurs morales étaient moins compromises que par ce qui s'est passé ensuite. Nous sommes arrivés très rapidement, dès 1793 et le Premier Empire, à une autre conception de la guerre, à la mobilisation presque totale d'une nation. C'est-à-dire à une guerre engageant toutes les responsabilités de la nation sur tous les plans. Nous connaissons maintenant une guerre totale où l'homme est totalement engagé, c'est-à-dire où c'est l'esprit même de l'homme qu'il faut vaincre. Qu'est-ce qu'une guerre comme celle du Vietnam, sinon l'expression de la volonté absolue de briser par la force, et même par la torture, ce qui fait que l'adversaire est un homme, ce qui fait qu'il a la volonté d'être libre ? Voilà l'image la plus affreuse de la guerre con-

*13 Mai 1958 : la population algéroise montre sa détermination de garder l'Algérie française — 18 Mars 1962 : signature des accords d'Evian permettant la création d'une Algérie indépendante.*

temporaire, totale en ce sens non seulement qu'elle implique la mobilisation de toutes les ressources d'un pays et de toute sa population, y compris les femmes et les enfants, mais aussi qu'elle engage tout l'homme et non pas seulement son corps, mais son esprit, et que c'est bien l'esprit qu'il s'agit d'écraser encore plus que le corps. Cela est vraiment le comble de l'horreur. Comment un homme qui, pour les raisons que vous évoquez (efficacité, recherche du renseignement, mission à remplir, rétablissement de l'ordre et de la sécurité, suppression des actions terroristes) utilise la torture, peut-il avoir le courage de regarder dans les yeux l'homme qui était en son pouvoir et qu'il vient de torturer ? C'est lui qui devrait se sentir vaincu, meurtri, et non sa victime.

*Henri Bourbon.* — Le XX<sup>e</sup> siècle ne confirme-t-il pas l'exactitude de l'observation pessimiste de Barbey d'Aurevilly : « Les crimes de l'extrême civilisation sont plus atroces que les crimes de l'extrême barbarie ».

*Jacques de Bollardière.* — Malheureusement oui, je le crains. Ainsi les jeunes qui voient des films, des photos ou qui lisent des livres décrivant les horreurs des camps de concentration nazis avec leurs monceaux de

cadavres n'arrivent pas à comprendre que des êtres humains aient pu aussi profondément se déshumaniser. Ces bourreaux des camps de la mort ont perdu ce qui faisait d'eux des hommes, et c'est pour cela qu'ils ont été capables de commettre des massacres aussi effroyables, des crimes aussi monstrueux. Sinon, comment concevoir qu'après avoir, pendant des journées, entassé des femmes et des enfants dans des fours crématoires, ils aillent jouer aux cartes avec des amis, caresser leur chien, et embrasser leur femme et leurs enfants. La montée du nazisme, c'est la défaite de l'homme. L'emploi officialisé de la torture, c'est aussi la défaite de l'homme. Toute civilisation qui s'engage dans un tel processus perd sa signification même. Un pays comme le nôtre, qui aujourd'hui, a la chance de ne pas être engagé dans une forme directe de violence guerrière doit consacrer ses énergies à bâtir la paix, à rendre la guerre impossible. La vérité de l'homme c'est la paix, ce n'est pas la guerre. Et le propos même de l'humanité, c'est d'arriver à se construire et à se développer en fonction d'une négation de la guerre et de la violence.

*Henri Bourbon.* — A quoi sert donc l'armée, mon général ?

mes à l'humanité qu'ils trouveront le moyen d'orienter vers des buts humains les potentialités techniques de ces forces. S'ils ne le font pas, ils vont tout simplement se laisser exterminer eux-mêmes — et avec eux tous les hommes dont ils sont responsables — par ces forces déchaînées.

Les raisons qui m'ont conduit à répondre un « non » catégorique à la torture en Algérie demeurent aussi exigeantes et fondamentales aujourd'hui qu'hier et elles m'amènent à poursuivre sous d'autres formes, le même combat ; je continue à dire « non », non à la torture, non à la violence terroriste ou contre-terroriste, non à la course aux armes qui entraîneraient l'anéantissement de l'humanité.

Ce « non », je l'affecte d'un coefficient exponentiel, parce que j'ai pris conscience du danger qui menace le monde. Il n'y a plus qu'une seule chose à faire, c'est revenir à l'essentiel. Et l'essentiel ce n'est pas le « Concorde » ou les engins planétaires, ce n'est pas le développement de la productivité et des taux de croissance, c'est l'homme. Toute civilisation qui ne sera pas fondée sur l'homme est vouée à l'échec. Le jour où l'Allemagne a sombré dans cette effroyable régression qu'a été le nazisme, elle s'est condamnée à la défaite et à la division. L'Allemagne d'aujourd'hui ne doit qu'aux qualités humaines extraordinaires qu'elle a trouvées dans son peuple, au fond du désastre, de refaire surface progressivement.

L'Algérie, nous l'avons perdue le jour où nous nous sommes engagés dans la torture. La Grande-Bretagne, aujourd'hui, avec le conflit d'Irlande court le risque de se perdre si elle ne trouve pas d'autres relations avec la minorité insurgée que la torture et des rapports de violence.

## VIOLENCE ET NON-VIOLENCE

*Raoul Girardet.* — Il faut alors vous demander, mon général, de pousser votre réflexion vers son point inéluctable d'aboutissement logique : l'acceptation d'une morale de la non-violence ou plus exactement de la non-résistance. C'est vrai, l'homme qui torture doit connaître un abominable sentiment de déchéance. Vous m'accordez que le bombardier qui écrase les cités sous ses bombes ne doit pas lui non plus se sentir très glorieux lorsqu'il songe aux victimes civiles enfouies sous les décombres. Et il faut aller plus loin et reconnaître que toute lutte, au temps des guerres idéologiques et industrielles, comporte inévitablement sa large part de flétrissure. Pouvons-nous, sans honte, mon général, nous qui étions alors du même côté, songer aux massacres et aux tortures qui ont, en 1944, accompagné notre victoire ? Il n'est aucun combattant, et d'aucune cause, qui ne puisse aujourd'hui, au sortir de la lutte, ne pas se sentir les mains sales, très sales même la plupart du temps...

Doit-il pourtant renoncer à combattre ? C'est à cette attitude que, partant des principes que vous venez de définir, vous ne pouvez manquer d'arriver. Puisque je ne peux, en luttant, rester pur, puisque je ne peux

### *La population musulmane manifeste pour l'avènement d'une Algérie souveraine.*

*Jacques de Bollardière.* — Cette question est très importante. On ne peut plus parler aujourd'hui d'Armée et de Défense Nationale comme on en traitait en 1925. Tout est à repenser sérieusement. Il est passé le temps des chevauchées héroïques de Bournazel dans sa tunique rouge de spahi ! Le concept de Défense Nationale demeure vrai. L'armée est nécessaire comme la police. Mais l'armée, semblable à beaucoup d'institutions actuelles, est inadaptée au monde d'aujourd'hui. Je crois que l'évolution du monde est telle que les problèmes se posent aujourd'hui d'une manière entièrement nouvelle qui surprend les hommes. Tous les gens qui font le métier de penser, tous ceux qui sont plus particulièrement chargés de prévoir les évolutions et les mutations, sont pris au dépourvu devant un univers déconcertant dont personne ne sait ce qu'il va devenir et dont tout le monde craint que nous ne puissions pas le maîtriser. Les gigantesques progrès dans les techniques et les connaissances, la domination de la matière et de la nature sont positifs pour l'homme, mais à condition qu'il se maîtrise lui-même et ne devienne pas l'esclave d'une technologie effrénée qui le conduirait à une rupture avec la vie naturelle et humaine.

Autrement dit, nous avons entre les mains des forces terrifiantes de combat et de destruction et le problème est de savoir comment nous orientons et orienterons ces forces. Ce problème se situe au niveau de la conscience nationale ou collective, ou tout au moins dans la conscience des hommes qui détiennent les responsabilités du pouvoir. C'est grâce à une conversion d'eux-mêmes

rester fidèle à l'intégrité de ma morale, je renonce à la lutte. J'accepte d'être victime puisque je ne peux, si je ne me résigne pas à l'état de victime, que devenir moi-même bourreau. C'est l'autre qui se déshumanise, l'autre qui dresse une abominable image de lui-même. En le laissant triompher j'assure à jamais la pureté de ma cause, la pureté de mes mains et celle de ma conscience. Une telle morale a sa noblesse et sa grandeur. Mais on ne peut se dérober devant les conséquences qu'elle implique : « Refusons les bombardements des cités ouvertes, comme atroces en eux-mêmes et comme contraires aux lois traditionnelles de la guerre. Mais nous renonçons du même coup à abattre le potentiel industriel de l'Allemagne hitlérienne. Nos propres mains étant demeurées intactes, nous laisserons Hitler vainqueur, assumer seul, l'atroce privilège de l'horreur et de l'inhumanité ».

Je me refuse, pour ma part, et c'est là, mon général, notre troisième point de désaccord, à une telle morale et à de telles conséquences. L'angélisme que sous-entendent vos postulats me semble même, tout aussi dangereux pour les garanties réelles de la dignité de l'homme que le cynisme de ceux que vous condamnez. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'accepter n'importe quelle forme de lutte. Il s'agit seulement de penser qu'entre la répudiation de toute violence et l'acceptation de n'importe quelle violence il est sans doute possible de définir tant bien que mal, et plutôt mal que bien, des positions intermédiaires. Tout combat, les

*Un million de pieds-noirs quittent l'Algérie  
qui a cessé d'être française.*

armes à la main, s'accompagne d'une certaine dose d'horreur. Tous les héros sacralisés de notre légendaire militaire se sont peu ou prou sali les mains. Pour qui pense cependant qu'aucune des valeurs fondamentales de notre civilisation ne subsisteraient aujourd'hui si elles n'avaient été à certains moments défendues les armes à la main, le problème fondamental est alors de réduire l'horreur véhémente au combat, de réglementer la violence, de l'enfermer dans des limites de plus en plus étroites.

Voyez-vous dans cette affaire des tortures, ce que je regrette c'est que le débat soit toujours resté sur le seul plan des principes. C'est que nos moralistes, nos juristes, nos universitaires, nos politiques ne s'y soient jamais intéressés autrement qu'en fonction d'un absolu désincarné. Le terrorisme fait partie des réalités de la guerre d'aujourd'hui, la répression du terrorisme fait également partie des réalités de la guerre d'aujourd'hui. Or, à cette guerre, il manque un code, il manque un ensemble de règles juridiques et morales comparables à celles qu'avait réussi à élaborer l'Europe occidentale au cours des deux derniers siècles. Le XVIII<sup>e</sup> siècle monarchique, le XIX<sup>e</sup> siècle libéral n'avaient pas éliminé la violence guerrière. Mais ils étaient parvenus à l'endiguer, à la délimiter, à la réglementer. Reprendre cet effort, le poursuivre, tenter de l'adapter aux formes contemporaines des conflits serait à mon sens plus fécond que toutes les condamnations de principe qu'il est loisible de porter. Ma morale est humblement empirique, veuillez m'en excuser. Mais je la crois, par là même, mieux adaptée aux tragédies de notre temps.

*Jacques de Bollardièrre.* — M. Girardet, je voudrais retenir de ce que vous venez de dire une chose qui me paraît très importante, c'est le problème de l'acceptation ou non du mal. Je crois, d'ailleurs, que ce débat repose sur la réponse que nous apportons tous deux à ce problème là.

Tout d'abord, je ne suis pas certain de vous suivre lorsque vous affirmez que tous les héros militaires sacralisés se sont compromis avec des formes salissantes de violence. Je pense à Lyautey au Maroc, par exemple. Voilà un pays en pleine révolte pendant la guerre de 14-18, et le maréchal Lyautey s'est alors vu enlever la plus grande partie de ses effectifs. Il est donc resté au Maroc avec des troupes extrêmement faibles, et qu'elle arme a-t-il trouvé pour le maintenir en paix ? Non pas la torture, je crois que de tels procédés étaient aussi loin que possible de son esprit ; son arme a été la création des officiers des affaires indigènes. De quoi s'agissait-il ? L'officier des affaires indigènes était un homme qui apprenait l'arabe avec la volonté absolue de comprendre la mentalité de ses interlocuteurs ; et c'est précisément la sensation confuse, dans l'esprit des Marocains, que Lyautey les aimait, qui a permis à Lyautey de tenir ce pays contre les insurgés sauvages qui martyrisaient cruellement les prisonniers français, leur ouvraient le ventre et le remplissaient de pierres. Aux horreurs de cette situation le maréchal Lyautey a opposé « une parcelle d'amour », et il a parfaitement réussi, puisqu'il a fait du Maroc un pays en plein développement, gâché par la suite parce qu'on ne l'a pas

suivi jusqu'au bout. Son plan était de constituer un protectorat, avec tout ce que cette notion comporte de compréhension, d'aide et non de paternalisme ; le premier résultat qu'il se proposait était de former une jeunesse marocaine qui prendrait en main sa destinée, et celle du pays. Dans ce climat général, l'homme était vraiment la préoccupation essentielle avec le respect que les gens de civilisation différente ont les uns pour les autres. Lyautey se considérait comme le représentant d'une civilisation des cultures dans un pays endormi depuis le fond des âges sans aucune espèce d'échange avec le monde extérieur, et confiné dans des traditions souvent très barbares et dans un chaos, surtout sur le plan politique, que vous connaissez beaucoup mieux que moi. Dans cette situation compliquée, Lyautey a donc pris comme arme principale, l'amour, et il a réussi pour l'essentiel dans sa mission. Les échecs ultérieurs, la responsabilité ne lui en incombe pas ! Je vais vous raconter une histoire qui me paraît belle et symbolique : les Petits Frères de Foucauld, en Algérie, avant les « événements », étaient retirés en des lieux très éloignés dans la montagne où était installée leur Fraternité. Quand la guerre a éclaté ils se sont trouvés enclavés dans une zone FLN. Or, les Petits Frères de Foucauld ont gardé des relations fraternelles inchangées avec ces gens devenus, pour des raisons dont les Petits Frères de Foucauld n'avaient pas à juger, des militants FLN, et qui ont continué à fréquenter leur Fraternité, ayant la prévenance de laisser leurs armes dans les fourrés et d'arriver sans armes. Je dois dire que cette situation n'était pas sans créer des complications très grandes entre les Petits Frères de Foucauld et les unités françaises stationnées dans les environs. Un soir, quelques FLN sont arrivés à la Fraternité et ont dit aux Petits Frères : « Attention, ne prenez pas la piste qui descend, nous l'avons minée ». Et l'un des Petits Frères a rétorqué : « Tu ne peux pas me dire cela, ce n'est pas possible, réfléchis. Je suis ton frère, tu me dis que tu as mis des mines là, pour tuer mes autres frères. Ou bien je te trahis en le leur disant, ou bien je les trahis, eux, en me taisant ». Eh bien, les fellaghas ont enlevé les mines !

C'est un petit exemple, mais très symbolique à mon avis. Je crois que dans tous les cas, si au lieu de créer un climat de haine, de mépris, de terreur, de violence, et d'oppression, dans lequel on pousse l'homme délibérément à l'escalade de la violence — et plus il est faible, plus il est humilié, et plus il sera violent et commettra les pires excès — on se cramponne au maintien du respect de l'homme, au maintien de l'amour, on risque peut-être de devenir une victime, effectivement dans l'immédiat, mais on œuvrera efficacement pour la paix et la justice dans l'avenir.

Vous m'avez demandé d'aller jusqu'aux dernières conséquences de mon raisonnement : cela semble paradoxal pour un général parachutiste et un ancien légionnaire, mais je suis non-violent. Je me battrais, naturellement, sans aucune hésitation, si les nazis recommençaient ce qu'ils ont fait en France, et ailleurs, mais tant qu'une telle agression n'a pas commencé, j'estime que mon devoir de chrétien est de lutter minute par

minute pour empêcher précisément que se créent des situations de détresse et de violence.

Je voudrais d'ailleurs faire une distinction entre l'acceptation du mal et la non-violence. La non-violence n'est en aucun cas l'acceptation du mal ; c'est le refus absolu de pactiser avec le mal, et le seul problème est d'arriver à développer concrètement, dans le monde où nous vivons, l'efficacité de cette non-violence. De cette efficacité nous avons eu plusieurs exemples, Gandhi aux Indes, Martin Luther King aux Etats-Unis. Des stratèges anglais étudient, aujourd'hui, la possibilité d'actions non-violentes concrètes et efficaces pour obtenir des objectifs politiques précis. En 1939 la France s'est effondrée devant une armée plus forte que la sienne, mais elle n'a pas substitué à la violence une forme de non-violence, et je regrette bien qu'elle ne l'ait pas fait car je prétends que si 40 millions de Français avaient refusé toute espèce de compromission de quelque ordre que ce fût avec les nazis, l'armée d'occupation allemande n'aurait pas pu tenir longtemps le pays. Le Danemark a montré, sous certains aspects, l'efficacité de cette forme de résistance pendant la guerre. J'affirme que les forces de l'esprit sont plus puissantes que n'importe quelle autre force. Nous en avons un exemple sous les yeux en voyant le pays le plus puissant que la terre ait jamais connu, les Etats-Unis, tenu en échec au Vietnam. L'armée américaine se liquéfie d'elle-même, et son moral est tel que Nixon est obligé d'envisager son rapatriement non pas pour des raisons de budget ou des problèmes de matériel, mais parce que la cause des Américains en cette affaire est mauvaise, car elle est dirigée contre la dignité de l'homme.

*Henri Bourbon.* — Par contre, mon général, on a vu dans les pays de l'Est, des circonstances où l'emploi de la force a figé une situation évolutive, a maintenu une oppression et a baillonné un peuple. Je fais référence aux terribles désillusions nées de l'échec du « printemps de Prague ». La force des armes (ou simplement la menace de recours à cette force) l'a emporté sur la liberté.

*Jacques de Bollardière.* — La forme de courage qu'exige de la part des hommes des situations d'oppression semblables à celle que vous évoquez est tellement difficile, tellement surhumaine qu'elle est malheureusement peu pratiquée dans le monde où nous vivons. Mais si l'on tourne ses regards vers l'utopie — et cela est souhaitable — on peut penser que l'humanité finira — dans combien de siècles ? — par évoluer vers un certain dépassement de la violence. Si elle ne le fait pas, étant donné la qualité et la puissance des armes disponibles, on peut très bien, sans faire des excès d'imagination, prévoir une véritable déshumanisation collective de l'ensemble de la planète.

En ce qui concerne le drame de la répression en Tchécoslovaquie qui a mis fin aux espoirs du « printemps de Prague », je note tout de même une certaine efficacité de la non-violence. Face à la force des chars soviétiques, la population en dialoguant avec les sol-

dat russes a créé, pendant un temps, trouble et hésitations dans l'esprit des envahisseurs. Rien n'interdit d'espérer qu'à terme la non-violence ne finisse par devenir une forme de lutte extrêmement efficace pour la défense de l'homme, de sa dignité et de sa liberté.

Pourquoi ne pas parier qu'un jour, l'homme, face à l'homme, cessera de trouver la violence sur son chemin ?

*Henri Bourbon.* — Vous avez raison, mon général, de parier sur l'homme et sur les forces du bien triomphant des forces du mal. Néanmoins ne pensez-vous pas qu'il faut se garder de l'angélisme ? Le christianisme, dont vous vous réclamez, n'est pas un angélisme. L'utopie est certes féconde, mais les limites à son efficacité lui sont apportées par la nature humaine elle-même. « Il y a dans tout homme, disait Baudelaire, deux postulations simultanées : l'une vers Dieu, l'autre vers Satan ».

Je sais qu'il est des yeux de peuple mort qui pour toujours étincellent. Mais cette superbe affirmation, placée par Giraudoux dans la bouche d'Electre, relève d'une éthique très haute et très pure dont on conçoit qu'elle puisse ne pas rencontrer l'adhésion totale des politiques et des militaires qui ont la charge d'assurer la vie et la permanence d'un pays. Finalement notre réflexion débouche sur le délicat problème des rapports du pouvoir et de la morale. Cela dit, je partage, évidemment, votre conviction lorsque vous proclamez que le recours à la torture constitue la plus désespérante et la plus scandaleuse défaite, celle de l'homme qui renonce à être humain.

## L'HOMME DE GUERRE FACE A DES RESPONSABILITES DECHIRANTES

*Raoul Girardet.* — Vos exemples coloniaux, mon général, me paraissent singulièrement mal choisis. Il y a Lyautey, bien sûr, et l'indiscutable réussite d'une œuvre véritable de « pacification » ; mais il y a aussi dans l'action de Lyautey au Tonkin, à Madagascar, au Maroc, les réalités de la guerre coloniale et celles-ci n'ont jamais passé pour évangéliques. Il y a le Viet-Minh et l'héroïsme de ses soldats, leur étonnant esprit d'abnégation et de sacrifice, mais il y a aussi la pratique systématique du terrorisme, la liquidation des adversaires idéologiques. Il y a surtout cette pratique abominable, pire sans doute que celle de la torture, celle du camp de redressement psychologique, du lavage de cerveau. L'homme qui a subi la torture peut rester un homme, demeurer lui-même, l'homme conditionné par le lavage de cerveau est un autre homme, il a perdu l'essence de lui-même. Curieux champions des droits de la personne humaine que ces communistes vietnamiens... Mais non, il faut bien admettre que toute guerre présente un double visage : l'un qui peut être admirable, l'autre qui ne peut être qu'atrocité. Ne nous réfugions pas, pour nier cette atrocité, dans les illusions d'un rêve chevaleresque nostalgiquement entre-

tenu. L'homme en guerre, et même au service de la plus juste, de la plus sainte des causes, fera toujours le mal. L'essentiel, me semble-t-il, est qu'il n'oublie pas que c'est le mal. Les poseurs de bombes de Yacej Saadi, les « questionneurs » de Massu obéissaient, les uns et les autres, à la logique du combat où ils étaient engagés. Je ne sais si nous sommes en droit de reprocher aux uns et aux autres d'avoir fait ce qu'ils ont fait ; ceux que nous sommes, en revanche, en droit de condamner, ce sont ceux dont rien n'est venu altérer la bonne conscience, ceux qui ont accepté, sans problème, sans trouble, sans remords la vision d'un enfant déchiqueté ou celle d'un corps supplicié. Le souci de sauver la vie d'un innocent légitime-t-il la douleur infligée à un homme ? Ce qui importe, je crois, c'est de comprendre qu'à cette question il n'existe pas de bonne réponse, que, quelle qu'elle soit, toute réponse sera mauvaise, relève du mal et de l'horreur. C'est en sachant cela que nous arriverons peut-être à faire reculer le mal, à endiguer l'horreur.

*Jacques de Bollardièrre.* — Je ne crois absolument pas qu'on puisse limiter la torture. L'homme est ce qu'il est, avec ses faiblesses et ses penchants. A partir du moment où vous acceptez une certaine forme de violence et surtout quand c'est un chef qui l'accepte et l'officialise, vous débridez, dans la sphère des responsabilités qui est la vôtre, les pires instincts. Je ne vais pas m'appesantir sur le cas personnel de Massu, mais je crois qu'il a pris une lourde responsabilité. En invoquant les nécessités d'efficacité immédiate et de protection à n'importe quel prix de vies innocentes et menacées, Massu s'accroche aujourd'hui à cette notion de torture contrôlée, limitée, pratiquée par des spécialistes qui, selon lui, n'étaient pas atteints moralement eux-mêmes, qui agissaient au nom d'une certaine conception du devoir qu'il prétend élevé. Eh bien, ce n'est pas vrai ! Car la torture ce n'est pas Massu qui l'a inventée, hélas ! Et elle régnait en Algérie avant même que la guerre d'Algérie fût commencée ; elle s'était infiltrée dans les mœurs policières. Les rapports sont précis ! Tous les honnêtes gens sont forcés de reconnaître que sous certaines formes alors limitées, et qui ne s'étaient pas encore répandues comme un incendie, la violence est entrée dans les mœurs policières de la France en Algérie avant la guerre. Et quand la guerre s'est déclenchée, à quoi avons-nous assisté ? Le gouvernement français n'a pas élaboré une politique, il n'a pas fait des choix politiques devant ce phénomène complexe, déroutant et formidablement meurtrier de la guerre révolutionnaire, il a oscillé, comme pendant longtemps en Indochine, entre la paix et la guerre. Par moment, il a espéré remporter une victoire militaire ; à d'autres moments, il s'est bien rendu compte que cette victoire était un leurre et alors à ces moments-là, les dirigeants politiques se sont réfugiés dans des polémiques. L'armée ne recevant que des directives imprécises du pouvoir politique s'est trouvée dans l'obligation d'analyser, selon les circonstances, une situation affreusement compliquée, et les hommes, en fonction de leur caractère et leur tempérament, faisaient un peu n'importe quoi. Les uns pacifiaient au



risque d'être eux-mêmes des victimes et d'accepter — ce qui est pire — la responsabilité de voir des gens martyrisés à cause d'eux. Les autres se comportaient, au contraire, comme de véritables brutes. Finalement, dans la confusion et les contradictions, tous les Algériens musulmans étaient devenus des suspects — situation entraînant la dégradation des rapports humains. Comment des hommes, en effet, peuvent-ils n'avoir en face d'eux que des suspects ? A partir de ce moment-là, rien de valable ne se construit, c'est fini !

Je pense donc, pour me résumer, que le choix est au départ : on accepte la torture ou on ne l'accepte pas. Si on l'accepte il faut bien se dire — et Massu ne le dit pas (c'est le reproche le plus grave que je fais à la présentation des faits qu'il donne dans son livre) — que c'est une illusion de prétendre limiter et contrôler la torture qu'on a institutionnalisée. Quand Massu le laisse entendre il ne dit pas la vérité. J'ai reproduit dans mon livre le témoignage d'une jeune fille qui a été battue pendant des jours et des jours et qui a subi des supplices absolument affreux. Et d'autres cas peuvent être cités. Voilà ce qu'a donné en fait la torture acceptée par Massu, dont je ne mets pas en cause — je le répète — les intentions. Je suis convaincu qu'au départ, il n'apercevait pas la tragique gravité de la situation engendrée par la torture. Et je suis convaincu maintenant qu'il se bouche les yeux et qu'il ne veut pas voir la vérité en face. Je pense que tous les chefs qui prendront la responsabilité d'accepter sous une forme quelconque le recours à la torture, auront pour le restant de leur vie, devant les yeux, cette atroce image de torturés, de suppliciés, que Massu a aujourd'hui lui-même devant les yeux, même s'il ne veut pas voir.

Le général Massu est responsable de la dégradation morale qui a touché un certain nombre de jeunes Français. De nombreux jeunes Français sont, en effet, rentrés traumatisés de cette guerre d'Algérie, qu'ils aient participé ou simplement assisté à des tortures. Et souvent, des gens me racontent que pendant des mois et même des années, des jeunes ayant servi en Algérie sont restés « choqués » par ce qu'ils avaient vu ou fait. On ne pouvait pas prononcer devant eux le mot Algérie sans qu'ils jettent leur serviette sur la table au milieu du déjeuner de famille et partent sans dire pourquoi. Parmi eux, vous le savez comme moi, certains ont subi un traumatisme psychologique tel qu'ils passeront leur vie à s'en ressentir. La responsabilité des chefs est énorme en l'occurrence. Une cause si parfaitement honorable qu'elle soit lorsqu'elle n'est qu'un projet politique (Algérie française ou Algérie indépendante) ne peut justifier de pareilles dégradations.

Je n'avais rien contre l'Algérie française. Si l'Algérie française avait été capable, dans la situation du moment, de créer un ordre qui permette aux deux communautés de se développer harmonieusement et de construire une société répondant à leur intérêt à toutes deux, pourquoi pas l'Algérie française ?

Par contre, je me suis opposé catégoriquement pour la réalisation de ce projet, aux responsabilités qu'a prises Massu en utilisant certains moyens inadmissibles, car les initiatives de Massu ne sont pas allées du tout dans le sens du succès de ce projet. La pratique

*En Irlande du Nord, la Grande-Bretagne et son armée face  
aux problèmes de la violence, du terrorisme  
et de la répression.*

de la torture allait à l'encontre d'une Algérie française et fraternelle et elle dégradait d'une manière évidente l'armée qui a perdu son honneur dans cette affaire, il faut bien le dire si pénible que cela soit. Quand on voit aujourd'hui l'Algérie vivre à côté de nous, et toutes les possibilités des rapports entre elle et la France sur les plans diplomatique, économique et culturel, ne croyez-vous pas qu'on aurait pu commencer plus tôt ? Ce n'était pas la peine de martyriser et d'humilier des hommes et des femmes, pour finalement partir d'Algérie dans le désastre et le désespoir.

Je déplore profondément les épreuves et les souffrances subies par les « pieds noirs », ainsi que les conditions tragiques dans lesquelles ils ont dû quitter leur terre natale. La torture n'a rien empêché, au contraire !

Comment peut-on parler d'efficacité et de réalisme quand on voit « l'humanité », si j'ose dire, se renier et régresser chaque fois qu'elle s'abandonne à ces techniques de torture, à ces vertiges de violence ?

Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus de torture officielle ; même pendant la Révolution française, on n'a pas officialisé la torture. Il s'est déroulé en Bretagne des choses affreuses entre les Chouans et les Bleus, mais la torture n'était pas allée aussi loin que celle pratiquée par Massu.

C'est deux cents ans après la Révolution française, dans une civilisation qui se veut humaniste et qui se dit démocratique et chrétienne, qu'on arrive à cette décision incroyable d'officialiser la torture. Si c'est nous, Français, qui acceptons la torture en tant que technique de combat alors c'est Hitler et Himmler qui ont gagné !

*Raoul Girardet.* — Ce que vous dites, mon général, me touche et m'émeut, m'émeut d'autant plus que si l'on m'avait donné l'ordre, étant militaire, de torturer, j'aurais à un échelon inférieur, fait la même chose que vous, c'est-à-dire que j'aurais refusé. J'aurais refusé tout simplement parce que je n'aurais pas voulu avoir une vie entière empoisonnée par le visage douloureux et martyrisé d'un certain nombre de gens et par un souci très élémentaire de moi-même. Je crois qu'effectivement, en l'occurrence, celui qui commande la torture porte une effroyable responsabilité, une responsabilité abominable, et je suis un peu étonné de la légèreté avec laquelle le général Massu semble l'assumer et bien d'autres semblent l'assumer aussi. Tout ce que je veux dire c'est qu'en refusant d'infliger la torture, en refusant d'être le « questionneur », j'aurais pu peut-être, en certains cas, prendre également une non moins abominable responsabilité, c'est-à-dire celle d'accepter les massacres, celle d'accepter le meurtre d'innocents, celle d'accepter des bombes qui éclatent au hasard, celle d'accepter des enfants martyrisés, des femmes assassinées. De toutes façons, j'aurais pris des responsabilités, et ces deux responsabilités me paraissent également horribles. Je ne vois pas très bien comment on peut se tirer de ce problème et j'admire en l'occurrence vos certitudes, car moi, je n'ai pas de certitudes ! Je suis indécis, je suis incertain, je suis

simplement devant un monde et des réalités qui de chaque côté me paraissent monstrueuses. Je pense qu'effectivement le questionneur assume à tout jamais à l'égard de lui-même et de sa conscience, qu'il soit chrétien ou non chrétien, une effroyable responsabilité. Je pense également, que l'homme qui veut à tout prix et dans certaines circonstances, garder les mains pures, finit également par se salir les mains et prendre des responsabilités non moins horribles.

*Jacques de Bollardière.* — Vos propos, M. Girardet, expliquent, s'ils n'excusent pas, le comportement de Massu. Mais je dirais que ce que vous dépeignez, c'est la condition humaine dans sa grandeur et ses servitudes ; le drame de l'homme déchiré entre ses responsabilités me paraît une raison de plus de s'accrocher à l'essentiel. L'essentiel étant le respect de l'Autre, car si l'on perd sur ce terrain-là, on perd sur tous les autres !

*Raoul Girardet.* — Bien sûr, le respect de l'Autre... Soyez bien convaincu, mon général, que pour moi aussi c'est là la finalité essentielle. Ce qui nous sépare, c'est que je crois qu'il y a pour le soldat, confronté avec certaines formes de combat et en temps de crise, plusieurs façons de concevoir la défense de la dignité de l'homme et de la personne. D'où pour l'homme de guerre, soucieux en même temps d'assurer la victoire de la cause pour laquelle il lutte et de ne pas se déshonorer, de ne pas perdre son âme, des contradictions, des tensions, des crises.

L'essentiel me paraît être de prendre conscience de la raison, des causes de ces contradictions, de ces tensions et de ces crises. Peut-être pourrions-nous alors tenter, sinon de les résoudre, du moins de les réduire. C'est dans cette perspective que ce débat n'a pas été, je crois, inutile.

*Henri Bourbon.* — Je pense qu'effectivement, ce débat n'a pas été inutile. J'espère qu'il ne ravivera pas des rancœurs et des amertumes, si justifiées soient-elles. Il constitue un élément du dramatique dossier de l'affaire algérienne, il invite à une interrogation sur les problèmes que pose à la morale militaire notre époque, il participe à l'indispensable réflexion sur la violence dont on peut constater chaque jour le déchaînement et les ravages sur tel ou tel point du globe, violence qui a atteint le sommet de l'absurde avec le sort des vingt Portoricains catholiques venus en pèlerinage en Terre Sainte et tués par trois Japonais agissant pour le compte des Palestiniens dans le cadre de la lutte contre les Israéliens, qui, eux-mêmes, utilisent la violence lorsqu'ils l'estiment nécessaire. Comment sortir de cette violence qui tend à se perpétuer ? Modestement, dans ce débat, nous avons médité sur la réponse et les difficultés de la réponse.

La bataille de l'homme, la bataille pour l'homme continue ; il faut savoir qu'elle ne cessera jamais, car dans ce genre de bataille il n'y a pas de victoire complète et il y a des défaites circonstancielles.

# PERSPECTIVES EST-EUROPEENNES

## 1972

*par François Fejto*

**L'**HISTOIRE des pays de démocratie populaire au cours des années 1971-1972 semble confirmer notre interprétation des grandes tendances qui commandent leur développement : **d'un côté, les efforts de l'Union Soviétique visant à maintenir son contrôle au moyen d'une intégration politique, militaire et économique plus poussée ; d'un autre côté, les aspirations des populations plus ou moins prises en charge par les gouvernements, à récupérer leur indépendance, les attributs de leur souveraineté.** Parallèlement, sur le plan intérieur, on discerne d'une part, l'action permanente, méthodique des « appareils » communistes, qui s'efforcent de conserver leur rôle dirigeant, — et de l'autre part, le développement des forces économiques, sociales et culturelles autochtones qui — dans les limites qui leur sont imposées — poussent dans le sens du pluralisme, de la « constitutionnalisation » des régimes.

Dans le domaine international, le fait majeur des dernières années dans cette partie du monde, a été le rapprochement survenu entre l'Union Soviétique et la République fédérale — rapprochement concrétisé par la signature, le 12 août 1970, du traité U.R.S.S.-R.F.A., et sa ratification par le Bundestag, effectuée dans des circonstances dramatiques, le 17 mai 1972. Ces actes diplomatiques, qui constituent un succès notable pour l'Union Soviétique, font partie d'une stratégie politique d'ensemble, au moyen de laquelle le Kremlin vise à la reconnaissance définitive et générale du *statu quo* européen issu de la guerre, ce qui implique, dans l'esprit des dirigeants soviétiques, l'entérinement de la doctrine de la « souveraineté limitée ». Cette dernière est présentée désormais comme l'expression d'un **droit international socialiste spécifique**, gouverné par le principe

de l'**internationalisme socialiste**, et se distinguant du **droit international général**, fondé sur le principe de l'**égalité souveraine des Etats (1)**. L'U.R.S.S. souhaite se présenter à la conférence sur la sécurité et coopération européenne, dont la convocation est l'un des grands objectifs de sa diplomatie, à la fois comme la puissance européenne majeure qui propose à la « petite Europe » des dix, sa conception de « grande Europe » de Brest à Brest, — et comme le gardien de l'ordre européen basé sur les principes cités plus haut. En recevant le président Nixon en mai 1972, en dépit du défi lancé par celui-ci par le blocus de Haïphong, Brejnev a montré la priorité qu'il accorde à ses intérêts européens.

Pour ce qui est des démocraties populaires, leur attitude, face aux « grands desseins » de Moscou, n'est pas exempte de nuances. On peut constater que dans l'ensemble, peuples et gouvernements sont favorables à tout ce qui diminue les tensions et rapproche l'Est et l'Ouest. En effet, la détente extérieure apparaît comme une condition indispensable au développement économique et social. Mais la **façon** dont l'U.R.S.S. œuvre pour la détente, en s'en réservant la primauté des bénéfices politiques et économiques, n'est pas sans inquiéter les dirigeants responsables et l'opinion publique (dans la mesure où elle est autorisée à s'exprimer). Ainsi, on a relevé chez le gouvernement polonais, les signes d'une forte déception, d'un mécontentement devant le fait que la signature et la ratification du traité polono-ouest-allemand ont été subordonnées à celles du traité U.R.S.S.-R.F.A.

(1) Cf. G. Mencer : Certains problèmes politiques et légaux internationaux, in *Casopis pro Mezinárodní Právo*, N° 3, août 1971.

## LA POLOGNE.

Sans doute, Gomulka, en participant en 1968 à l'occupation de la Tchécoslovaquie, a contribué considérablement au revirement de l'**Ostpolitik** de Brandt : se voyant barrer le chemin de l'Est par les gouvernements de ces pays, la République Fédérale s'est vue obligée de traiter en priorité avec leur **patron**. Mais le Gierk de 1972 n'est pas le Gomulka de 1968 ; et bien que, en raison de ses faiblesses économiques, la Pologne soit plus que jamais tributaire de l'aide soviétique, la diplomatie de Varsovie s'efforce (ne serait-ce que pour rassurer l'opinion) de dégager un profil indépendant. Les souvenirs de Rapallo, ceux de 1939, sont encore vivaces, instinctivement les Polonais craignent une coopération germano-russe dont ils pourraient faire les frais. Cela d'autant plus qu'après le départ d'Ulbricht, sous Honecker et son équipe d'idéologues ultra-orthodoxes, l'alignement de la R.D.A. sur Moscou devint aussi plus complet : la Pologne se sent à présent ensermée entre la Russie et deux Allemagne dont chacune a des relations spéciales avec l'Union Soviétique. Cependant, en visitant — après l'U.R.S.S. — la Pologne, Nixon a donné une satisfaction à l'amour-propre proverbial des Polonais et ceux-ci espèrent aussi tirer quelque profit de la compétition des deux Etats allemands. Enfin, la ratification du Traité avec la R.F.A., interprétée en Pologne comme la reconnaissance du caractère définitif de sa frontière occidentale, consolide la position internationale du pays, ce dont le Parti polonais s'empresse de s'attribuer tout le mérite.

## L'ALLEMAGNE DE L'EST.

Quant aux dirigeants de la R.D.A., cet « Etat socialiste de la nation allemande », ils s'efforcent visiblement de compenser les concessions qu'ils ont dû consentir pour faciliter le rapprochement Bonn-Moscou, en intensifiant leur campagne en vue de la reconnaissance de leur existence étatique et la politique de l'**Abgrenzung**, cela dans l'espoir qu'avec le temps, le développement méthodiquement poussé d'un sentiment national et étatique particulier leur permettra d'acquérir la légitimation qui leur fait plus cruellement défaut qu'à tous les autres dirigeants communistes de l'Est. Ce qui semble inquiéter en premier lieu les dirigeants de Berlin-Est, c'est le fait que la République Fédérale Allemande rencontre chez la plupart des pays de démocratie populaire — Pologne, Hongrie, Roumanie, voir la Tchécoslovaquie — beaucoup plus de sympathie que la R.D.A. Cette préférence à peine dissimulée s'explique non seulement par l'attrait de la puissance économique et de la technologie ouest-allemande, mais aussi par l'intérêt que les Oest-allemands manifestent pour la vie intellectuelle — littéraire, artistique, scientifique — des pays de l'Est. Alors que les « Prussiens rouges » se comportent volontiers comme des **censeurs** sourcilleux, prompts à intervenir contre toute manifestation indépendante de l'esprit, les Allemands de l'Ouest font preuve d'une compréhension désarmante et tout se passe comme si la normalisation avec Bonn — malgré la priorité accor-

dée par la R.F.A. à ses bons rapports avec Moscou — allait ouvrir la voie à des relations culturelles, et surtout économiques, privilégiées entre elle et presque tous les pays de l'Est. Cette évolution risque à long terme de porter préjudice à l'hégémonie soviétique dans la région.

Cela d'autant plus que la réconciliation avec l'Allemagne Fédérale, accompagnée des progrès de la coopération soviéto-américaine, neutralise la crainte du **revanchisme**, de la **renaissance du militarisme allemand** — avant-garde de l'impérialisme atlantique — qui a été, depuis 1945, le principal ciment du bloc soviétique, la principale justification du Traité de Varsovie. Comme l'a expliqué un ancien ambassadeur de Pologne, H. Birecki (2) c'est en accélérant l'intégration économique et militaire que l'U.R.S.S. s'efforce de créer un ciment, une justification de remplacement. L'un des collaborateurs les plus en vue de Brejnev, Constantin Katouchév, dans une longue mise au point (3) a mis en garde les Etats socialistes contre tout relâchement des liens politiques, économiques et idéologiques du camp socialiste : les lois générales du socialisme sont immuables, a-t-il affirmé, les particularités nationales doivent lui être subordonnées. Conformément à cette doctrine, les rouages du Traité de Varsovie ont été renforcés, le nouveau « programme complexe » du Comecon, adopté en 1971, a tenté de perfectionner les mécanismes de coordination des plans et d'esquisser une charte de la coopération bi- et multilatérale ; des mesures ont été prises pour coordonner les activités.

Les progrès sectoriels ont été réalisés ; mais cependant, on a l'impression que l'intégration piétine et que dans toute la région, l'attrait de l'Ouest (à la fois économique et culturel) est sur le point de prendre le dessus sur celui de l'Est. Le Comecon se fait fort de susciter des **joint ventures**, des investissements mixtes, mais il s'est vu obligé d'ajourner la coordination effective des plans à long terme et de renoncer à tout organisme supranational. Les pressions de l'U.R.S.S., en vue de faire contribuer lourdement les pays de l'Est à la mise en valeur de ses ressources en matières premières, a rencontré une opposition même chez le gouvernement hongrois qui, jusqu'alors s'est montré d'une docilité non sans nuances parfois, mais toujours déférente.

## LA ROUMANIE.

Mais c'est surtout la Roumanie qui continue vigoureusement et souplement, à s'opposer aux pressions intégrationnistes. Cette résistance est d'autant plus remarquable que la position géo-politique du pays — tout comme celle de la Yougoslavie, s'est sensiblement détériorée au cours des années 1969-1972, du fait de la présence accrue des Russes dans la Méditerranée orientale, des ombres qui pèsent sur Chypre et Malte, des incertitudes de l'après-titisme et, last but not least, de la situation économique défavorable du pays. Et ce-

(2) Lors d'une conférence au Centre d'Etudes de Politique étrangère de Paris, le 8 juin 1972.

(3) Komounist, 14 avril 1972.

pendant Ceausescu poursuit imperturbablement son cours « d'indépendance dans l'interdépendance ». Il n'a pas craint, en prenant la parole au XXIV<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique, de se prononcer contre « toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres partis » et pour « des relations d'un type nouveau entre les pays socialistes ». Par son voyage en Chine (1 au 9 juin 1971) et sa contribution au rapprochement sino-américain, le chef du parti roumain s'est attiré la colère du Kremlin ; tout le long de l'été 1971, la Roumanie fut l'objet de pressions de toutes sortes de la part de l'U.R.S.S. et de ses satellites, notamment la Hongrie (qui a agité le problème de la minorité hongroise de Transylvanie) et la Bulgarie. On peut se faire une idée sur l'état d'esprit des pays du bloc à cet égard, à la lecture d'un rapport présenté par V. Bilak, au Comité Central tchécoslovaque en octobre 1971 (4). En effet Bilak a désigné comme « la raison essentielle » des divergences entre les pays du pacte et la Roumanie « la tendance qu'a celle-ci à opposer les intérêts nationaux aux obligations internationalistes découlant de son appartenance à la communauté socialiste ». Ceausescu s'est vu accuser de « vouloir profiter unilatéralement des avantages de la coopération », tout en ne se considérant pas lié par « les engagements collectifs ». On lui reproche de favoriser les manifestations de nationalisme dans le domaine culturel, d'avoir laissé passer sans réplique, lors de son séjour en Chine, les attaques chinoises contre l'U.R.S.S., le Pacte de Varsovie et le Comecon, etc.

Ceausescu a tenu tête aux pressions et l'unique concession (et encore faudrait-il savoir s'il s'agissait d'une concession) faite à ses accusateurs a été de renforcer le contrôle du parti sur la vie intellectuelle et de préconiser une lutte contre certaines influences bourgeoises occidentales. Mais en même temps, en automne 1971, il a éliminé le général Serb et un certain nombre d'autres officiers supérieurs qui, semble-t-il, se montraient partisans d'une orientation pro-soviétique. Cette purge a culminé, en février 1972, avec la révocation du secrétaire du parti chargé des questions de défense et de sécurité, V. Patilinet. Puis, en posant la candidature de la Roumanie pour des relations spéciales avec le Marché Commun, en recevant à Bucarest Golda Meïr, le chef roumain a confirmé sa volonté d'assurer à son pays un statut international original.

## LA HONGRIE.

Dans un certain sens, le **nationalisme** mis en pratique par Ceausescu peut apparaître comme une « diversion » par rapport aux tâches économiques, sociales, voire politiques et culturelles que le gouvernement de Bucarest maîtrise avec moins de bonheur. On pourrait alors parler d'une « diversion consommationniste » à propos de la politique poursuivie par Janos Kadar en Hongrie. En effet, le gouvernement hongrois, enserré

parmi les bénéficiaires du Traité de Trianon et des traités d'après-guerre, étroitement contrôlé par les Soviétiques depuis 1956, n'est pas en mesure de pratiquer une diplomatie qui donnerait satisfaction aux aspirations d'indépendance et de révision de l'opinion. Pour se doter cependant de certains attributs de légitimité, ce gouvernement se replia sur les activités économiques et culturelles ; il donna naissance à la réforme économique la plus substantielle, mise en pratique à l'Est et qui a fait de la Hongrie le pays le plus prospère du bloc. Et aussi le plus libéral, en ce qui concerne la circulation des idées et des personnes. Cette situation privilégiée est certes, précaire ; personne ne sait combien de temps les Soviétiques et leurs alliés orthodoxes toléreront le succès d'une expérience qui, malgré la prudence de ses promoteurs, outrepassa le cadre des « lois générales du socialisme ». Dans la mesure où l'on attribue à Janos Kadar le mérite d'avoir mis dès 1961 un terme à la répression post-insurrectionnelle et inauguré un cours plus libéral, l'on s'inquiète de ce qu'il adviendra du pays lorsqu'il disparaîtra. La Hongrie subit, en effet, tout autant que les autres pays communistes, les effets de l'instabilité institutionnelle inhérente aux régimes à parti unique et à la personnalisation du pouvoir. À présent cependant, la Hongrie sert de **pays de vitrine** de l'Est vers l'Ouest et les méthodes kadaristes, si elles sont réprouvées à Berlin, à Sofia, et peut-être (mais pour des raisons différentes) à Bucarest, constituent un modèle dont Gierak certainement, Gustave Husak probablement, semblent vouloir s'inspirer.

D'ailleurs la Hongrie a été le premier pays socialiste dont les dirigeants, avant même le choc provoqué par les émeutes de la Baltique, aient affirmé la nécessité d'une **politique sociale**, tendant à atténuer les nouvelles inégalités, à aider les catégories ouvrières les plus déshéritées, à restituer aux syndicats une certaine représentativité. Le modèle hongrois comprend aussi une utilisation plus grande des compétences, un rôle accru attribué aux experts, aux « technocrates ». Une partie du succès de Kadar, dans le domaine économique, s'explique par le fait que pour le développement de l'industrie touristique, du commerce intérieur et extérieur, il n'a pas craint d'avoir recours à des spécialistes d'origine juive, cela contrairement aux dirigeants polonais et tchécoslovaques qui, pour flatter les secteurs les plus rétrogrades de l'opinion, pour se donner un alibi « national » ou pour éliminer des concurrents plus efficaces, ont chassé les Juifs de tous les postes de responsabilité, sous le couvert de la campagne anti-sioniste.

## LA TCHECOSLOVAQUIE.

Pour ce qui est de la Tchécoslovaquie, les progrès de la « normalisation », c'est-à-dire de la restauration du monolithisme du parti au pouvoir et de la neutralisation de l'opposition, ont été illustrés par le XIV<sup>e</sup> congrès du parti (mai 1971) et les élections générales (novembre de la même année). Le congrès s'est soldé par une

(4) De larges extraits de ce rapport, parvenu en Occident, ont été publiés par Le Monde du 22 février 1972.

consolidation de la position de Husak, sans mettre cependant un terme définitif à la sourde lutte engagée contre ce dernier par V. Bilak et les autres promoteurs de la tendance dure. C'est à l'influence de ces derniers — particulièrement forts au sein de l'appareil policier — qu'on a attribué les arrestations opérées en plusieurs vagues (novembre 1971 et janvier-février 1972) parmi les personnalités dubcekistes telles que le chef étudiant Iry Müller, les historiens Milan Hübl, et Karel Kaplan, le philosophe Karel Kosik, le fils de Slansky, Rudolf. Ces arrestations dont on pensait qu'elles allaient préluder à des procès, ont provoqué un certain émoi parmi les P.C. occidentaux, notamment le P.C.F. qui fit réitérer par Husak sa promesse de ne poursuivre personne pour ses opinions politiques ou pour son attitude en 1968. Des procès ont cependant eu lieu et contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, aucun geste n'a été fait par Husak en vue d'une réconciliation avec l'intelligentsia et l'opinion nationale. Dans ces conditions, les résultats des élections — 99,45 % votants, dont plus de 99 % en faveur des candidats du Front National — ont pris un aspect d'absurdité dérisoire qui n'a point échappé aux dirigeants.

#### L'ALBANIE ET LA BULGARIE.

L'Albanie et la Bulgarie sont restées cantonnées chacune dans son orthodoxie particulière : les « hommes tranquilles » de l'Est. Les dirigeants de Tirana ont eu pour actif, sur le plan international, d'avoir été les promoteurs de l'entrée de la Chine à l'O.N.U. Mais le rapprochement sino-américain, sans être ouvertement critiqué, a engendré une certaine inquiétude quant aux intentions de Pékin ; il est vrai que de leur côté, les Albanais ont fait preuve d'un certain réalisme en normalisant leurs rapports avec la Grèce des colonels et en étendant leurs contacts avec la Yougoslavie. Quant à la Bulgarie, elle continue à s'affirmer comme l'alliée la plus fidèle de l'U.R.S.S. A la suite de la visite de Brejnev à Belgrade et à Sofia, la polémique contre la Yougoslavie, à propos du problème macédonien, a été décommandée. En politique intérieure, l'événement marquant a été la mise en vigueur d'une nouvelle Constitution qui légalisait le rôle du parti communiste, en tant que force dirigeante de la société et de l'Etat (mai 1971). Les Bulgares ont ainsi créé un précédent qui sera suivi peut-être par d'autres partis communistes. Il va à l'encontre de l'opinion qui prévalait jusqu'à présent parmi les juristes de l'Est et suivant laquelle « toute tentative de définition de formes concrètes de manifestation du rôle dirigeant du parti serait de nature à limiter la prédominance du parti plutôt que de le présenter d'une manière plus précise et plus différenciée » (5). En effet, légaliser le rôle dirigeant du parti, équivaut à faire de celui-ci une « quasi-institution d'Etat », alors que traditionnellement, le parti se situe au-dessus de l'Etat.

(5) J. Kovacs : Les nouveaux éléments du développement constitutionnel socialiste, Budapest 1962 (en hongrois).

#### LA YUGOSLAVIE.

La discussion sur la révision de la constitution a été également au centre de la vie politique en Yougoslavie ; elle a suscité une vive tension que seule l'intervention énergique de Tito, soutenu par l'armée, a réussi à conjurer.

Selon les amendements à la constitution, adoptés le 30 juin 1931, les six républiques fédérées allaient devenir des Etats souverains. Mais comment concilier la souveraineté de la Fédération avec celle des Républiques ? La Yougoslavie deviendrait-elle une Fédération d'Etats ou un Etat Fédéral ? Les dirigeants communistes croates, portés par un vaste mouvement d'opinion, ont voulu profiter du débat pour éliminer les derniers vestiges d'une centralisation assurant aux Serbes une position prédominante dans l'Etat. Leurs revendications portaient tout autant sur une meilleure répartition des devises provenant du tourisme en Croatie et des envois des quelque 600.000 ouvriers travaillant à l'étranger, que sur la **croatisation** des cadres de l'armée stationnant en Croatie, de la police, de l'administration, des banques, etc.

L'on peut croire qu'aucun des dirigeants du P.C. et du gouvernement de Croatie — Tripalo, Pirker, Bjelic (un Serbe de Croatie), Mme Dapcevic-Kucar, Haramia, etc. — n'a songé à pousser le débat jusqu'au séparatisme ; en épousant le nationalisme croate, qui s'est manifesté tumultueusement au cours de l'été et de l'automne, et dont l'Association culturelle « Matica Hrvatska » a constitué, au côté de l'Union des Etudiants et celle des Ecrivains, le noyau central, — ils espéraient, semble-t-il, renouveler les assises de la Fédération et renforcer l'autorité du parti croate. Mais le maréchal Tito, pendant longtemps sensible à leurs arguments, commença à s'inquiéter du danger d'un débordement de Tripalo et de ses compagnons par le mouvement nationaliste. Son inquiétude fut partagée par des dirigeants du parti non seulement en Serbie, mais aussi en Bosnie-Herzégovine, en Slovénie, en Macédonie, qui craignaient des réactions en chaîne du nationalisme. L'armée, gardienne traditionnelle de l'unité du pays, pressait Tito d'intervenir avant qu'il ne fût trop tard (6). La grève des étudiants déclenchée le 23 novembre à l'appui des revendications économiques, mit le feu aux poudres. A la réunion du présidium de la Ligue convoquée à Karadjordjevo (1 et 2 décembre 1971), Tito, soutenu par les représentants des autres républiques, désavoua les dirigeants croates et appela les organisations du parti à les destituer au cas où ils n'offriraient pas leur démission.

Une vaste purge a décimé les cadres supérieurs et moyens du parti croate, l'Université, les divers secteurs de l'administration, la presse. Quelques centaines d'arrestations ont été opérées, notamment parmi les étudiants et les dirigeants de la **Matica Hrvatska**. Les

(6) Tito déclarera le 18 décembre à une réunion syndicale que la guerre civile et l'intervention étrangère menaçaient la Yougoslavie dans six mois si un coup d'arrêt n'avait pas été donné au « séparatisme croate ».

moyens puissants — à la fois politiques et policiers — mis en œuvre par Tito ont découragé toute résistance. On peut cependant se demander si cette « mise au pas » techniquement très réussie, ne rendra pas encore plus difficile la solution du problème de la réorganisation de la Fédération qui se confond avec celui de la succession de Tito ? A long terme, comme le prouve l'histoire de la Yougoslavie d'avant-guerre, le pays n'est point viable sans une réconciliation profonde entre Serbes et Croates. Tito le sait tout autant que les dirigeants serbes Nikezitch, Perovith, que le Slovène Kardels, le Macédonien Crvenkovski, etc. C'est la raison pour laquelle ils essayent de modérer la répression et s'opposent à la tentative des « durs » de la vieille garde de profiter de la crise pour se remettre en selle. Si l'on veut conserver à la Yougoslavie son prestige en tant que pays d'un communisme pas comme les autres, si l'on veut la prémunir contre le risque d'un effondrement à la 1941, en cas d'une crise, on sera obligé de reprendre le dialogue et de conclure un compromis raisonnable. Faute de quoi la Yougoslavie serait condamnée à vivre sous la menace de luttes fratricides, de putsch militaires et d'intervention étrangère.

C'est sans doute le sentiment de fragilité de son régime qui amena Tito à chercher à améliorer ses rapports avec l'Union Soviétique, ce dont la visite de Brejnev, en septembre 1971, fut le signe le plus remarquable. Quelques mois auparavant, des rumeurs circulaient sur des contacts pris par des agents soviétiques avec des éléments *oustachi* de l'Occident qui espéraient bénéficier de l'agitation en Croatie ; des

réfugiés kominformistes yougoslaves à Moscou commençaient à se manifester ; en août des manœuvres du Pacte de Varsovie aux frontières yougoslaves ont pu être interprétées comme une « pression ». Brejnev, et à sa suite le maréchal Gretchko rassuraient Belgrade ; plus tard, les mesures énergiques prises contre les Croates et pour le renforcement de l'unité et de l'autorité du parti ont été saluées dans tous les pays communistes par une approbation teintée d'ironie : la Yougoslavie n'était-elle pas en train de redécouvrir les vertus de la manière forte, du « centralisme démocratique » ? Mais le fait est — et le maréchal Tito ne l'ignore pas — que la meilleure, sinon la seule garantie de la sécurité et de l'indépendance de la Yougoslavie est dans la cohésion de ses peuples, dans leur volonté de survivre dans la Fédération et dans leur capacité de maîtriser les problèmes économiques et sociaux qui se posent à eux. Le reste viendra par surcroît (7).

François FEJTO ■

Ce texte constitue la post-face de l'édition allemande de « L'Histoire des Démocraties populaires » de notre ami François Fejto qui paraîtra en octobre à Vienne.

(7) Cf. L'Europe de l'Est en 1971, réalisée par Thomas Schreiber, Documentation Française, 14 avril 1972 ; Survey of East European Developments, RFE Research, 5 janvier 1972 et 18 avril 1972. Quant au développement des diverses formes de coopération économique, je signale l'excellent livre de Samuel Pissar, Transactions entre l'Est et l'Ouest, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.

---

*François Fejto a récemment écrit un « Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires » édité chez Casterman, excellent instrument de travail et de référence, dont nous reproduisons, ci-après, quelques réflexions extraites de l'introduction.*

Au « Dieu est mort » des contestataires chrétiens répond le cri non moins déchirant de beaucoup de communistes : « L'Internationale est morte ». La situation est d'autant plus grave que le communisme s'est posé dès l'origine comme une force morale et institutionnelle, candidate à la succession des Eglises dans un mode de plus en plus déchristianisé, capable d'effectuer le *dépassement du particulier vers l'universel* raté par l'Eglise, et cela grâce à sa doctrine de la révolution inéluctable et rédemptrice. C'est par sa visée messianique, par la promesse d'un monde nouveau, épuré, par la vision apocalyptique qui s'exprime dans le « Manifeste communiste » de Marx et Engels lancé en 1847, que le communisme, même dans sa crise actuelle, exerce sur beaucoup de nos contemporains, et notamment sur des chrétiens sincères, un attrait extraordinaire.

Il y a convergence frappante entre les deux crises, celle de l'Eglise et celle de la foi communiste. Il n'est guère de discours officiel d'un côté et de l'autre où l'on ne dénonce telle ou telle hérésie, défection, déviation, dissidence, tendance anarchisante. La crise d'autorité se manifeste tant au niveau des institutions et des appareils qu'à celui des militants et des pratiquants. Et paradoxalement, plus Moscou d'un côté, le Vatican d'un autre côté, poussent à l'unité et rappellent à la discipline, plus protestations et schismes s'accroissent. Les oppositions doctrinales se situent de moins en moins entre christianisme et athéisme, entre marxisme-léninisme et anticommunisme, mais à l'intérieur même des deux systèmes. Tous sont menacés d'éclatement.

A propos de l'Eglise catholique, Jacques Maritain a dit que la crise moderniste du début du siècle, en comparaison de ce qui se passe, prend des allures d'un « rhume de foin ». Ne peut-on pas dire autant des tempêtes trotskistes ou titistes de naguère, en comparaison du gigantesque schisme chinois, du défi tchécoslovaque du communisme au visage humain ?

C'est que le marxisme-léninisme est contesté à présent de l'intérieur, dans les profondeurs de sa tradition. Les Chinois attribuent à Khrouchtchev — au révisionnisme khrouchtcheviste — la responsabilité des difficultés actuelles. Ils ne se rendent pas compte encore que la déstalinisation entreprise par Khrouchtchev traduisait un besoin réel d'*aggiornamento* et que son principal défaut consistait sans doute à s'arrêter à des demi-mesures réversibles et non à prendre l'initiative d'une démythification et d'une tentative de rationalisation. La réforme engagée par Khrouchtchev était certes une aventure ; mais son absence n'aurait-elle pas tournée en catastrophe ? Ce qui est certain c'est que, malgré ses aspects positifs, le Khrouchtchevisme n'était pas à la mesure des problèmes à résoudre dans le camp dont le parti soviétique voulait rester le suprême législateur. Or, ce qui caractérise les successeurs de Khrouchtchev, c'est la peur, une peur croissante, dévorante, devant les mises en question qui s'élèvent de toutes parts.

Il apparaît toutefois évident que malgré la désagrégation de l'internationalisme léninisme-stalinien et en dépit de ses contradictions innombrables, le communisme — sous ses diverses formes parallèles ou opposées — demeure une des grandes réalités du monde contemporain. Il est une des religions — ou la religion — séculières de notre époque.

F.F.

# CROISSANCE OU NON CROISSANCE ?

Dans notre précédent numéro, notre collaborateur Jacques Mallet partant de la lettre de M. Mansholt à M. Malfattì, alors Président de la Commission des Communautés Européennes, a évoqué les problèmes soulevés par la croissance économique, ses limites et ses finalités dans le cadre de la société dite de consommation ou d'abondance.

Depuis cette date, M. Mansholt, devenu Président de la Commission des Communautés Européennes, a dans des interventions et articles divers (cf. notamment **Le Nouvel Observateur** des 12 juin et 19 juin) précisé sa pensée. La presse a fait un large écho aux positions prises par M. Mansholt, et sa lettre constitue le premier ouvrage de la nouvelle collection « Politique du Bonheur » chez J.-J. Pauvert.

On sait que M. Mansholt, sur la base des conclusions du rapport du Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.), publié chez Fayard sous le titre « Halte à la croissance », dénonce avec force « la catastrophe » à laquelle, selon lui et les experts américains, une expansion incontrôlée aboutirait en l'An 2000. Il présente des solutions drastiques seules capables à ses yeux d'éviter cette catastrophe : limitation des familles à deux enfants, utilisation des voitures particulières exclusivement réservée aux loisirs, nouveau système d'organisation et d'orientation de la production comportant, avec l'arrêt de la croissance, une économie rigoureuse des ressources naturelles et énergétiques, une industrie propre et recyclée, une politique d'ensemble de protection de l'environnement et une planification centrale autoritaire. La finalité de ces mesures étant d'améliorer la qualité de la vie, c'est-à-dire de substituer le Bonheur National Brut au Produit National Brut. Le problème pour M. Mansholt est donc de s'orienter davantage vers la satisfaction des besoins de services, des besoins immatériels et de répartir autrement les richesses de telle sorte que l'on arrivera, après un certain délai, à une croissance « zéro » dans les pays riches ; une part plus importante du produit de la croissance des pays développés devra être transférée aux pays en voie de développement.

L'Europe écologique de M. Mansholt est donc une Europe qui abandonne la croissance économique et matérielle et qui rompt avec la politique d'expansion pour choisir des objectifs nouveaux concourant à une modification profonde de la société dans un sens socialiste.

Les experts du M.I.T., appuyés sur le verdict des ordinateurs prenant en considération cinq paramètres (progression démographique, pollution, épuisement des ressources naturelles, production alimentaire, investissements), concluent leurs recherches en affirmant que le type de croissance qui existe actuellement dans le monde industrialisé doit cesser et se voir substituer un état d'équilibre, caractérisé par une population et un capital global constants, stables. Faut-il de quoi, le système économique et social en vigueur dans la société industrielle contemporaine pro-

voquera à terme des catastrophes écologiques ou des crises sans issue, et finalement un effondrement total en 2100 ou 2150.

Dans leur Plan pour la survie (édité par Fayard sous le titre « Changer ou disparaître ») les rédacteurs de la revue britannique « The Ecologist », rejoignent les chercheurs américains du M.I.T. : mise en cause de la société industrielle, condamnation du mythe de la croissance continue, nécessité d'instaurer une société stabilisée.

Un grand et passionnant débat sur la condition de l'homme de demain et sur l'évolution de notre civilisation est maintenant engagé devant l'opinion.

Des jeunes scientifiques réunis à l'UNESCO en mai dernier, ont formulé à l'égard du rapport du M.I.T. des réserves d'ordre politique (une élite intellectuelle décide de l'avenir du monde sans consulter les intéressés) et des critiques d'ordre méthodologique (simplification du modèle et choix des paramètres).

Le Vice-Président de la Commission des Communautés Européennes, M. Raymond Barre, vient d'apporter une nouvelle pièce au dossier, sous la forme d'une note destinée, comme la lettre de M. Mansholt, à alimenter les réflexions de la Commission qui en délibérera et fera ultérieurement des propositions.

M. Raymond Barre ne se situe pas exactement dans la même perspective que M. Sicco Mansholt ; s'il critique les conclusions du document élaboré par le M.I.T., il a surtout le souci de proposer des réformes réalisables à plus court terme, c'est-à-dire dans un délai de dix années.

M. Barre est de ceux qui estiment que la croissance contrôlée crée des conditions favorables à une évolution vers une existence et un monde meilleurs. L'accroissement quantitatif n'est pas forcément un obstacle au développement qualitatif.

Sans méconnaître les risques dans le long terme d'une croissance infinie, M. Raymond Aron se prononce en faveur des thèses de M. Raymond Barre pour le court terme, car il lui paraît pratiquement impossible, dans l'état présent, de renoncer à l'expansion.

Les points de vue différents de MM. Mansholt et Barre, qui se situent évidemment en dehors de toute polémique, incitent à une stimulante confrontation d'idées sur l'état de notre société et le devenir de notre civilisation, comme y invitent aussi l'article de Jean-Marie Pelt, spécialiste d'écologie, que nous publions dans ce même numéro et l'étude de Philippe Saint Marc parue dans **France-Forum** de janvier-février 1972.

Il nous a semblé intéressant de présenter à nos lecteurs le texte intégral de la note de M. Raymond Barre (dont nous n'oublions pas qu'il collabora à **France-Forum**) et de leur donner ainsi des éléments complémentaires d'information et de réflexion sur un problème fondamental qui n'a pas fini de susciter débats et discussions.

Henri BOURBON.



# REFLEXIONS SUR LA LETTRE DE M. MANSHOLT A M. MALFATTI

*par M. Raymond Barre*

VICE-PRESIDENT DE LA COMMISSION  
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

sion, et, à travers elle, devant les institutions de la Communauté et l'opinion publique européenne, le problème d'une nouvelle orientation de la politique économique et sociale. Elle affirme que l'Europe des Dix, par sa dimension économique et son potentiel politique, serait en mesure de proposer et de mettre en œuvre un type de société qui donnerait son véritable sens au processus d'intégration européenne. Elle propose un type de société qui trouverait sa justification d'une part dans une nouvelle conception politique, éthique et sociale, d'autre part dans une volonté d'écartier les menaces qui pèsent sur l'humanité du fait des perspectives de rareté croissante de nombreuses ressources naturelles, d'une éventuelle surpopulation et d'une dégradation irréversible des conditions écologiques.

La présente note contient quelques premières réflexions sur les idées avancées par M. Mansholt. Par la force des choses, elle doit s'interroger sur la validité de l'analyse sur laquelle se fondent ces idées, mais aussi sur les conditions d'une action efficace pour apporter une meilleure réponse aux problèmes des sociétés contemporaines, et plus particulièrement des sociétés européennes.

*Le débat sur les finalités de la croissance ne se réduit pas à une discussion sur le taux de croissance du P.N.B.*

Depuis plusieurs années déjà, des préoccupations se manifestent dans de nombreux milieux sur le sens et les perspectives de la croissance économique et sur les mutations profondes qui sont actuellement en cours dans nos sociétés. Elles ont récemment trouvé une forme extrême dans le Rapport du « Club de Rome ».

La lettre de M. Mansholt, qui s'inspire étroitement de ce rapport, se propose de soulever devant la Commis-

## I

Le rapport du Club de Rome (1) porte essentiellement sur trois types de « menaces » pour nos sociétés :

- la progression accélérée de la pollution ;
- l'épuisement des ressources naturelles ;
- la surpopulation.

(1) Rapport établi selon les travaux du M.I.T.

Si la conception méthodologique est assez nouvelle (1), l'analyse est cependant menée, pour l'essentiel, par la voie d'extrapolations qui présupposent la permanence des relations techniques actuelles en matière de production ou de consommation. C'est dire qu'elle omet les interactions qui existent entre évolution sociale et développement technologique, et qui sont de nature à infléchir ce dernier, spontanément, ou délibérément, et à parer, le cas échéant, aux menaces identifiées.

Cette constatation doit inciter, non point à rejeter l'ensemble de l'argumentation, mais bien plutôt à se garder de toute exagération ou de toute dramatisation. Elle conduit surtout à hiérarchiser les problèmes dans le temps et à distinguer les risques à long terme d'une rupture entre l'homme et son milieu des problèmes qui se dessinent à un horizon plus rapproché.

.\*

Pollution, épuisement rapide des réserves naturelles, surpopulation, tels seraient les facteurs qui mettraient en péril d'ici quelques décennies la vie même de l'espèce humaine.

S'il est difficile de contester la gravité des atteintes dues à la pollution, encore faut-il se méfier de certaines extrapolations trop sommaires.

Il résulte de certaines estimations américaines, qu'un effort sérieux visant à réduire sensiblement le degré de pollution représenterait au total moins de 2 % du P.N.B. Il n'est donc pas inconcevable que si, à l'avenir 5 ou 10 % de l'accroissement annuel du P.N.B. sont consacrés à cet objectif, l'on parvienne non seulement à arrêter le processus de dégradation du milieu, mais sans doute aussi à obtenir, en cette matière, des améliorations significatives.

La littérature courante sur la pollution omet d'ailleurs souvent de relever certains résultats spectaculaires obtenus en quelques années (suppression du smog à Londres et à Pittsburgh par exemple).

En réalité la lutte contre la pollution est un problème économique et financier (qui paiera les dépenses nécessaires à cette fin?) et partant, un problème politique (l'intérêt général peut-il s'imposer à des intérêts particuliers, ceux des industries ou ceux des automobilistes, pour ne prendre que deux exemples caractéristiques?). La technologie peut résoudre les problèmes créés par la technologie, à condition qu'on veuille l'utiliser à cette fin.

Les considérations formulées sur le risque d'épuisement rapide des réserves naturelles de matières premières méritent, elles aussi, d'être replacées dans une perspective moins apocalyptique.

On peut d'abord réserver le cas des ressources alimentaires et de certaines autres matières reproductibles, pour lesquelles l'évolution technologique récente (révolution verte) et ses prolongements (cultures d'algues) permettent d'envisager un rythme d'accroissement supérieur à l'accroissement démographique global dans le monde. Cette affirmation générale ne préjuge ni les problèmes que soulève l'évolution de certaines espèces, ni surtout les problèmes de répartition entre pays riches et pays pauvres.

En ce qui concerne les matières premières minérales non reproductibles, la question est d'une autre nature. Leurs réserves sont, par définition, limitées, mais le rythme de leur raréfaction est difficile à prévoir: nul ne sait en particulier ce que pourra rapporter l'exploitation minérale des océans.

En pratique, l'essentiel est que le processus de raréfaction des matières premières soit annoncé suffisamment à temps pour déclencher des modifications dans les rapports de prix et pour en permettre les répercussions au niveau des utilisateurs. Sans aucun doute, la technologie de l'an 2100 sera-t-elle profondément différente de la technologie actuelle: il faut espérer qu'elle soit moins consommatrice de matières premières (2). Mais, une action précipitée dans cette voie n'est pas forcément de nature à faciliter les ajustements nécessaires; en outre elle risquerait fort de jouer au détriment des pays en voie de développement.

Les disponibilités en matière d'énergie paraissent justifier, elles aussi, un optimisme raisonnable:

— les matières premières énergétiques fossiles (charbon, pétrole) recensées permettraient de satisfaire pendant 40 ans les besoins de 10 milliards d'hommes ayant un niveau de consommation double de celui qui est actuellement atteint aux Etats-Unis (où il est environ 7 fois supérieur à la moyenne mondiale);

— l'on peut escompter la mise au point de « réacteurs rapides » qui, avec les matières premières actuellement connues, permettraient de satisfaire les mêmes besoins pendant 1.000.000 d'années;

— de nouvelles techniques à l'étude permettraient de capter l'énergie solaire.

Le problème précis qui se pose à l'Europe occidentale est celui de sa dépendance jusqu'ici croissante à l'égard de sources extérieures tant pour l'énergie que

---

(1) Si la prévision par voie d'extrapolations exponentielles n'est pas originale, l'application d'un processus d'itérations successives dans des travaux prospectifs à très long terme n'avait jamais été effectuée de façon aussi systématique.

---

(2) Il n'est pas inutile de rappeler que la production matérielle tend déjà, dans la C.E.E., à représenter une part décroissante du P.N.B.

pour d'importantes ressources minérales, c'est-à-dire le problème économique et politique des approvisionnements et du code d'insertion de l'Europe dans les échanges mondiaux.

Restent deux matières essentielles pour lesquelles le problème revêt un caractère plus pressant : l'eau et l'air purs. Ces deux éléments ont cessé depuis quelques années d'être ces biens gratuits cités en exemple dans les manuels. Le fait qu'ils soient dotés d'un coût, du moins dans les régions industrielles du globe, introduit progressivement une révolution dans les rapports économiques.

Précisément pour cette raison, il n'est pas possible de traiter avec assurance de leur avenir à l'horizon de 2100 : il faudrait pour cela pouvoir s'interroger, avec un minimum de bases expérimentales, sur leurs conditions d'épuration ou de transport. A un horizon plus immédiat, les problèmes de l'eau et de l'air purs renvoient à ceux de la pollution, et seule une démarche concrète permet de les aborder.

Le spectre de la surpopulation n'est pas nouveau ; il constitue même une de ces appréhensions récurrentes dans l'histoire de la pensée économique. Mais la menace effective qu'elle pourrait faire peser doit être appréciée en termes relatifs.

Surpopulation par rapport à quelles ressources ? De quel côté que l'on se tourne — eau, air, ressources alimentaires, matières premières, voire espace physique — il y a des risques, mais il n'y a nulle part de fatalité inéluctable au plan mondial. Si certaines régions du globe sont « surpeuplées », d'autres sont largement sous-peuplées et possèdent de grandes possibilités d'absorption démographique. C'est là qu'on voit apparaître le vrai problème : les perspectives de migrations massives n'étant plus celles du passé, les régions surpeuplées, notamment en Extrême-Orient, parviendront-elles à une relation convenable entre l'évolution démographique et celle des ressources naturelles et économiques ?

En définitive, une première analyse du rapport du Club de Rome conduit à penser qu'on ne saurait poser le problème des menaces à long terme sur l'évolution de l'humanité comme ce Rapport l'a fait, c'est-à-dire en termes de rupture entre l'homme et son milieu et en termes de surpopulation mondiale. Elle montre au contraire :

— que ce sont les problèmes de répartition des ressources et des hommes entre les régions du monde qui sont les plus graves ;

— que les rapports entre l'homme et son milieu peuvent être maîtrisés, à condition que les rapports sociaux entre les hommes puissent l'être. C'est à ce niveau que les risques d'explosion par maladresse politique ou par mauvaise gestion sociale sont les plus aigus.

Pour tirer utilement parti des conclusions du Rapport du Club de Rome, il est donc nécessaire de déplacer l'attention des dangers de l'épuisement des ressources et de la surpopulation vers les répercussions de certaines pénuries ou inégalités sur les comportements sociaux et politiques.

Si la simplification de l'analyse était la condition pour mobiliser l'attention du public et des responsables sur des questions trop souvent éludées parce que trop lointaines, on pourrait dire que le Rapport a atteint son but. Mais pour que l'intérêt qu'il suscite survive à une mode passagère, il faut que les problèmes qu'il soulève soient traités à un horizon plus significatif pour l'action, celui d'une dizaine d'années.

\* \*

A cet horizon, en effet, les interactions entre la technologie et l'évolution de la société peuvent être plus clairement discernées et la nature des priorités et des mesures à mettre en œuvre peut être mieux précisée. Au-delà d'une période de 10 ans, ces interactions deviennent fortement aléatoires et risquent vite de donner lieu à des querelles d'écoles où s'affrontent depuis toujours les tenants de l'école malthusienne et les adeptes d'une vision plus optimiste de l'avenir.

A l'horizon d'une dizaine d'années, les implications pour les pays européens des projections établies par le Rapport du Club de Rome concernent d'une manière précise la résorption de formes de pollution particulièrement préoccupantes et la question des approvisionnements énergétiques.

En même temps, le rapport pose implicitement deux problèmes plus fondamentaux : celui du développement dans nos sociétés d'une capacité de réponse permettant de mieux contrôler le sens de l'évolution technologique future ; celui de la répartition des ressources entre les pays développés et le Tiers Monde.

Mais, à ce même horizon, d'autres objectifs non moins importants s'imposent également aux pays européens :

— de larges couches sociales n'ont pas encore accédé à un niveau de vie matériel décent ;

— l'insécurité de l'emploi pèse encore sur de nombreuses personnes, qui, à la ville comme à la campagne, ne sont nullement préparées pour affronter les mutations à venir ;

— le problème d'une plus juste répartition des revenus est d'autant plus ressenti que l'augmentation du revenu global a été plus forte au cours des vingt dernières années ;

— enfin, en ce qui concerne la qualité de vie, les conditions d'existence dans nos villes modernes sont affectées par beaucoup de facteurs autres que la pollution : il suffit de penser aux conditions de logement, de transport ou de travail.

L'éventail des sensibilités dans les différents pays et dans les diverses couches sociales conduit ainsi à une gamme de priorités et d'objectifs beaucoup plus large que ne le suggère le rapport du Club de Rome, et même l'analyse sensiblement plus généreuse de M. Mansholt.

Si les succès même de la société de consommation se traduisent aujourd'hui par de nouvelles aspirations et doivent aboutir à de nouvelles priorités, il ne faut pas pour autant considérer que les priorités anciennes sont dépassées et doivent être abandonnées. Un équilibre entre ces priorités doit être recherché. Il est d'autant plus difficile à réaliser que tout changement réagit sur la structure de la demande finale et, par là, exige des déplacements de la main-d'œuvre vers d'autres secteurs. C'est à partir du moment où l'on poursuit plusieurs objectifs concurrents que les conflits de priorité se manifestent ; c'est aussi à partir de là que l'on entre dans le domaine de l'action politique.

Il semble en tout cas peu fécond de réduire le grand débat sur les finalités de la croissance à une discussion sur le taux de croissance du P.N.B.

Observons tout d'abord que les théoriciens et les praticiens de la comptabilité nationale n'ont jamais ignoré que les agrégats, tels que le produit national, étaient conventionnels, qu'ils répondaient dans certaines limites à certaines questions, et qu'ils ne devaient pas être interprétés de façon abusive. Le produit national brut a toujours été une mesure de la performance quantitative d'une économie ; il n'a jamais été considéré comme une mesure du bien-être d'une collectivité. Le bien-être d'une collectivité ne peut être chiffré, parce qu'il est éminemment subjectif. Le concept de bonheur national brut parle davantage à l'imagination qu'il n'est économiquement et socialement significatif.

Quant à la croissance elle-même, les préoccupations liées à l'emploi, au développement des besoins collectifs, à l'amélioration du niveau de vie pour les moins favorisés rendent peu plausible, et encore moins souhaitable pour les années à venir, une diminution substantielle des taux de croissance en Europe. D'ailleurs, elle serait socialement et politiquement inacceptable dans les pays de la Communauté, pour des raisons diverses d'un pays à l'autre, mais partout importantes ; à une échéance plus éloignée, le problème d'un taux de croissance inférieur à celui retenu dans les perspectives actuelles pourrait peut-être se poser, mais selon des modalités variables selon les pays.

Il y a loin cependant de cette prise de position favorable à la croissance à une conception qui consisterait à « forcer » la croissance pour résoudre les problèmes, qui se posent à nos économies. Un tel « forçage » risque de bénéficier davantage à la productivité qu'à l'emploi, de gonfler les exigences plus vite qu'il ne peut les satisfaire, d'aggraver le malaise social plutôt que de contribuer à l'atténuer. En bref, les problèmes de nos sociétés peuvent difficilement être posés, et résolus, en termes de taux de croissance. C'est bien plutôt le type de croissance, défini par la structure de la demande et

les conditions de la production, qui doit être adapté à la satisfaction des objectifs divers, et souvent concurrents, que poursuivent nos sociétés. Dans les sociétés modernes, on ne peut exclure la croissance, mais il ne saurait y avoir de croissance à tout prix ; la croissance doit être contrôlée en fonction de considérations sociales et humaines.

D'ailleurs, une inflexion se manifeste déjà en Europe. La part des dépenses publiques et celle des services dans l'activité économique n'ont cessé d'augmenter de façon soutenue. Ce qui est grave cependant, c'est le sentiment que le rythme des transformations qualitatives est trop lent par rapport aux nécessités, et surtout l'impression que nul n'est en mesure de maîtriser le contenu de ces transformations : si les gains sont considérables dans certaines directions, les dégradations sont souvent aussi notables — tant pour le milieu que pour l'homme.

Cette inquiétude, de plus en plus répandue, fait toute l'importance du débat sur les priorités pour l'avenir. La difficulté de traduire cette inquiétude en termes de gestion économique en fait aussi toute la fragilité. L'histoire de ces dernières années est faite dans nos pays de grands projets mobilisateurs lancés avec vigueur et enlisés dans les servitudes de la gestion économique courante.

Le débat sur les priorités gagnerait-il à être porté au niveau européen ?

Deux raisons peuvent y inciter : d'une part l'impossibilité de maîtriser les problèmes de la croissance au niveau national, notamment en raison de l'interdépendance grandissante et des soucis de compétitivité, d'autre part l'impulsion que pourrait recevoir la solution de certains problèmes de la dynamique d'un « projet » communautaire où l'union économique et monétaire apparaîtrait comme un moyen et non comme une fin.

Mais il en est du niveau européen comme du niveau national : il est plus facile d'établir une liste de priorités que d'en apprécier les voies, les moyens et les coûts. La Commission se doit de le souligner, pour éviter que les déceptions ne soient à la mesure des illusions. La réalisation effective de tâches prioritaires dépend d'une action sérieusement conçue et menée avec continuité.

## II

La lettre de M. Mansholt propose une action systématique pour maîtriser certains problèmes que pose l'évolution des rapports entre l'homme et son environnement. Le dispositif qu'il suggère comporte notamment un plan central européen et un système de production anti-polluant. Cette conception suscite certaines réserves en même temps qu'elle conduit à mettre en relief les obstacles à surmonter, quel que soit d'ailleurs le dispositif qui serait en fin de compte retenu.

♦♦

Il est difficile de prendre position sur la question du « plan central » dans la mesure où le contenu et la portée du plan n'apparaissent pas clairement. Deux remarques peuvent cependant être faites.

Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la portée des plans nationaux ou supranationaux (qu'ils soient capitalistes ou socialistes). La réalité est trop mouvante pour que des orientations fermes sur des points précis puissent être fixées 5 ans à l'avance.

En outre, le débat marché-plan devient vite académique et idéologique, s'il est présenté en termes antagonistes. Dans nos sociétés occidentales l'économie de marché a été fortement modifiée par l'intervention de la puissance publique, aussi bien en ce qui concerne la formulation de ses objectifs que la détermination de ses conditions de fonctionnement. Cette intervention, qui s'efforce de traduire dans les faits certaines préférences collectives, s'oriente déjà — mais sans doute trop lentement — vers la prise en compte plus nette de facteurs relevant de la « qualité de la vie » et des « coûts de l'homme ».

Il semble en tout cas raisonnable, avant de démanteler le système économique actuel, de mettre à l'épreuve le nouveau type d'économie mixte auquel nous venons d'accéder.

Lorsque 2/5 du P.N.B. transitent par les autorités publiques et échappent au strict contrôle du marché, le problème de la qualité de vie n'est pas de renforcer les contrôles publics : il est plutôt d'améliorer le fonctionnement des institutions politiques, d'établir des relations nouvelles entre le gouvernement, l'administration et l'opinion et de rechercher des niveaux de décision plus efficaces parce qu'ils sont mieux compris et acceptés.

\*\*\*

En ce qui concerne le développement d'un système de production anti-polluant, M. Mansholt préconise une combinaison de contrôles sélectifs, de taxations indirectes discriminatoires et de recherches orientées, en vue d'infléchir dans un sens « anti-polluant » et écologique l'utilisation des matières premières, la production et la demande de biens de consommation.

Ces suggestions, dont certaines ne manquent pas d'intérêt, appellent les observations suivantes :

1. Pour prévenir les risques de gaspillage des matières premières, le contrôle direct est sûrement la voie la moins efficace. Une méthode plus judicieuse pourrait consister dans l'augmentation progressive et modulée du prix des matières premières : en augmentant le prix relatif des biens incorporant une quantité importante de matières premières, on tendrait au même résultat que celui qui est visé par des mesures inutilement dra-

coniennes, telles que la planification et l'organisation d'une économie de recyclage. Ce processus aurait l'avantage d'amorcer une tendance à la substitution dans la consommation des pays occidentaux et d'accroître les ressources des pays en voie de développement.

2. Pour les biens d'équipement industriels, une action visant à prolonger la durée d'utilisation risquerait d'être inopportune, car elle ralentirait considérablement la diffusion du progrès technique et la croissance de la productivité.

3. Pour les biens de consommation durables, au contraire, il serait effectivement souhaitable de prolonger leur durée de vie utile ; une action immédiate consisterait à supprimer l'assujettissement — pour le moins paradoxal — des biens d'occasion à la T.V.A. (avec renforcement corrélatif des contrôles techniques pour les automobiles).

Mais pour être crédible, un dispositif de cet ordre devrait être d'abord envisagé au niveau de certaines productions particulières (par exemple les voitures automobiles) plutôt que comme un système généralisé.

Par ailleurs, le dispositif comporte une brèche, car il omet deux facteurs essentiels, qui concernent le comportement du citoyen :

— l'information et l'éducation du consommateur ;

— la publicité, secteur principal des déséquilibres dans la structure de la consommation.

\*\*\*

Cependant, quelles que soient les méthodes choisies, l'action à mener ne manquera pas de se heurter à des obstacles sérieux, c'est-à-dire à des réticences d'ordre social.

Les mesures à prendre se traduiront en effet inévitablement par une modification dans la répartition des activités et de la main-d'œuvre et par un accroissement à court terme des coûts pour l'économie.

Les préoccupations du travailleur pour la stabilité de son emploi, celles des entreprises des pays de la Communauté pour leur compétitivité constituent dès lors les freins les plus probables à une amélioration du type de croissance.

L'action esquissée risque fort de périlcliter, si ces obstacles de taille ne sont pas résolument affrontés.

Les préoccupations en matière d'emploi ne seront atténuées que si les sociétés européennes parviennent à faire du changement d'emploi une opération normale et non pas une pénalisation humainement et socialement coûteuse.

Les préoccupations de compétitivité à court terme — si souvent invoquées à l'occasion de dispositions techniques ou sociales nouvelles — supposent non seulement la définition concertée entre pays intéressés des mesures à prendre, mais aussi l'atténuation de la contrainte de balance des paiements. C'est de ce point de vue que la réalisation de l'union économique et monétaire pourrait contribuer de façon notable à infléchir le type de croissance de la Communauté.

### III

Les préoccupations soulevées par le rapport du Club de Rome et reprises dans la lettre de M. Mansholt correspondent à des problèmes dont les implications de politique économique sont très variables. Si, pour certains d'entre eux, les risques et les solutions sont à échéance très lointaine, pour d'autres, au contraire, une réponse devra être élaborée progressivement, mais sans attente prolongée. Certaines formes de pollution appellent, pour leur part, une action urgente.

Cependant, le problème crucial des dix prochaines années dans la Communauté, se situe ailleurs : il s'agit pour nos sociétés de développer une capacité de réponse aux transformations nécessaires dans le mode de croissance, de surmonter les craintes que suscite tout changement, et d'en assumer clairement les charges.

\*\*

Si la Commission entend donner une suite pratique aux discussions actuelles sur les problèmes de la société, ses initiatives gagneront à la fois en vigueur et en réalisme si elles concernent quelques grands problèmes prioritaires à l'horizon 1980, plutôt que si elles se bornent à préconiser un dispositif axé sur un seul d'entre eux.

Pour chacun des grands problèmes prioritaires retenus, la Commission pourrait mettre en évidence certains points critiques, et proposer l'utilisation convergente de divers instruments (réglementation, fiscalité, dépense publique et recherche) ; les pays membres, de leur côté, s'engageraient conjointement à mettre en œuvre les mesures correspondantes ; la nature du concours communautaire à la réalisation de ces engagements serait en même temps précisé.

Une telle démarche pourrait s'appliquer à certains problèmes internes (3) dont l'importance a été mise en relief dans l'analyse qui précède :

---

(3) *L'aide aux pays en voie de développement peut être considérée comme le volet externe d'une action en vue d'un meilleur équilibre et d'une plus grande justice dans le monde contemporain.*

1. L'emploi : dans ce domaine, l'action prioritaire porterait d'une part sur le développement de la formation professionnelle accélérée et du recyclage en vue de pouvoir couvrir un certain pourcentage de la main-d'œuvre totale d'ici 1980, d'autre part sur la mise en place d'un système de garantie de revenu minimum aux travailleurs pendant la période d'attente d'un emploi ou de reconversion professionnelle.

2. Les nuisances : les points critiques retenus seraient le problème de l'eau ; la pollution du Rhin ; la pollution des côtes maritimes ; la pollution due aux automobiles.

3. L'aménagement de la vie urbaine : des études seraient menées en commun sur les nouvelles méthodes de transport urbain ; des mesures concertées, notamment d'ordre fiscal, pourraient être prises pour corriger les phénomènes d'encombrement urbain.

Une vue d'ensemble de ces problèmes pourrait être établie par la Commission. Alors qu'ils ont fait l'objet jusqu'ici de travaux indépendants les uns des autres et de propositions isolées, ils pourraient être replacés dans la perspective d'un développement économique ordonné de la Communauté et de la réalisation d'une société meilleure.

Il paraît peu probable que la prochaine Conférence au Sommet puisse se prononcer sur des objectifs ou des instruments précis en la matière. Elle pourrait néanmoins arrêter une orientation, donner une impulsion à une action communautaire et charger les institutions de la Communauté d'en préciser les voies et moyens, par l'intermédiaire notamment des futurs programmes de politique économique à moyen terme.

\*\*

En tout état de cause, la Commission doit être en mesure de participer activement au débat qui ne manquera pas de se poursuivre dans les prochaines années sur l'avenir de la société. S'il est nécessaire qu'elle tienne compte des aspirations ou des préoccupations qui se manifestent dans l'opinion publique, il est non moins nécessaire qu'elle puisse contribuer à la prise de conscience des vrais problèmes et des conditions de leur solution. A cet égard, elle doit, comme elle vient de le faire à Venise, favoriser une large confrontation des points de vue. Mais elle doit aussi stimuler l'analyse des problèmes fondamentaux de la société ainsi que la recherche du rôle spécifique que peut jouer à l'égard de leur solution la Communauté européenne en tant que telle.

Ainsi la Commission pourrait-elle susciter une réflexion et une action collective dans un domaine essentiel pour l'avenir de la Communauté européenne.

Raymond BARRE ■

# L'environnement :

mode passagère

ou science du bonheur

*par Jean-Marie Pelt*

**C**OMME l'élégance ou le vêtement, la science a ses modes : hier, l'atome, l'informatique, l'espace, la biologie cellulaire ; aujourd'hui, l'environnement. L'homme d'aujourd'hui exerce, il est vrai, sur l'environnement naturel, des agressions multiples sans commune mesure, ni par leur nature, ni par leur ampleur, avec celles perpétrées par les générations qui l'ont précédé.

Par le progrès technologique, il crée un environnement nouveau et en permanente évolution qui, désormais, s'impose à lui et exige de sa part un constant effort de transformation et d'adaptation. De plus, la concentration urbaine favorise le développement de l'agressivité, directement liée, aussi bien chez l'homme que chez la plupart des mammifères, à la densité des peuplements. La perte de contact avec la nature et les milieux de vie traditionnels, la rupture brutale avec le passé, le rejet des traditions séculaires fondées sur un empirisme non dénué d'une certaine sagesse font de l'homme moderne un déraciné et un inquiet.

## **Une prise de conscience salutaire.**

Ces déviations pathologiques propres aux sociétés techniquement avancées ne sont certes pas nouvelles. Les premiers complexes industriels se sont développés au 18<sup>e</sup> et au 19<sup>e</sup> siècle, sans le moindre égard pour ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'environnement. Mais il fallut attendre que les effets d'une évolution sauvage et d'une croissance exponentielle se fassent sentir à l'échelon planétaire, pour que l'homme moderne en prenne une exacte conscience et tente enfin de conjurer le mal.

C'est en effet par le mécanisme désormais bien connu des régulations biologiques, reflet au niveau du vivant de la loi fondamentale d'action et de réaction applicable à tous les êtres à quelque niveau de complexité qu'ils se situent, comme aux sociétés qu'ils forment entre eux, que l'homme entreprend aujourd'hui de réagir contre une situation qui va se dégradant et dont les désagréments lui paraissent désormais évidents.

Ainsi, l'homme moderne, comme Monsieur Jourdain, découvre-t-il qu'il possédait un environnement sans le savoir. Il prend conscience des interrétions multiples entre individus et milieux de vie, interrétions dont la qualité apparaît comme un facteur déterminant du bonheur. Les scientifiques, prenant le train en marche, se découvrent écologistes et il n'est plus un naturaliste, fut-il de la plus stricte observance, qui ne s'intéresse désormais à l'environnement des êtres qu'il étudie.

### La révolution darwinienne.

La notion de milieu pourtant n'est pas nouvelle ; mais elle est parfois encore interprétée dans son sens restrictif d'habitat. Dès 1866, Ernst Haeckel, dans ses travaux relatifs au comportement des animaux, crée le mot écologie, étymologiquement, science de l'habitat. Quelques années auparavant, en 1859, dans son ouvrage mémorable sur l'origine des espèces, Charles Darwin insistait déjà sur le rôle déterminant du milieu, pris ici dans un sens plus large, dans les processus de diversification des espèces, base de l'évolution biologique. Pour l'éminent savant, la sélection naturelle est le moteur de l'évolution : elle favorise à tout moment les êtres les mieux adaptés à leur milieu, au détriment des autres. Avec Darwin, la notion de milieu entrait donc dans la science en tant que facteur historique ayant déterminé la sélection des individus et des espèces.

Peu de scientifiques prirent cependant conscience dès cette époque du fait que la notion de milieu n'était pas seulement à « usage paléontologique ». Car « Hic et Nunc », ces processus continuent à se dérouler sous nos yeux, l'évolution biologique se poursuivant immuable, à son rythme propre, tout au moins lorsque l'homme n'en vient pas perturber les mécanismes fondamentaux. Ainsi, lorsqu'elle apparaît dans la science contemporaine, la notion de milieu est-elle étroitement liée à la notion d'évolution.

Les conceptions darwiniennes provoquèrent une véritable révolution de la pensée. Avec lui, la conception aristotélicienne d'un Univers fondé sur un ordre immuable et éternel s'effondra. Comme les individus, dont on croyait jusque là qu'ils n'étaient que les maillons éphémères d'espèces éternelles, les espèces acquièrent une histoire : elles aussi naissent, vivent et meurent. A l'antique représentation fixiste de l'Univers se substitua peu à peu une conception dynamique et évolutionniste. Il fallait se rendre à l'évidence : les animaux, les plantes, l'homme aussi, évoluent. Le mythe de la nature éternelle s'effondra en même temps que les systèmes philosophiques qui n'en étaient que l'expression concep-

*Salut, poubelle renversée. Et salut, frères rats qui fouillez la poubelle... (Pierre Bourgeade.)*

tuelle. Non point que la nature toute entière sombrait dans l'anarchie ; mais un ordre nouveau désormais s'imposait à l'esprit, fondé sur des équilibres en mouvement, continuellement remis en cause et constamment restaurés par des mécanismes régulateurs ; ce qui implique l'existence d'évolutions, d'adaptations, de tensions et de compétitions entre individus et entre espèces. Bref, en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle, la vie devenait dialectique, comme les philosophies qui tentèrent de l'exprimer dans sa réalité du moment.

### La restriction du concept de liberté.

Pour la première fois sans doute dans l'histoire de la pensée occidentale, l'homme ne se sentait plus radicalement séparé du monde animal, dont il commençait au contraire à percevoir qu'il partageait les aliénations fondamentales. Fils de Dieu ou de Prométhée ? Peut-être ; mais d'abord fils de la nature et de la terre, animal émergeant à la conscience avec la lenteur des grands événements géologiques.

Le courant de la pensée moderne, né avec Descartes qui le premier libéra l'homme des anciennes cosmogonies en affirmant la primauté absolue du sujet, « du moi qui se pense et qui se pose », renversa les vieilles scolastiques et poussa cette prise de conscience jusqu'à ses ultimes conséquences. Avec le structuralisme contemporain, l'homme n'est plus qu'un produit de l'évolution et du milieu, prisonnier des « structures » intrinsèques (mentales) ou extrinsèques (sociales) qui



le précédent, le conditionnent, l'environnent et l'aliènent intégralement. Ces philosophies de « la mort de l'homme » anéantissent la notion de liberté, attribut dont précisément l'animal pensant s'était paré pour se démarquer des autres espèces vivantes.

La psychologie s'était emparée elle aussi de cette notion de milieu : le génie de Freud ne fut-il pas de percevoir le rôle déterminant de l'environnement humain, et d'abord parental, sur le développement psychique de la personnalité, dès le plus jeune âge ?

Ainsi, dès l'aube du 20<sup>e</sup> siècle, la position de l'homme dans la nature est-elle totalement bouleversée. L'homme prend conscience de son intégration à la biosphère et au monde animal. Il se perçoit désormais comme une espèce parmi toutes les autres ; comme toutes celles qui l'ont précédé ou qui aujourd'hui l'accompagnent dans la grande fête de la vie, elle naquit un jour sur un rameau du phylum des Primates, et devrait connaître à son tour son déclin et peut-être sa mort. Cette prise de conscience, jusqu'ici limitée à de petits cercles d'initiés, commence à se répandre dans la pensée contemporaine et marque le début d'une « révolution culturelle » peut-être sans précédent dans l'histoire.

A l'image sécurisante d'un monde stable et immuable, transmise de générations en générations et que venaient conforter encore les certitudes religieuses, doit bel et bien se substituer aujourd'hui celle, beaucoup plus angoissante, d'un univers en perpétuelle transformation, menacé de dislocation ou de désintégration par les ferments contradictoires qui le travaillent, et pourtant porté en avant par une force irrésistible dans laquelle le biologiste verra la manifestation contemporaine de l'obscur et obstinée poussée de la vie à travers les espèces depuis les origines.

Avec sa sécurité, l'homme contemporain perd aussi sa liberté. Marqué par son hérédité, déterminé par son enfance, conditionné par son milieu, que reste-t-il aujourd'hui de cet être orgueilleux qui prétendait régir l'univers alors même qu'il n'en est qu'un rouage ?

### **L'homme en mouvement.**

Prise de conscience dramatique certes, mais qui pourrait être libératrice. Car ce renversement de l'anthropologie traditionnelle n'est pas sans avantage : capable d'évoluer, l'homme est donc capable de progrès, et d'abord sur lui-même. Dès lors se profile aux horizons du plus lointain futur un « autre homme », « un homme nouveau » plus libre, moins tributaire du vieil atavisme hérité des primates, ses ancêtres. Nous sommes une espèce en marche, et cette marche a un sens. Lorsque nous allons « en haut et en avant », pour reprendre ici le langage Teilhardien, nous sommes sur la route de l'homme ! Car telle est l'aventure de l'espèce !

Certes, l'adaptation est difficile, car l'évolution est fulgurante ! Comment dès lors s'étonner que tant d'hommes aient apparemment perdu toute « souplesse écologique » ? Incapables de se remettre eux-mêmes en

cause, ils se réfugient dans tous les intégrismes, qu'ils soient de gauche ou de droite, continuant à ressasser sans fin les mythes simplificateurs hérités du 19<sup>e</sup> siècle. Les mots en « isme » (socialisme, libéralisme, marxisme, capitalisme) polarisent les énergies et entretiennent des débats sans fin, bien qu'ils recouvrent de plus en plus mal la problématique moderne. Craignant les incertitudes de l'avenir, beaucoup de nos contemporains se crispent sur le passé !

Pourtant, une analyse objective de l'histoire montre à quel point nos ancêtres furent conditionnés par les mœurs et les croyances de leurs époques. N'en doutons pas : la liberté, dont ils se flattaient d'être les seuls et bienheureux détenteurs, était bien illusoire. N'est-ce pas cet homme libre, créé « à l'image de Dieu », qui déroula la longue trame des crimes et des guerres qui peuplent l'histoire et les histoires. Le commencement de la liberté ne serait-elle pas la prise de conscience par l'homme moderne, de ses propres limites, prise de conscience salutaire s'il sait en user pour choisir les conditionnements les moins contraignants et les plus propices à l'exercice de cette qualité encore balbutiante dans l'espèce qu'est, en réalité, le concept de liberté.

### **Vers la société d'abondance.**

Cette « révolution culturelle », qui bouleverse l'Occident, est d'abord scientifique et philosophique ; mais elle prend sa pleine dimension et atteint les masses par les bouleversements technologiques et sociologiques qu'elle suscite. En moins de 50 ans, l'Europe est passée d'une société rurale traditionnelle et artisanale à une société urbaine technicienne et industrialisée. Brusquement, grâce aux progrès conjugués des sciences et des techniques, les jeunes de cette génération voient s'ouvrir devant eux un monde auquel leurs ancêtres n'auraient jamais osé prétendre : celui de l'abondance.

Dans ses « Essais de morale prospective », Fourastié analyse pertinemment les conséquences de ce phénomène sans précédent dans l'histoire. Depuis les origines, aucune communauté humaine n'avait réussi à assurer à la quasi totalité de ses membres la sécurité élémentaire et la possession des biens essentiels : l'alimentation, l'hygiène, le confort, la santé, la connaissance, les loisirs. Privés de ce paradis terrestre auquel ils aspirent depuis toujours, les hommes avaient fait de leur terre un « ici-bas », projetant dans « l'au-delà » l'espérance d'un monde meilleur. La démarche du prolétaire du 19<sup>e</sup> siècle qui attendait le grand soir, n'est en rien différente à cet égard de celle du chrétien tout entier animé de la vibrante espérance du salut. Or, voici que surgit brusquement ce paradis si ardemment souhaité, porteur et annonciateur de toutes les richesses. Comme le pèlerin qu'une longue marche au désert a laissé épuisé, l'homme moderne se précipite vers l'oasis tant attendu et accomplit enfin le rêve millénaire : posséder et jouir ; avoir tout, et tout de suite : c'est le vertige de la consommation, de l'accumulation des biens, de la diversification des loisirs, etc...

## Les limites de l'avoir.

Mais déjà des signes de saturation se manifestent. Comme le dit admirablement Legaut dans « l'homme à la recherche de son humanité » : « la société vient toujours clore le temps souvent bref de la possession. Sans cesse, l'homme s'efforce vers de nouveaux biens, dont l'intérêt se dégrade à ses yeux au fur et à mesure qu'il les acquiert... Ainsi, la vie de l'homme moderne se rythme et se développe à partir des biens qu'il s'approprie puis qu'il rejette et qui le déçoivent... Entraîné par le mouvement qui le lance à la poursuite de biens qu'il ne goûte même plus dès qu'il les a obtenus, il est plus vécu que vivant. Son rythme intime est commandé par les cadences de ses conquêtes et de leurs disgrâces ».

Sans doute cette « carence d'être » consécutive à l'accumulation frénétique de biens toujours nouveaux n'est-elle perçue jusqu'ici que par une intime fraction de la population. Trop d'hommes, même dans nos sociétés d'abondance, luttent encore durement pour assurer leur pain quotidien. Et que dire des pays en voie de développement ?

Pourtant, les limites naturelles de la croissance commencent à apparaître. Chacun a pu éprouver, au moins quelques fois dans sa vie, l'encombrante inutilité d'une voiture prise dans un embouteillage ! Que l'évolution se poursuive sur sa lancée actuelle, mal maîtrisée sinon sauvage, et dans quelques décades, un « feed back » (1) inévitable viendra tout naturellement interrompre, par pure régulation biologique, le processus de production, de vente et de consommation des voitures individuelles. L'encombrement dissuadera l'acheteur ! Des exemples analogues pourraient être cités à propos de l'encombrement de l'espace, des zones de loisirs, des littoraux, des plages, etc... A quoi sert de pouvoir disposer du téléphone si les centrales sont saturées et les standardistes névrosés ? A quoi sert de posséder un milliard lorsqu'on est perdu au centre d'un désert : car « l'avoir » est relatif à la nature de l'environnement dans lequel il est sensé servir.

Ainsi, la société dite de consommation porte-t-elle en elle-même ses propres mécanismes régulateurs. Ses rythmes de développement répondent sans doute, mais il est encore trop tôt pour le savoir, aux lois mathématiques qui président à la croissance des populations dans toutes les espèces ; elles s'expriment par des courbes en S, très caractéristiques, possédant deux points d'inflexion : le point de décollage où un phénomène de pululation rapide se manifeste par une ascendance presque verticale de la courbe puis un point d'inflexion, à partir duquel l'expansion ralentit et où la courbe s'aplatit ou s'effondre. Les processus fondamentaux de

(1) *Feed back* : rétroaction, c'est-à-dire tendance de la vie à contrôler les déséquilibres en les compensant par des effets inverses (processus d'autorégulation des êtres vivants).

## PLAN D'ACTION CONTRE LA POLLUTION

proposé par la Conférence des Nations Unies  
sur l'environnement le 16 juin 1972

Parmi les documents élaborés par la Conférence internationale de Stockholm sur l'environnement figure un plan d'action prévoyant des mesures ou études concrètes à mettre en œuvre au cours des prochaines années. Ce plan sera soumis à l'Assemblée des Nations Unies.

Les points essentiels du plan sont les suivants :

1) **LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS** : installation d'un réseau d'au moins cent stations pour la surveillance, sur une base régionale, des polluants de l'air et d'une dizaine de stations de référence dans les zones éloignées de toute pollution. Réduction au maximum des rejets de substances toxiques, et utilisation minimum des composés organochlorés.

Signature d'ici à 1975 d'une convention internationale interdisant tout rejet d'hydrocarbures dans les mers. Elaboration de standards internationaux de mesures et de limitation des pollutions par le bruit. Contrôle accru de l'utilisation des produits chimiques dans les produits alimentaires. Etude de la dissémination des radionuclides dans la biosphère et leurs effets.

2) **PROTECTION DE LA NATURE** : développements des banques de gènes pour assurer la conservation des espèces végétales et animales. Protection des animaux sauvages, des parcs nationaux, des forêts. Proclamation d'un moratoire de dix ans de la pêche à la baleine. Surveillance, sous l'égide des Nations Unies, des lacs et rivières limitrophes de plusieurs pays.

3) **DIFFUSION DE L'INFORMATION RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT** : publication par l'ONU de « registres internationaux ». Données sur les polluants chimiques et leurs effets. Confection de cartes mondiales des zones et sols les plus menacés. Publication pour 1975 d'une étude des sources mondiales d'énergie. Etude des systèmes de planification mondiale de gestion des ressources naturelles.

4) **DEMOGRAPHIE ET HABITAT** : développement des programmes nationaux d'étude de l'explosion démographique. Etude des problèmes que posent les établissements humains et l'amélioration de l'habitat.

l'évolution ignorent les rythmes de croissance continus et la dialectique permanente de la récession et de la surchauffe, si caractéristique des processus économiques dans les sociétés industrielles, en est une image particulièrement saisissante.

### **La dialectique de l'évolution.**

En fait, la notion d'évolution est inséparable de la notion biologique de « feed back » : les physiciens savent depuis longtemps que dans la matière comme dans l'espace, toute action déclenche nécessairement une réaction de force égale et de sens inverse. De même, dans la biosphère, toute évolution finit par s'amortir, avec retour des organismes surévolus vers des formes primitives. L'image est bien connue du vieillard retombant en enfance ou de l'adulte « régressant au sein maternel ». Mais on pourrait citer d'innombrables exemples d'espèces animales ou végétales très évoluées, laissant brusquement apparaître par « sur-évolution » des signes d'archaïsme, mimant des états ancestraux. Enfin, dans le développement de ces super-organismes que sont les sociétés humaines, qui ne constate qu'à tout progrès correspond à plus ou moins long terme une régression ? Saisi sur de larges épaisseurs de temps, ce phénomène explique bien la montée, l'expansion puis l'inexorable déclin des civilisations qui nous ont précédé dans l'histoire. Sans doute doit-on voir dans cette étrange dialectique, si révélatrice des mouvements profonds de la vie, l'une des racines de la notion si familière de bien et de mal. Le bien est une projection en avant, un dépassement, c'est-à-dire, chez l'homme, un instinct assumé par la maîtrise du néocéphale sur les couches sous-corticales du cerveau. Le mal est un piétinement dans des états inférieurs d'organisations : un instinct mal contrôlé, une agressivité non dominée.

Sans doute est-ce parce qu'ils avaient instinctivement perçu ce mouvement inexorable de flux et de reflux, que nos ancêtres affirmaient volontiers qu'« il n'y a rien de nouveau sous le soleil » ou que « l'histoire est un perpétuel recommencement ». Mais cette affirmation est fautive ; car si, en effet, chaque individu, chaque espèce, chaque civilisation naît, croît puis meurt, chacun aussi laisse derrière lui une descendance à laquelle il transmet le patrimoine accumulé depuis l'origine. Plutôt qu'à une roue qui tourne sur elle-même, l'histoire mérite d'être comparée à un ressort. L'idée de la spire ouverte exprime en effet plus fidèlement les pulsions de la vie que celle du cycle fermé. Dans les deux cas, il y a certes des hauts et des bas ; mais en parcourant la spire, on ne repasse jamais par le même stade ; chaque étape porte en elle toute l'expérience acquise dans les stades précédents. Lorsqu'on scrute dans toute son épaisseur l'immense épopée de la vie, une évidence s'impose, irrésistible et optimiste ; la vie est en progrès.

### **Du « moderne » très régressif.**

Mais à court terme, les régressions, les « feed back » régulateurs sont inévitables. Nous commençons à les voir surgir sous nos yeux. Deux exemples méritent, à cet égard, d'être développés.

Le premier touche à cette importante fraction de la jeunesse qui cherche, par un retour à la nature, à fuir les contraintes du monde industriel.

Or, les jeunes expriment les poussées les plus avancées et les plus prospectives du mouvement de vie. Ils marchent devant nous, ils sont notre futur.

Pourtant, des jeunes de plus en plus nombreux, surtout aux Etats-Unis, tournent le dos à ce qu'il est convenu d'appeler le « progrès » ; ils refusent de se situer dans une société dont ils contestent les valeurs ; ils rejettent la civilisation industrielle qui soumet la planète à la tyrannie des taux de croissance et des rythmes de développement. Et les systèmes en « exercice », marxisme ou capitalisme, ne trouvent pas davantage grâce à leurs yeux lorsqu'ils aliènent les hommes qu'ils prétendent libérer. Par refus, conscient ou non, cette jeunesse se réfugie dans le passé : c'est une régression ... le contraire justement du « progrès » (2).

Le signe de cette régression, c'est d'abord la drogue. Le drogué soumet son comportement au seul « principe de plaisir », première manifestation du Moi chez le petit enfant. Son univers mental est centré sur son désir, comme celui du nourrisson sur le sein de sa mère. Il manifeste une forte tendance narcissique, et un profond désintérêt pour le monde qui l'entoure ; désintérêt qui se transforme en agressivité lorsque la société prétend s'arroger le droit de lui confisquer l'objet de sa passion.

Mais le retour à l'enfance va plus loin ; c'est à l'enfance de l'humanité que ces jeunes nous conduisent ! Leur comportement social emprunte au rituel de tous les primitifs.

Ainsi un vaste mouvement se dessine-t-il dans la jeunesse qui, s'il devait se généraliser, mettrait en cause toute l'organisation sociale et conduirait inévitablement à terme à la ruine de la société industrielle. Mais il annonce plus probablement, un infléchissement prochain des courbes de croissance (donc de pollution). Il manifeste aussi une tendance profonde de l'homme moderne à freiner une évolution dont le rythme l'épuise sans pour autant assurer son bonheur.

### **La société du prêt à jeter.**

Les conséquences d'une production industrielle qui se veut d'abord quantitative déclenchent d'autres processus régulateurs. Dans « le choc du futur », Toefler analyse très pertinemment cette société du « prêt à

(2) Il est curieux que l'inverse de « progrès » ne soit pas « régress »...

jeter » dans laquelle nous glissons. Elle se manifeste notamment par la diminution de l'attachement aux objets, qu'exprime bien cette anecdote d'une grande entreprise américaine de jouets, changeant chaque année les poupées des enfants, afin qu'ils s'habituent ainsi à les voir grandir, comme ils verront plus tard grandir leurs propres enfants. Il est clair qu'un tel processus, typique d'une société de consommation, désépécifie l'objet et conduit l'enfant à ne plus s'attacher à telle poupée, à « sa » poupée. Toefler n'hésite pas à pousser son raisonnement dans ses ultimes conséquences : il en vient à se demander comment, plus tard, l'adulte saura vouer une fidélité durable à un unique conjoint, d'autant que l'évolution de la femme suit inexorablement la même pente : à la femme de jadis, épouse soumise et fidèle, se substitue peu à peu, dans la mentalité inconsciente de nos contemporains, l'image de la « femme objet », moteur de toutes les entreprises publicitaires, dont « la consommation » ne peut manquer de subir le phénomène d'usure, comme le rappelle le texte de Legaut précédemment cité. Ainsi se substituerait à la monogamie traditionnelle du couple occidental, une sorte de « monogamie successive », déjà aisément repérable aux Etats-Unis.

On pourrait multiplier les exemples : la vie moyenne des ampoules est aujourd'hui plus courte que celle de leurs ancêtres des temps héroïques de l'électricité ; les automobiles modernes rouillent plus vite que celles d'autrefois, car leurs tôles sont moins épaisses, et un téléviseur se doit de ne pas durer plus de cinq ans. Les biens les plus éminemment sociaux ou culturels : les livres, les médicaments, n'échappent pas à cette loi. Le meilleur livre disparaîtra des librairies en quelques années et la publicité accrédite dans la mentalité populaire qu'un médicament sera d'autant meilleur qu'il est plus récent.

### **De la surconsommation à la pollution.**

Ainsi tout naturellement, à la production d'objets à vie moyenne de plus en plus courte, et à l'accroissement du rythme de la consommation, correspond l'accumulation exponentielle de la quantité des déchets et le rapide épuisement des ressources naturelles. L'Europe commence à être envahie par les squelettes de la première génération d'automobiles et d'appareils ménagers achetés après la deuxième guerre mondiale. Les dépôts d'immondices s'accumulent de toute part : la terre, l'air, l'eau se transforment en d'immenses dépotoirs. La nature agressée recule devant la prolifération des bulldozers annonceurs du fer et du béton. La suractivité industrielle contamine et pollue l'environnement ; il n'est plus de milieu naturel sur la planète qui ne soit marqué par les traces de l'activité humaine.

Le phénomène de pollution certes n'est pas nouveau. Sous sa forme biologique, il est même une des caractéristiques les plus navrantes de toute civilisation primitive : la pollution fécale des rivières et des nappes

phréatiques est universelle, chaque fois que l'hygiène fait défaut, et explique la transmission de bien des maladies !

Mais une telle pollution issue de la nature trouve en elle son propre remède. L'autoépuration par le rayonnement ultra-violet solaire vient rapidement à bout de la prolifération des germes pathogènes. De plus, cette pollution est généralement circonscrite à proximité des lieux d'habitation et non transmissibles aux lacs et aux mers.

Aujourd'hui, en revanche, la pollution devient chimique ; elle n'est plus seulement « souillure » localisée mais « profanation » diffuse de la nature, dans la mesure où ses effets s'étendent et parfois de façon imprévisible. Les pesticides, les détergents non biodégradables, les effluents industriels sont véhiculés vers les mers et s'intègrent peu à peu aux chaînes alimentaires marines ou terrestres. Le plancton les accumule, puis le poisson qui s'en nourrit et dont la chair se comporte

*Retrouver les longues amitiés que l'homme avait su, dans le passé, nouer avec son environnement.*



curieusement comme un accumulateur de toxiques. En bout de chaîne, c'est l'homme lui-même qui s'intoxique. Si le taux des polluants dans les mers dépasse un certain seuil, l'eau devient impropre à la survie de la plupart des espèces : sait-on que dans un rayon de près de 100 km autour du port de New York, l'Océan est aujourd'hui presque complètement abiotique. Quant à l'alimentation humaine, des critères de rentabilité à court terme ont conduit à y introduire, volontairement ou non, et à diverses fins, des molécules sans équivalent dans la nature, autre danger dont une enquête récente montrait à quel point il préoccupe les Français.

Mais le terme de pollution peut s'appliquer aussi à la dégradation des rapports humains sous toutes leurs formes et à l'apparition de nouvelles formes d'agressivité sociale si caractéristique des sociétés contemporaines.

#### **Agressivité et pollution sociale.**

La vague de pornographie qui déferle dans les pays anglo-saxons ou scandinaves, en dévaluant le corps de l'homme et de la femme, en est une des manifestations les plus évidentes. Si un certain érotisme, non exempt d'esthétisme, peut ne pas être malsain dans la mesure où il contribue à exorciser les tabous et refoulements hérités de la contre-réforme, la pornographie est une dégradation intégrale et une dépravation de l'instinct.

Les travaux de nombreux ethnologues étudiant les sociétés animales et les lois qui régissent leur comportement ont montré d'autre part que l'agressivité intraspécifique, c'est-à-dire celle qui s'exerce entre individus d'une même espèce, augmente avec la densité des populations. La vie sociale des rats, dont la physiologie et la biochimie sont si proches de celles de l'homme, est révélatrice à cet égard : plus le territoire propre à chaque individu se rétrécit, plus sanglants deviennent les affrontements. Des expériences analogues ont été faites sur les poissons des mers de corail et ont conduit aux mêmes observations. L'homme n'échappe pas à la règle : son agressivité sociale croît avec le degré de concentration urbaine. Celle-ci a déjà atteint un seuil critique aux États-Unis et au Japon où les mégalo-poles se sont développés au rythme le plus rapide. Et cette loi universelle semble n'épargner aucune société, quelles que soient les valeurs de civilisation qu'elle revendique : Calcutta, où l'extrême misère aggrave le phénomène, n'est nullement, comme chacun sait, la capitale de la non-violence !

L'agressivité sociale est aujourd'hui d'autant plus vive que les perspectives guerrières, qui jadis à intervalle régulier la vidait de son contenu, semblent devoir s'estomper, au moins dans les sociétés industrielles. On assiste ainsi à un transfert de l'agressivité, se manifestant par exemple dans la mentalité caractéristique du conducteur de voiture et plus encore dans la vogue subite pour la moto, obscure symbole de puissance,

d'agressivité, voire d'érotisme, dont on conçoit fort bien le « come back » dans la cité moderne.

Ainsi la société industrielle secrète, comme toutes celles qui l'ont précédée, ses propres toxines et les germes de son éventuel anéantissement.

#### **Un cerveau hypertélique ?**

On est d'ailleurs en droit de s'interroger sur la signification de cette subite révolution industrielle. Ne faut-il pas voir, dans cette incroyable explosion technicienne, une manifestation proprement hypertélique des capacités du cerveau humain. Les excès évidents de la société contemporaine s'expliqueraient alors par l'incapacité de « l'homo faber » à maîtriser son cerveau, littéralement asphyxié par ses propres productions, et dont le développement trop rapide pourrait mettre l'espèce en péril, en rompant l'équilibre séculaire homme-nature, au détriment de celle-ci. L'hypertélie, ou développement anormal d'un organe ou d'une fonction, est une pathologie grave, qui entraîne souvent la mort des espèces. Les exemples abondent en zoologie : le port et le développement de ses bois entravent le serf dans sa course et affaiblissent l'un de ses moyens de défense : la fuite. Les pattes démesurées des tipules rendent leur démarche maladroitement et difficile ; en les coupant d'un coup de ciseau, on améliore la locomotion de ces diptères qui naissent en quelque sorte infirmes. Bien des espèces handicapées par des organes hypertéliques ont disparu : éléphants accablés par la taille de leurs défenses, dinosaures au crâne alourdi de tubérosités, insectes à mandibules énormes comme les lucanes. Qu'en sera-t-il de l'homme ? Ne sera-t-il pas emporté par les proliférations aberrantes qu'aura créées son propre cerveau ?

Ce phénomène d'hypertélie est particulièrement frappant dans le développement véritablement pathologique de certains organismes sociaux. Le pullulement des groupes de travail et autres bureaux d'étude, dont les études finissent par stratifier dans les dossiers et ne servent souvent qu'à appeler d'autres études en est un exemple. L'hypertélie touche ici le nombre des organes. Elle peut aussi affecter leur volume ! C'est le cas des grandes administrations nationales ou internationales. Prisonnier de ses murailles de fer et de béton, esclave de ses ordinateurs, contraint par une bureaucratie toute puissante, l'homme étouffe. Comme le prévoyait Tocqueville, il y a un siècle, cette société ne tue pas ; elle « empêche de naître ». Comment imaginer, comment créer, comment « être », quand pour échapper à l'apparence du désordre et de l'arbitraire, les grandes administrations publiques ou privées codifient et planifient à l'extrême, cristallisent les structures, nivellent les initiatives, normalisent, rentabilisent, industrialisent, systématisent... et dépersonnalisent ? Il en résulte une autre forme de l'agressivité sociale, dirigée contre le pouvoir ou les pouvoirs omnipotents et insaisissables, diffus et irresponsables. Agressivité que le concept de participation avait pour but de canaliser.

*Les ventres sont pleins. Les routes se couvrent de voitures. Le silence est maçonné de bruits. Le temps qui passe ne nous appartient plus. (Raymond Borde.)*

Ce concept certes généreux n'est hélas guère opérationnel. Faute d'une suffisante aptitude aux relations humaines et du minimum de formation psychosociologique nécessaire, il aboutit dans la pratique à ce que n'importe qui s'autorise à parler n'importe où et de n'importe quoi, parfois même avec cet aplomb impavide qui était autrefois le signe le moins contestable de l'ignorance. La « réunionite » sévit, le temps se gâche, le moi profond et les fidélités essentielles se dissolvent en palabres et bavardages sans fin. La vie sociale devient efflorescente, voyante, envahissante, bruyante et inconsistante comme la mousse sur la bière ou le champagne ! Superficielle, comme les productions quotidiennes émergeant à grands flots des transistors qui reflètent si exactement la vanité barbare de notre temps...

#### **Le développement de la compétition intraspécifique.**

Hyperconcentration urbaine, asphyxie et confusion sociale, à ces causes fondamentales de l'agressivité s'en ajoute une troisième : l'augmentation de la compétition intraspécifique. L'homme d'hier était confronté à

une nature hostile : la forêt envahissante menaçait ses cultures, et la bête sauvage son élevage domestique. D'où l'impérative nécessité de la solidarité pour résister aux assauts d'un environnement naturel puissant et hostile. L'homme d'aujourd'hui a vaincu la nature. Il la domine superbement. Tout au plus lui rappelle-t-elle, au hasard des grandes catastrophes naturelles qu'il ne sait encore ni prévoir, ni conjurer son aveugle pouvoir de détruire. Ainsi, débarrassé du souci de lutter aux frontières de l'empire, c'est au cœur même de la cité qu'il porte le combat.

L'homme développe la compétition contre lui-même, non seulement sportivement et par jeu, comme dans un match par exemple. On voit les villes, les entreprises, les économies nationales se livrer une concurrence acharnée et épuisante : d'où cette accélération des rythmes, cette frénésie propre aux temps modernes, ce vaste mouvement brownien qui nous agite comme les particules élémentaires d'un gaz surchauffé. En déviant son agressivité contre ses congénères, l'humanité s'engage sur une voie interdite, justement dénoncée par K. Lorenz comme l'un des graves périls qui menacent l'espèce... A moins qu'il lui faille à nouveau être solidaire, mais pour sauver cette fois la nature que ses

propres œuvres menacent... Ce serait encore un feed back régulateur et il n'est pas interdit de penser que de vastes efforts vont se conjuguer pour sauver l'environnement !

### La fatigue de la nature.

L'heure vient où l'espèce va choisir son destin. La science, la politique, la culture se mobilisent aujourd'hui pour résoudre ces problèmes dramatiques, dont l'homme moderne aura eu au moins le mérite de prendre conscience assez tôt. Car il n'est pas trop tard pour endiguer l'évolution sauvage. Chacun perçoit désormais que la nature s'épuise, que ses ressources ne sont pas illimitées, que la végétation elle-même n'est pas immédiatement remplaçable, que les sols s'usent, que l'eau et l'air se raréfient. Bref, une évidence se fait jour : le patrimoine naturel subit, comme toute chose en ce monde, l'universel et inéluctable phénomène « d'entropie », qui tend à dégrader systématiquement tout ce qui n'est pas rééquilibré par un effort proportionnel de « négentropie ». Cette notion d'entropie, encore peu familière, est impliquée dans la loi de dégradation de l'énergie ; rien, jamais, nulle part, n'échappe à cette règle ; la vie d'une mère de famille en est une saisissante illustration, dans son effort incessant pour lutter contre la tendance naturelle du linge sale et de la vaisselle à s'accumuler, des vêtements à se déchirer, du désordre à s'instaurer, des paperasses à s'entasser, etc... Que de fatigues pour rétablir l'ordre. Mais sans ce constant effort « négentropique », l'appartement ressemblerait inexorablement, et en peu de temps, à la chambre d'un célibataire négligé...

Dans la nature, c'est bien ainsi que l'homme d'aujourd'hui se comporte, négligeant de balayer, de ranger, d'épousseter, de protéger ; il crée et entretient le désordre d'un cœur léger et construit, dans une parfaite inconscience, sans le vouloir ni le savoir, une écologie à la longue intenable, une planète à la longue inviable. Un immense effort s'impose donc aujourd'hui pour protéger et sauver la nature, c'est-à-dire le seul environnement où l'homme peut vivre à peu de frais. On voit en effet ce qui lui en coûte pour vivre, ne serait-ce que quelques jours, sur la lune !

Dans « Prospective et prophétie », André Dumas résume bien la situation du monde actuel lorsqu'il écrit : « le temps de la Renaissance où l'on découvrait la terre pour exploiter ses richesses, semble à son terme. Les signes s'accumulent que nous ne pouvons plus nous permettre une économie de cow-boys dévastateurs, mais que la terre en son entier constitue une sorte de vaisseau spatial, qui ne peut compter sur aucune autres ressources externes que celles qu'elle transporte avec elle depuis la poussée initiale, qui lui a donné naissance. Ce sont les nations les plus développées qui découvrent les premières le compte à rebours de l'usure de l'environnement, selon cette phrase maintes fois revenue dans les discussions : « Un Américain actuel détruit en moyenne cent fois plus de nature que ne

faisait un Indien ». Si le reste du monde se développait autant que l'a fait l'Occident, l'écologie du monde serait sans doute irrémédiablement détruite ».

Cette irrémédiable destruction de l'écologie planétaire se dessine déjà à l'horizon du 21<sup>e</sup> siècle : les prévisions du M.I.T. (3), quant à la situation planétaire en 2100, qui viennent d'être récemment publiées (4), sont loin d'être encourageantes. Le titre de l'ouvrage « les limites de la croissance » est à lui seul significatif. Quelles que soient les hypothèses examinées, et il est incontestable que le travail du M.I.T. représente la meilleure approximation futurologiste de notre temps, toutes les courbes s'effondrent après l'an 2000 : celles de la production industrielle par habitant comme celles des ressources naturelles ; celles de la population comme celles de la pollution. Or les estimations du M.I.T. sont claires : quoiqu'il fasse, l'homme du 21<sup>e</sup> siècle entrera inexorablement dans une ère de pénurie, dont les signes apparaîtront d'autant plus tôt que le 20<sup>e</sup> siècle aura davantage dilapidé le patrimoine naturel, et que les taux de croissance de nos économies auront été plus élevés. Il est grand temps de « désindexer » le bonheur et le bien-être du taux de croissance ! En vérité, c'est la pénurie qui guette nos petits-enfants ! L'Or du Pérou a ruiné l'Espagne ; prenons garde à ce que notre extraordinaire accumulation de biens consommables et consommables ne ruine à son tour notre civilisation !

### Pour une nouvelle économie.

Protéger l'environnement, c'est donc maîtriser le progrès, ce qui exige notamment que l'on s'interroge sur les conséquences de l'exploitation industrielle d'une découverte. Le débat politique qui s'est instauré aux Etats-Unis à propos de l'avion supersonique est le premier de son espèce ; car c'est sans doute la toute première fois que l'on met en balance les conséquences heureuses d'un progrès technique, et ses incidences fâcheuses sur la qualité de l'environnement (en l'occurrence le bruit et la pollution de l'air).

Protéger la nature, c'est aussi promouvoir une nouvelle éthique politique, qui substitue peu à peu au mythe quasi sacré de l'élévation du niveau de vie, le souci de la qualité de la vie ; ce qui suppose, et sans doute ne l'a-t-on pas suffisamment perçu, une véritable révolution des mentalités, une appréciation toute différente des valeurs collectives et un plus haut degré de socialisation : priorité aux équipements collectifs, municipalisation des sols, obligation pour un promoteur de tenir compte du cadre et du site, évaluation des conséquences sur l'environnement de l'installation d'une entreprise, etc... Une telle politique de la nature, comme l'a bien montré Philippe Saint-Marc dans « Socialisation de la nature », ne peut réussir que si naît en même

(3) M.I.T. : Massachusetts Institute of Technology, U.S.A.

(4) « The limits of growth » Universe Book, N.Y.

temps une nouvelle science économique qui la soutende et l'éclaire. La nécessité d'intégrer désormais dans les coûts, la valeur de biens immatériels dont la science économique jusqu'ici n'avait jamais tenu compte, s'impose de toute urgence. Il s'agit par exemple de tenir compte, dans la fixation du prix d'un produit industriel du coût des installations d'épuration de l'air et de l'eau que cette industrie nécessite, ou d'évaluer en terme de coût les « services » rendus à une collectivité urbaine par le maintien d'un espace vert (agrément, détente, épuration de l'air, etc...), ou encore d'intégrer dans le prix d'une construction les crédits nécessaires à l'insonorisation ; ce qui représente à terme une évidente économie, dès lors que l'agression par le bruit est une des causes les plus notoires des névroses spécifiques des grands ensembles. Bref, une politique de l'environnement exige que soit désormais quantifié le prix de la « qualité de la vie », constituée par un ensemble d'éléments jusqu'ici subjectifs et dont l'évaluation en terme de coût n'avait jamais été tentée.

### L'écologie et les choix du futur.

L'écologie apparaît ainsi comme une science du « plus » et du « mieux être », et pour tout dire comme une science de « l'être », dans une société entièrement et égoïstement tournée vers l'avoir. Elle restitue l'homme à sa place dans la nature en relation avec les autres certes, mais aussi avec les autres vivants, animaux et végétaux ! Elle recrée une anthropologie. Elle s'emploie à réconcilier sciences biologiques et sciences humaines, que la mort de l'humanisme a séparées, puis morcelées en d'innombrables « micro-spécialités » étanches et jalouses ; et à réconcilier aussi science et conscience, biologie et morale, dans un effort de globalisation et de synthèse.

L'écologie enfin nous accule à des choix fondamentaux, comme l'exprime justement Philippe Saint-Marc : « Nous voici contraints à des choix qui pour longtemps engageront notre conception de l'homme et le destin du Monde. Préférons-nous l'économie de possession ou l'économie d'épanouissement ? La recherche d'un plus qui augmente les gains ou d'un mieux qui améliore le cadre social et physique de la vie ? L'enrichissement ou le dépassement ? Miserons-nous sur la faiblesse ou sur la grandeur de l'homme ? ».

Est-ce à dire que le souci de l'environnement est une nouvelle panacée, le remède à tous nos maux ? Certes non. Car si elle permet de mieux analyser l'évolution sociale et d'en mieux prévoir les conséquences, elle ne propose point de solutions toutes faites. Tout au plus invite-t-elle à la réflexion, voire à la pause, au moins démographique, et au resaisissement. Elle éclaire l'avenir, mais laisse à l'homme la liberté de ses choix. Bref, elle pose bien les problèmes. Aux hommes de les résoudre...

Et c'est ici que commence l'exercice de la liberté... Avec précisément une conscience nouvelle et une inquié-

tude devant la disparition des modèles de civilisation du passé, tous identiquement fondés sur la triple nécessité de répartir une pénurie, de lutter contre les caprices de la nature, de gérer les passions et les instincts au plus juste, afin de maintenir solide un édifice social constamment menacé par les forces aveugles du milieu. La civilisation de l'abondance a cassé le modèle : l'homme moderne ne gère plus, il exploite, il consomme, il épuise. Il s'interroge aussi, sur les nouveaux modèles à créer, sur la civilisation de demain. Comme ses ancêtres, il a des choix à faire ; mais pour la première fois dans l'histoire, grâce aux moyens techniques dont il dispose, il sait que ses choix auront des conséquences planétaires. Le voici donc, enfin, maître du jeu. Et en même temps désorienté.

L'interrogation qui domine les temps modernes et d'abord l'Amérique : « Quoi faire » et « Comment faire » est en elle-même une révolution. Elle signifie que l'humanité, à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire, commence à prendre en charge sa destinée. Jusqu'ici les obscurs équilibres naturels régulaient l'espèce, dans sa démographie et dans ses rapports avec l'environnement, comme pour toute autre espèce. Aujourd'hui, l'homme découvre qu'il a les moyens de modifier ces équilibres ? Mais en quel sens ? Cette interrogation marque le début de la liberté humaine. Mais se trouver libre ou libéré, c'est soudain aussi se sentir nu et solitaire ; comme l'adolescent, seul devant l'avenir ; comme le couple originel dont la toute première prise de conscience fut de découvrir « qu'ils étaient nus » (5).

Une meilleure connaissance de l'écologie, parce qu'elle pose clairement les choix du futur, mais sans les résoudre, nous invite à la sagesse. Elle interpelle les hommes politiques, dont il est notoire que les perspectives dépassent rarement la courte durée d'un mandat électoral. Elle appelle les scientifiques à mieux peser les conséquences de leurs découvertes et marque du même coup la mort du scientisme, cette croyance aveugle en l'infaillibilité de la science opposée à la part d'irrationnel que comporte nécessairement toute décision humaine. Enfin elle fonde la morale sur une nouvelle éthique, l'enracine dans la biologie et lui confère ainsi une valeur universelle à l'échelle planétaire.

Bref, l'écologie nous condamne à prendre désormais en considération les conséquences de nos décisions et de nos actes ; elle exige de nous économie et sagesse dans la gestion des ressources planétaires, coopération plus que compétition, dans les relations humaines, dépassement des obscures pulsions de l'instinct au profit de la seule véritable liberté : celle que l'homme conquiert sur lui-même, dans ce combat jamais achevé, qui est le seul vrai « progrès ».

Bien plus que la science du bonheur, elle est la science de la sagesse, vertu de tous les temps et de tous les peuples, seule attitude vraiment humaine, transcendant tous les savoirs et tous les pouvoirs, et à la-

---

(5) *Genèse 3-7.*



quelle dans un ouvrage récent, Georges Friedmann, rend un juste hommage (6).

### Réflexions sur le bonheur.

Existera-t-il d'ailleurs jamais une science du bonheur ?

L'expérience des cinquante dernières années montre bien que l'accession à un haut niveau de vie ne suffit pas à faire le bonheur des hommes. Pire, il risque même de compromettre, s'il résulte d'un gaspillage des ressources naturelles, le bonheur de nos petits enfants ! On est même en droit de se demander aujourd'hui si la société, grande pourvoyeuse de mythes, ne va pas substituer à celui du niveau de vie, désormais sur son déclin, celui de la qualité de la vie. Topaze, exprimant naïvement la sagesse des nations, savait déjà que « l'argent ne fait pas le bonheur », même s'il y contribue souvent largement. Il y a tout lieu de penser que la qualité de l'environnement ne le fera pas davantage, encore que vivre ou survivre dans des conditions franchement défavorables soit une évidente cause de malheur ! Car le bien-être n'est pas le bonheur.

En fait, l'homme moderne s'acharne à se fuir, à chercher au dehors les conditions de son propre bonheur. Une fortune, si grande soit-elle, des conditions de vie si favorables fussent-elles n'impliquent pourtant en rien l'épanouissement de ceux qui en jouissent ; tout a été dit sur la morosité et l'ennui qui menacent les très riches... A l'heure où s'élèvent dans le ciel des grands mythes contemporains, celui de l'environnement, n'est-il pas opportun de se souvenir que c'est en lui-même, dans son intimité et dans sa profondeur, que chacun trouve en définitive son propre visage, et partant sa vérité ; dans une certaine qualité de ses rapports avec le monde certes, mais aussi avec lui-même, dans ce dialogue intérieur que la frénésie de la vie moderne voudrait étouffer et que d'aucuns appellent méditation, d'autres prière... A quoi servirait-il d'avoir les moyens de vivre dans l'opulence, enfin libéré des oppressions séculaires, faute de raisons de vivre !

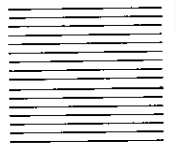
Le visage des êtres aimés, la contemplation silencieuse de la voûte étoilée, les grands vaisseaux de nos cathédrales et les premiers frémissements du printemps font jaillir en nous ce souffle venu d'ailleurs, qu'ont connu dans les mêmes circonstances nos pères et les pères de nos pères, et qui fait l'originalité et l'intimité de l'homme. Qu'un niveau de vie élevé et qu'un environnement favorable ouvrent au plus grand nombre les possibilités d'accès aux biens culturels, nous nous en réjouissons. Mieux, nous nous engageons dans ce combat. Mais en veillant à ce que l'inondation des biens n'étouffe jamais la petite flamme de l'être qui palpète en chacun et vaut plus que tout l'or du monde.

Jean-Marie PELT ■

*Il s'agit de réconcilier la vie avec la vie et l'homme avec la nature et avec l'homme. (Emmanuel Berl.)*

(6) G. Friedmann : *La puissance et la sagesse* — Ed. Galimard.

# LE REFERENDUM



DU  
23  
AVRIL  
1972

par Claude Leleu

*M. Claude Leleu, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, est l'auteur d'une « Géographie des élections françaises depuis 1936 » (P.U.F. — Collection Thémis). M. Leleu est spécialiste de géographie électorale ; l'originalité de ses travaux consiste à combiner la méthode cartographique référée au cadre départemental avec la méthode statistique. Les analyses et conclusions formulées par M. Claude Leleu dans l'étude sur le référendum du 23 avril 1972, que nous présentons, ci-dessous, s'appuient sur quinze cartes minutieusement établies que nous avons dû renoncer à publier, car leur reproduction aurait considérablement retardé la parution du texte. Tout au long de son article, l'auteur fait d'ailleurs référence à chacune des cartes qui justifient rationnellement son analyse et ses jugements.*

**E**N demandant le 23 avril 1972 aux Françaises et aux Français de répondre par « OUI » ou par « NON » à la question suivante : « Approuvez-vous, dans les perspectives nouvelles qui s'ouvrent à l'Europe, le projet de loi soumis au peuple français par le Président de la République et autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège aux Communautés européennes ? » M. Georges Pompidou remettait en vigueur la procédure favorite de consultation utilisée par le général de Gaulle. « Il ne faut pas laisser périliter la procédure du référendum » G. Pompidou (1).

Par 10.000.000 de « OUI » contre 5.500.000 « NON » mais avec 11.500.000 abstentions et 2.000.000 de bulletins blancs et nuls, la France a ratifié le dimanche 23 avril 1972, l'élargissement du Marché Commun. Les résultats de ce référendum ont suscité des interprétations qui ne correspondent pas à la réalité électorale. Interprétations que M. J. Poudevigne a bien synthétisées en écrivant « Les partisans du « NON » triomphent, les avocats de l'abstention exultent, les tenants du « OUI » sont satisfaits. « Objectivement » pour employer un vocabulaire marxiste la majorité a gagné » (2).

Pour analyser objectivement le comportement électoral des Françaises et des Français, nous avons

confronté les résultats du référendum du 23 avril 1972 avec les résultats des élections générales du 23 juin 1968 et de l'élection présidentielle du 1<sup>er</sup> juin 1969, élaboré quinze cartes en prenant pour unité de recherche le département et utilisé une nouvelle méthode d'analyse cartographique et statistique que nous avons imaginée et mise au point (3). Pour parfaire cette analyse et tenir compte de manière plus détaillée de tous les éléments qui ont déterminé la réponse des électeurs, il aurait évidemment fallu compléter le travail cartographique et statistique par un sondage post-référendaire qui aurait précisé les motivations de certains électeurs, notamment ceux qui favorables à l'élargissement de la Communauté Européenne se sont cependant abstenus volontairement ou ont voté blanc.

## I. UNE METHODE D'ANALYSE PLUS RATIONNELLE

La nouvelle méthode cartographique consiste à répartir rationnellement les pourcentages et les indices dans les unités de recherche en fonction de trois facteurs : la valeur moyenne du phénomène considéré, le nombre des catégories de classification, et la dispersion des séries statistiques.

— La valeur moyenne du phénomène considéré correspond à la valeur enregistrée au niveau de l'espace de référence constitué par l'ensemble des unités de recherche. Pour une analyse de la géographie électorale de la France par département, cette valeur moyenne correspond à la moyenne nationale.

(1) G. Pompidou, le 4 janvier 1972. Réception des journalistes.

(2) J. Poudevigne, Secrétaire général du C.D.P., Député du Gard. Bulletin hebdomadaire du C.D.P. 27 avril 1972.

(3) Claude Leleu, Géographie des Elections Françaises depuis 1936. P.U.F. 1971.

— Le nombre de catégories de classification limité à cinq permet de distinguer en fonction de la valeur moyenne : une catégorie très faible, une catégorie faible, une catégorie moyenne, une catégorie forte et une catégorie très forte.

— La valeur de l'échelle de gradation est fonction du nombre des catégories de classification et de la dispersion. Elle se calcule en divisant « l'étendue minimale » qui délimite deux catégories et demie de classification et qui correspond à la plus petite différence obtenue en retranchant les pourcentages ou les indices minimal et maximal du pourcentage ou de l'indice moyen par 2,5.

La nouvelle méthode statistique repose sur des INDICES obtenus en ajoutant au nombre 100 une différence de deux pourcentages calculés en fonction des inscrits. Ces indices comme les pourcentages sont arrondis à l'unité la plus proche.

#### A) LES INDICES D'ORIENTATION

Ces indices, établis en ajoutant 100 aux pourcentages de la GAUCHE et en retranchant les pourcentages de la DROITE, mesurent d'une manière précise l'orientation de chaque unité de recherche.

#### B) LES INDICES D'OPPOSITION

Lors d'un référendum, les suffrages valablement exprimés se répartissent entre les partisans de la réponse positive et les tenants de la réponse négative. Les indices d'opposition établis en ajoutant 100 aux pourcentages de la tendance hostile et en retranchant les pourcentages de la tendance favorable mesurent le rapport de force entre ces deux tendances. Des indices inférieurs à 100 expriment la prépondérance de la tendance favorable. Des indices supérieurs à 100 indiquent que la tendance oppositionnelle est majoritaire.

#### C) LES INDICES D'EVOLUTION

Ces indices établis en ajoutant 100 aux pourcentages d'une consultation et en retranchant les pourcentages d'une consultation antérieure mesurent l'évolution des diverses composantes du corps électoral entre ces deux consultations. Plus ces indices s'écartent de 100 plus l'évolution est accusée et inversement. Des indices qui se situent autour de 100 traduisent une stabilité plus ou moins grande. Dans certains cas ces indices d'évolution deviennent des indices de Fidélité.

#### D) LES INDICES DE FIDELITE

Lors d'une élection présidentielle ou d'un référendum, les leaders des formations politiques demandent à leur électoral de voter pour un candidat ou de répondre positivement, négativement ou de s'abstenir. L'ensemble des électeurs invité à suivre les consignes données constituent l'électorat potentiel. Mais entre l'électorat potentiel et l'électorat réel il existe une disparité plus ou moins sensible qui résulte du refus d'un certain nombre d'électeurs à suivre les consignes des leaders

politiques. Les indices de fidélité établis en ajoutant au nombre 100 les pourcentages de l'électorat réel et en retranchant les pourcentages de l'électorat potentiel mesurent la fidélité avec laquelle les électeurs suivent les directives des états-majors politiques.

## II. LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU REFERENDUM

TABLEAU I: ELECTIONS GENERALES DU 23 JUIN 1968

Inscrits .....	28.177.914	
Suffrages, exprimés .....	22.147.207	78,6
Abstentions .....	5.643.485	20,0
Blancs et nuls .....	387.222	1,4
P.C. ....	4.434.832	15,7
P.S.U. ....	865.848	3,1
F.G.D.S. ....	3.684.165	13,1
U.D.R. ....	10.281.998	36,5
P.D.M. ....	2.756.423	9,8
Divers .....	123.941	0,4

TABLEAU II: ELECTION PRESIDENTIELLE DU 1<sup>er</sup> JUIN 1969

Inscrits .....	28.774.041	
Suffrages exprimés .....	22.204.687	77,1
Abstentions .....	6.282.032	21,8
Blancs et nuls .....	287.322	1,1
A. Krivine .....	236.237	0,8
J. Duclos .....	4.779.539	16,6
M. Rocard .....	814.051	2,8
G. Defferre .....	1.127.733	3,9
A. Poher .....	5.201.133	18,1
G. Pompidou .....	9.761.297	33,9
L. Ducatel .....	284.697	1,0

TABLEAU III: REFERENDUM DU 23 AVRIL 1972

Inscrits .....	29.071.070	
Suffrages exprimés .....	15.511.225	53,4
Abstentions .....	11.489.230	39,5
Blancs et nuls .....	2.070.615	7,1
OUI .....	10.502.756	36,1
NON .....	5.008.469	17,2

Les résultats de ces différentes consultations et surtout leur comparaison font apparaître les caractéristiques suivantes :

#### A) L'AMPLEUR DE LA NON PARTICIPATION

Le 23 avril 1972, près de la moitié du corps électoral — 46,6 % exactement — a refusé de participer à la consultation soit en s'abstenant — 39,5 % — soit en votant blanc ou nul — 7,1 % — ! Cette participation électorale anormalement faible, en diminuant considérablement la valeur de la consultation, a contribué à

réduire sensiblement le succès de la réponse positive. En France, l'abstentionnisme est « normal » lorsqu'il se situe aux environs de 20 %, très faible lorsqu'il s'abaisse à 15 % et exceptionnellement fort lorsqu'il est supérieur à 30 %. Depuis la participation des femmes à la vie politique, c'est-à-dire depuis 1945, le taux de 30 % a été dépassé à trois reprises :

- Le 13 octobre 1946, lors de l'approbation de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République « approuvée par un tiers du corps électoral, rejetée par un autre tiers et ignorée par le dernier tiers — 31,2 % — (4).
- Le 18 novembre 1962, lors des élections générales qui suivirent le référendum positif relatif à l'élection du Président de la République au suffrage universel, l'abstentionnisme s'élevait à 31,3 %.
- Le 15 juin 1969, lors du second tour de l'élection présidentielle, l'abstentionnisme dépassait 30 % des inscrits — 30,9 %. Il est vrai que le P.C. qui considérait G. Pompidou et A. Poher « comme bonnet blanc et blanc bonnet » avait préconisé l'abstention.

Quant aux bulletins blancs et nuls qui ne sont pas dissociés, ils se situent normalement entre 0,9 % et 2,1 % des inscrits. Mais lorsque des consignes de votes blancs ou nuls sont préconisées, ils atteignent 4 à 5 % des inscrits.

- Le 8 avril 1962, lors du référendum relatif à la ratification des accords d'Évian où le P.S.U. recommandait de dire « Oui à la paix et Non au pouvoir gaulliste », le taux des bulletins blancs et nuls s'élevait à 4 %.
- Le 15 juin 1969, lors du second tour de l'élection présidentielle, ce taux atteignait 4,5 %. La ligue communiste avait préconisé le vote nul sous la forme de bulletins surchargés en rouge et le P.S.U. la non participation sous la forme d'un vote nul, d'un vote blanc ou de l'abstention délibérée.

Le 23 avril 1972, le taux de l'abstentionnisme 39,5 % et celui des bulletins blancs et nuls 7,1 % ont battu tous les records ! L'indice d'évolution des abstentions et des bulletins blancs et nuls s'élève à 124 si on prend pour base de référence l'élection présidentielle du 1<sup>er</sup> juin 1969 et à 125 si on se réfère au premier tour des élections générales de juin 1968. Cette tendance du refus de la participation qui atteint presque la moitié du corps électoral associe trois types d'abstentionnisme :

- Le premier type concerne un cinquième environ du corps électoral. Ces 20 % de citoyens encourent le reproche global d'être peu concernés en général par la vie politique. En réalité il faut distinguer trois catégories. Une catégorie d'abstentionnisme « incompressible » qui se situe aux environs de 5 %. Ce taux correspond à l'abstentionnisme « résiduel » qui subsisterait si on imposait le vote obligatoire et il est plus subi que voulu. Une catégorie d'abstentionnistes irréductibles qui gravitent autour de 10 %. En effet : 5 % + 10 % = 15 %, taux en dessous duquel, l'abstentionnisme n'est jamais descendu. La troisième catégorie concerne les participants épisodiques qui font osciller l'abstentionnisme entre 15 % et 20 % des inscrits (5).

- Le second type concerne les électeurs qui ont suivi les consignes de non participation préconisées par la gauche non communiste — P.S.U. et P.S. — L'électorat potentiel de cet abstentionnisme motivé se situe aux environs de 16 % des inscrits si on se réfère aux élections de juin 1968.
- Le troisième type regroupe les électeurs « indifférents » à la question européenne. Cette indifférence s'est d'autant mieux manifestée que le succès de la réponse positive paraissait nettement assuré et que ces électeurs pouvaient exprimer un mécontentement « sectoriel » sans incidence politique. Ce dernier type d'abstentionnisme représente un minimum de : (47 — 23 — 16) 8 % des inscrits.

S'il est évident que cette analyse globale néglige les transferts de suffrages, que la géographie électorale fait apparaître dans une certaine mesure, l'ampleur du refus de la participation pose un problème : Cette ampleur résulte-t-elle plus d'une indifférence conjoncturelle — due à l'accumulation d'un certain nombre de facteurs démobilisateurs comme la certitude de l'approbation de la réponse positive, l'absence de dramatisation et de personnalisation du référendum, le mécontentement manifeste de certaines catégories sociales, le désintérêt pour la question européenne et l'ambiguïté de la future Europe — que du rôle polarisateur de la gauche non communiste et particulièrement du nouveau parti socialiste en faveur de la non participation ?

## B) LE CARACTERE POSITIF DU REFERENDUM

Par 36,1 % des inscrits contre 17,2 %, la France a ratifié l'élargissement de la Communauté européenne par l'entrée de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège. L'indice d'opposition qui s'abaisse à 81 exprime la netteté de cette approbation. En effet, une différence supérieure à 20 % des inscrits entre la GAUCHE et la DROITE exprime une orientation nettement à gauche ou nettement à droite. Quelques comparaisons avec les référendums précédents permettent de situer la valeur de cet indice d'opposition.

- Le 5 mai 1946, le peuple français a rejeté le projet de Constitution élaboré par les communistes et les socialistes avec un indice d'opposition égal à 105.
- Le 13 octobre 1946, il a accepté la Constitution de la IV<sup>e</sup> République avec un indice d'opposition égal à 95.
- Le 28 octobre 1962, il a approuvé l'élection du Président de la République au suffrage universel : avec un indice d'opposition égal à 82.
- Le 27 avril 1969 il a exprimé sa défiance à l'égard du général de Gaulle en refusant les réformes relatives à la création de régions et à la rénovation du Sénat avec un indice d'opposition égal à 105.

(4) *Général de Gaulle, La France sera la France, page 55.*  
(5) *Dans cette analyse globale nous négligeons le renouvellement de l'abstentionnisme bien mis en évidence par A. Lancelot dans le C.F.N.S.P. n° 162.*

Ainsi mis à part les référendums réalisés dans une conjoncture d'unanimité ou de quasi unanimité nationale comme celui du 21 octobre 1945 (6) ou celui du 28 septembre 1958, et ceux relatifs au règlement du problème algérien, le référendum du 23 avril 1972 apparaît comme nettement positif si on prend comme critère de comparaison le rapport de force entre la réponse positive et la réponse négative.

### C) LA REGRESSION SENSIBLE DE LA TENDANCE POSITIVE (I = 83)

La tendance positive qui regroupait la Majorité composée de l'U.D.R., du C.D.P. et des R.I. et les Réformateurs de Jean Lecanuet et de J.J. Servan-Schreiber disposait d'un électorat potentiel supérieur à la moitié du corps électoral — 53 % des inscrits si on se réfère aux résultats de l'élection présidentielle de juin 1969. Or la réponse positive n'a obtenu que 36,1 % des inscrits. L'indice de fidélité de la tendance positive qui s'abaisse à 83 accuse l'ampleur de la régression de cette tendance. Mais il faut tenir compte du fait que la majeure partie de l'électorat de la F.G.D.S. — 9,2/13,1 — face à la division de la GAUCHE et pour battre l'U.D.R. avait préféré Alain Poher à Gaston Defferre. Autrement dit l'électorat potentiel des Réformateurs favorable à la réponse positive se situerait aux environs de 9 %, pourcentage qui correspond à l'audience du P.D.M. lors des élections de juin 1968. En tenant compte de cette estimation, l'indice de fidélité de la tendance positive s'élèverait à 91. Mais de toute manière, cette défection plus ou moins sensible pose un second problème : Quelle est la composante de la tendance positive qui a manifesté le plus de fidélité ? la Majorité ? ou les Réformateurs (Centre Démocrate et Radicaux) ?

### D) LA STABILITE DE LA TENDANCE NEGATIVE (I = 101)

L'électorat potentiel de la réponse négative se composait essentiellement de l'électorat communiste, d'une fraction de l'électorat trotskyste et de la nouvelle droite royaliste. S'il est possible d'évaluer l'audience actuelle du communisme il est plus difficile d'estimer ce que représente l'électorat non communiste favorable à la réponse positive. En se fondant sur l'enseignement des sondages, Alain Duhamel écrit « Plus d'un lecteur communiste sur trois ne s'est pas dérangé. Ceux qui ont voté ont été d'une très grande discipline puisque 90 % de leurs suffrages ont été au « non ». Mais parmi les bulletins négatifs un million en chiffres ronds viennent d'autres clientèles » (7). Si on désigne par X le nombre d'électeurs communistes actuels, l'évaluation d'Alain Duhamel s'écrit :  $X \times 2/3 \times 90/100 = 5 - 1 = 4.000.000$ . La résolution de cette équation donne plus de 6.660.000 électeurs au P.C. Ce nombre correspond à 23 % des inscrits soit un pourcentage supérieur à celui atteint par le P.C. à l'apogée de sa puissance sous la IV<sup>e</sup> République — 22 % des inscrits le

10 novembre 1946 —. Autrement dit l'électorat communiste a été plus fidèle que ne le suggère le sondage.

L'indice d'évolution de la tendance négative I = 101 semble indiquer que la progression du P.C. confine à la stabilité. Mais comme toutes les formations politiques, le P.C. a payé un tribut à la non participation qui l'a privé temporairement de la partie la moins sûre de son électorat. De toute manière, le redressement du parti communiste enregistré en 1967, interrompu en 1968, repris en 1969 et confirmé lors des élections partielles n'est pas très spectaculaire. En 1972 comme en 1967 il s'agit encore beaucoup « plus d'une convalescence que d'une performance » (8).

### E) LA TRES LEGERE AUGMENTATION DU CORPS ELECTORAL (I = 101)

Le 23 avril 1972, le corps électoral dépassait très légèrement les 29.000.000 de citoyens contre un peu plus de 28.700.000 lors de l'élection présidentielle de juin 1969. La faiblesse de l'indice d'évolution démographique

$$\text{qui confine à la stabilité } I = \frac{100 \times 29.071.070}{28.774.041} = 101$$

montre que les 300.000 nouveaux électeurs qui sont essentiellement des jeunes n'ont pratiquement eu aucune incidence sur les résultats du référendum.

## III. LA GEOGRAPHIE ELECTORALE DU REFERENDUM

### A) La carte des Indices de diversité démographique (carte n° 1)

Pour tenir compte du poids démographique spécifique de chaque département dans l'ensemble des votes, nous avons élaboré des indices de diversité démographique. Le calcul de ces indices s'effectue en deux temps : dans un premier temps on détermine la moyenne démographique théorique de l'unité de recherche en divisant le nombre des électeurs inscrits de l'ensemble de référence par le nombre des unités de recherche soit 29.071.070 par 95 ce qui donne : 306.011. Dans un second temps on calcule les indices en multipliant par 100 les quotients obtenus en divisant le nombre des électeurs inscrits de chaque département par la moyenne démographique théorique. La carte des indices de diversité démographique qui montre que ces indices s'échelonnent entre 17 en Lozère et 441 dans le Nord est suffisamment expressive pour se passer de tout commentaire.

### B) La carte des indices d'orientation (carte n° 2)

Cette carte relative aux élections générales de juin 1968 souligne la nette prépondérance de la DROITE sur la GAUCHE. Mais il faut tenir compte du fait que ces

(6) Il s'agit de la première question.

(7) A. Duhamel, *Journal Le Monde*, 26 avril 1972.

(8) A. Lancelot, *Les Elections de 1967, Revue Projet*.

élections se sont déroulées dans une conjoncture exceptionnelle. L'indice d'orientation  $I = 85$  mesuré au plan national en 1968 s'élevait à  $I = 91$  lors des élections de mars 1967. Cette carte fait apparaître des régions nettement orientées à droite comme la France de l'Ouest à l'exception des Côtes-du-Nord, la France de l'Est à l'exception de la Meurthe-et-Moselle et de la Haute-Saône, la France du Centre-Sud et des régions où traditionnellement la gauche l'emporte sur la droite comme les bordures nord et ouest du Massif Central, la France méditerranéenne et les départements du Pas-de-Calais et de la Seine-Saint-Denis.

**LA CARTE DE LA REPONSE NEGATIVE  
EST ESSENTIELLEMENT UNE CARTE  
DES SUFFRAGES COMMUNISTES**

**C) La carte des « non » (n° 3)**

Les pourcentages de la réponse négative s'échelonnent entre 8 % dans le Bas-Rhin et 27 % dans la Seine-Saint-Denis autour d'une moyenne nationale égale à 17 % des inscrits. Cette carte fait apparaître deux zones de force et trois secteurs de faiblesse. La première zone de force se localise dans la France du Nord prolongée jusqu'au cœur du Bassin parisien avec les départements de l'Essonne, du Val-de-Marne et surtout de la Seine-Saint-Denis la citadelle du parti communiste. La seconde zone s'allonge sur les bordures nord et ouest du Massif Central en formant un vaste trapèze isocèle dont le sommet est constitué par le Lot-et-Garonne et la base par les départements de l'Allier, du Cher et du Loir-et-Cher. Dans le reste du pays, l'audience de la réponse négative est encore supérieure à la moyenne nationale dans les Côtes-du-Nord et dans le Gard.

La première zone de faiblesse coïncide dans l'ensemble avec la France de l'Ouest à l'exception des Côtes-du-Nord. La seconde décrit un vaste arc de cercle de l'Aveyron à la Savoie. Dans le reste de la France les Basses-Pyrénées, la Corse et la Ville de Paris constituent également des secteurs de faiblesse de la réponse négative.

**LA REPONSE NEGATIVE ENREGISTRE  
SES MEILLEURS POURCENTAGES DANS  
LES DEPARTEMENTS ORIENTES A GAUCHE  
ET DOMINES PAR LE P.C.**

La comparaison de la réponse négative avec celle des indices d'orientation montre que dans l'ensemble, les « non » enregistrent leurs meilleurs pourcentages soit dans les départements orientés à gauche soit dans les départements les moins orientés à droite alors qu'inversement les zones de faiblesse de la réponse négative se localisent dans les départements nettement orientés à droite. Cette double corrélation montre que le succès de la réponse négative est fonction de l'intensité de l'orientation à gauche. Mais dans tous les

départements orientés à gauche, l'audience de la réponse négative n'est pas supérieure à l'audience moyenne enregistrée sur le plan national il faut encore que le P.C. l'emporte sur la gauche non communiste pour que la réponse négative réalise un score supérieur à la moyenne.

**D) Réponse positive et carte des suffrages  
de J. Duclos (n° 4)**

La comparaison de la carte de la réponse négative avec celle des suffrages de Jacques Duclos présente dans l'ensemble une grande similitude. Les deux cartes présentent les mêmes zones de force et les mêmes secteurs de faiblesse. C'est précisément dans la citadelle du parti communiste, la Seine-Saint-Denis, que la réponse négative et J. Duclos enregistrent leurs meilleurs pourcentages : 27 % et 31 % alors qu'inversement c'est toujours dans le département le plus réfractaire au communisme, le Bas-Rhin, que les « non » et le candidat communiste obtiennent leurs pourcentages les plus faibles : 8 % et 4 %.

Quelques différences qui n'altèrent pas la similitude d'ensemble décelée précédemment se manifestent cependant. C'est ainsi que J. Duclos s'impose mieux que la réponse négative dans la troisième zone de force que le P.C. contrôlait au lendemain de la Libération, dans le « balcon rouge » qui s'étendait des Pyrénées-Orientales aux Alpes-Maritimes. D'autre part, une dizaine de départements orientés à droite pour la plupart, classés dans la catégorie « faible » en 1969, progressent dans la catégorie moyenne en 1972. Mais dans ces départements il s'agit moins d'une progression du communisme que d'un ralliement plus important d'électeurs non communistes à la réponse négative.

**LA TENDANCE NEGATIVE REGRESSE  
DANS LES BASTIONS DU COMMUNISME  
ET PROGRESSE DANS SES SECTEURS  
DE FAIBLESSE**

**E) La carte des indices d'évolution de la réponse  
négative (n° 5)**

L'électorat de J. Duclos constituait l'essentiel de l'électorat potentiel de la réponse négative. La carte des indices d'évolution de la tendance négative permet de mesurer pour chaque département le degré de fidélité de l'électorat communiste et la portée du ralliement non communiste à la réponse négative. Cette carte mise à part, la France du Nord qui se caractérise toujours par une participation supérieure à la moyenne nationale, montre que la tendance négative recule dans les bastions du P.C. et progresse dans ses secteurs de faiblesse. La régression sensible enregistrée dans sa citadelle de la Seine-Saint-Denis, dans son bastion rural de la Haute-Vienne et dans celui plus diversifié des Bouches-du-Rhône fixe à 15 % la défection minimale de l'électorat communiste dans ses bastions où

ses consignes sont le mieux suivies. La comparaison de cette carte avec celle des indices d'évolution de la tendance non participante montre que l'électorat communiste défaillant s'est réfugié dans l'abstentionnisme.

Inversement la tendance négative progresse sensiblement dans une trentaine de départements orientés nettement à droite le plus souvent. Ces départements correspondent soit aux zones de force communes de G. Pompidou et d'A. Poher — onze fois — soit aux seuls bastions de G. Pompidou — sept fois — soit aux seuls fiefs d'A. Poher — onze fois. Ainsi une fraction plus ou moins marginale de l'électorat de la majorité et des Réformateurs est venu largement compenser la défaillance de l'électorat communiste.

En outre, dans les départements de l'Eure-et-Loir, des Landes, du Lot et de la Haute-Saône, la progression sensible de la tendance négative se localise dans des bastions de la gauche non communiste où la tendance non participante est en régression. Autrement dit une fraction de l'électorat de la gauche non communiste a refusé de suivre les consignes de François Mitterrand en répondant négativement.

Finalement la légère progression de la tendance négative résulte du ralliement d'une fraction marginale plus ou moins sensible de toutes les formations politiques à la réponse négative. Ce ralliement a largement compensé la défaillance de l'électorat communiste.

#### LA CARTE DE LA REPONSE POSITIVE EST ESSENTIELLEMENT UNE CARTE DES SUFFRAGES DE LA MAJORITE (n° 6)

Les pourcentages de la réponse positive s'échelonnent entre 26 % — ce pourcentage minimal est enregistré dans quatre départements du littoral méditerranéen et dans la citadelle du P.C. — et 51 % en Vendée autour d'une moyenne nationale égale à 36 % des inscrits. La carte de la réponse positive fait apparaître trois zones de force et deux zones de faiblesse.

La première zone de force s'étend sur toute la France de l'Ouest, à l'exception des Côtes-du-Nord, de la Sarthe et de l'Indre-et-Loire. La seconde recouvre la France de l'Est à l'exception de la Meurthe-et-Moselle et de la Haute-Saône. La troisième s'étend sur la majeure partie de la France du Centre-Sud. La réponse positive s'affirme encore dans les départements de l'Eure-et-Loir, du Loiret, des Landes et des Pyrénées Atlantiques.

La première zone de faiblesse se localise le long du littoral méditerranéen des Pyrénées-Orientales aux Bouches-du-Rhône mais elle déborde cette France méditerranéenne au sud-est et au nord-est en remontant la vallée du Rhône jusqu'à l'Isère. Le second secteur de faiblesse recouvre la France du Centre à l'exception du Cher et de l'Indre-et-Loire. Le cœur du Bassin-Parisien avec le Val-de-Marne, le Val-d'Oise et surtout la Seine-Saint-Denis se sont également montrés plus réservés à l'égard de la réponse positive.

#### LE SUCCES DE LA REPONSE POSITIVE EST FONCTION DE L'INTENSITE DE L'ORIENTATION A DROITE

La comparaison de la carte des « oui » avec celle des indices d'orientation montre que dans l'ensemble la réponse positive enregistre ses meilleurs succès dans les départements nettement orientés à droite alors qu'inversement les départements orientés à gauche sont plus réfractaires à la réponse positive.

Dans quelques départements moins orientés à droite comme l'Indre-et-Loire, les Landes, le Lot et le Tarn qui figuraient parmi les bastions de la F.G.D.S. en 1968 et où la tendance non participante est en recul, une fraction de l'électorat de la gauche non communiste s'est ralliée à la réponse positive. Dans le Lot il s'agit d'un électorat de tendance radicale animé par Maurice Faure.

#### LE RALLIEMENT CIRCONSTANCIEL DES REFORMATEURS N'A PAS MODIFIE LES ASSISES GEOGRAPHIQUES DE LA MAJORITE

La comparaison de la carte de la réponse positive avec celle des suffrages de G. Pompidou (carte n° 7) fait apparaître une étroite corrélation. Les deux cartes présentent une étroite similitude aussi bien dans leur zone de force que dans leurs secteurs de faiblesse. Autrement dit la carte de la réponse positive est essentiellement une carte de la Majorité et le ralliement circonstanciel des Réformateurs (Centre Démocrate et Radicaux) à la réponse positive ne s'est pas révélé décisif pour modifier les assises géographiques de la majorité.

#### LA REGRESSION SENSIBLE DE LA TENDANCE POSITIVE INCOMBE PLUS AUX REFORMATEURS QU'A LA MAJORITE (carte n° 8)

La carte des indices d'évolution de la tendance positive accuse une régression globale de 17 % des inscrits ( $I = 83$ ). Dans une vingtaine de départements, cette régression est inférieure à la moyenne et correspond treize fois aux secteurs de faiblesse d'A. Poher et sept fois seulement aux zones de faiblesse de G. Pompidou. Inversement dans 23 départements cette régression est supérieure à la moyenne nationale et correspond seize fois aux fiefs d'A. Poher et neuf fois seulement aux bastions de G. Pompidou. Cette double corrélation conjuguée au fait que le ralliement des Réformateurs à la réponse positive n'a pas modifié les assises géographiques de la majorité montre que la défection sensible de la tendance positive incombe plus à l'électorat des Réformateurs (Centre Démocrate et Radicaux) qu'à l'électorat de la Majorité.

## LE RALLIEMENT CIRCONSTANCIEL DES REFORMATEURS N'A PAS ETE NEGLIGEABLE (carte n° 9)

La carte des indices de fidélité de la Majorité élaborée en comparant l'audience de la réponse positive avec celle de G. Pompidou exprime une progression globale de 2 % des inscrits  $I = 102$ . Dans 23 départements, cette progression est plus élevée et correspond pour 18 d'entre eux aux bastions d'A. Poher. Inversement dans les secteurs de faiblesse du Président du Sénat, les indices de fidélité marquent le pas ou régressent et c'est précisément dans le Cantal où G. Pompidou avait enregistré son meilleur pourcentage et A. Poher son plus faible que l'indice de fidélité de la majorité régresse le plus :  $I = 90$ . Cette double corrélation indique que malgré la défection sensible de l'électorat réformateur, le ralliement de cet électorat à la réponse positive n'a pas été négligeable.

## LA CARTE DU REFUS DE LA PARTICIPATION REFLETE EN L'EXAGERANT LA CARTE DE L'ABSTENTIONNISME TRADITIONNEL (carte n° 10)

Cette carte du refus de la participation qui associe les abstentions et les bulletins blancs et nuls se caractérise essentiellement par un contraste très net entre une France du Nord plus participante et une France du Sud plus abstentionniste. C'est en effet au nord d'une ligne La Rochelle-Ancey que se localise la quasi-totalité des départements qui enregistrent des taux de non participation inférieurs à la moyenne alors qu'au sud de cette ligne c'est l'inverse qui se produit. Cette première caractéristique qui représente une des constantes de la géographie électorale montre que l'ampleur du refus de la participation s'est réalisée dans le cadre de la géographie traditionnelle de l'abstentionnisme.

La confrontation de la carte du refus de la participation avec celle de l'élection présidentielle de 1969 (carte n° 11) confirme cette interprétation en faisant apparaître à un niveau plus faible le même contraste entre une France du Nord plus participante et une France du Sud plus abstentionniste et les mêmes secteurs de forte et de faible participation. Mais cette comparaison fait apparaître aussi quelques légères différences qui résultent de la consigne préconisée par la Gauche non communiste.

## LA GAUCHE NON COMMUNISTE N'A PAS JOUE UN ROLE POLARISATEUR DANS L'AUGMENTATION SPECTACULAIRE DU REFUS DE LA PARTICIPATION (carte n° 12)

Les indices de fidélité de la tendance non participante mesurent pour chaque département l'augmentation du refus de la participation entre juin 1969 et avril 1972. L'indice global  $I = 124$  exprime une augmentation de près du quart du corps électoral. Dans

23 départements cette progression est supérieure à la moyenne mais elle ne se localise que onze fois seulement dans les bastions de la gauche non communiste (carte n° 14) alors qu'inversement la progression du refus de participation est inférieure à la moyenne dans une dizaine de départements qui correspondent aux bastions de la Gauche non communiste. Cette double corrélation conjuguée au fait que l'ampleur de la non participation n'a pas modifié la géographie traditionnelle de l'abstentionnisme montre que la gauche non communiste n'a pas joué un rôle polarisateur dans l'augmentation spectaculaire du refus de participation.

## UNE FRACTION DE L'ELECTORAT DE LA GAUCHE NON COMMUNISTE N'A PAS SUIVI LA CONSIGNE D'ABSTENTION MOTIVEE PRECONISEE PAR SES LEADERS (carte n° 13)

L'électorat potentiel de la tendance non participante regroupait l'électorat de la gauche non communiste qui représentait 16 % environ du corps électoral en 1968, les abstentionnistes et les électeurs qui ont voté blanc, soit 23 % environ du corps électoral en 1969. Or l'électorat réel de cette tendance a recueilli une audience égale à 47 % des inscrits, qui correspond à une progression de 8 % ( $I = 108$ ). La carte des indices de fidélité de la tendance non participante montre que cette progression est nettement supérieure à la moyenne dans 25 départements. Or ce qui est le plus caractéristique c'est qu'aucun de ces départements ne figure parmi les bastions de la gauche non communiste. Alors qu'inversement les indices de fidélité sont en régression dans les bastions de la gauche non communiste comme le Pas-de-Calais, l'Eure-et-Loir, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, les Landes et le Tarn-et-Garonne. Autrement dit une fraction de la gauche non communiste n'a pas suivi les consignes d'abstention motivée préconisée par ses leaders. Cette défection s'est exprimée soit par un vote négatif, soit par un vote positif et notamment dans la Creuse et la Corrèze où la tendance négative est en régression.

Ce faisceau de corrélations, qui s'inscrivent toutes dans le même sens, montre à l'évidence que l'ampleur de la non participation résulte beaucoup plus d'une conjoncture d'indifférence qui a affecté toutes les formations politiques sans exception que du rôle polarisateur de la tendance qui préconisait un refus de participation motivé.

L'analyse des résultats du référendum du 27 avril 1972, relatif à l'élargissement de la Communauté européenne dans le cadre départemental, montre que le comportement électoral des Français malgré l'ampleur du refus de la participation dû essentiellement à une conjoncture d'indifférence à l'égard de la question européenne, s'est réalisé dans le cadre de sa géographie électorale traditionnelle.

Claude LELEU ■



# Les leçons d'un référendum

Les résultats du référendum du 23 avril sont médiocres. Le poids des « oui » se trouve singulièrement affaibli par l'importance exceptionnelle des abstentions (près de 40 %). Il ne fait pas de doute que les organisateurs de la consultation attendaient plus et mieux.

Deux faits positifs méritent toutefois d'être soulignés : le premier est la faiblesse des « non » ; le second est que plus d'un Français sur deux, parmi les électeurs qui ont voté le 23 avril, ont ratifié l'élargissement de la Communauté. Si l'on ajoute aux 36 % des « oui » la moitié au moins des abstentions, qui sont celles d'Européens convaincus, on peut dire que 66 % des Français au bas mot ont approuvé l'adhésion de la Grande-Bretagne et des autres pays candidats au Marché Commun. Et n'est-ce pas l'essentiel ?

Au surplus le référendum a été l'occasion d'une vaste campagne d'information sur les problèmes européens, une opération de sensibilisation de l'opinion à l'échelle nationale d'une ampleur sans précédent.

On peut seulement regretter que l'occasion n'ait pas été mieux utilisée pour expliquer aux citoyens ce qu'est la Communauté, ce que signifie son élargissement et ce que seront « les perspectives nouvelles » ouvertes à la construction européenne. Il faut bien dire que la campagne a été dans l'ensemble morne, ennuyeuse, et d'assez médiocre qualité.

*Quant aux raisons de ce demi-échec, elles sont multiples. On peut en discerner cinq :*

1°) La V<sup>e</sup> République a fait ces dernières années un usage plébiscitaire du référendum. Le référendum du 23 avril, malgré ses ambiguïtés, était moins plébiscitaire que les autres. Mais le réflexe acquis durant le régime gaulliste a persisté : les Français ont vu dans cette consultation un vote de confiance sur la politique générale du Président de la République et de son gouvernement.

2°) Le régime gaulliste a habitué les citoyens à considérer la politique étrangère comme un domaine réservé du chef de l'Etat, qui ne les concernait pas directement. On n'a fait aucun effort ces dernières années pour leur expliquer qu'en réalité la politique européenne n'était plus de la politique étrangère mais un élément essentiel de la politique économique nationale.

3°) Les électeurs ont saisi cette occasion pour manifester leur mécontentement à l'égard du Gouvernement. C'est ainsi qu'on peut identifier les votes hostiles des petits commerçants et des viticulteurs.

4°) Il y a des additions qui sont en réalité des soustractions. Certains gaullistes ont fait défection pour ne pas mêler leur « oui » à celui de M. Lecanuet. Certains Européens se sont également abstenus pour ne pas mêler leur « oui » à celui de M. Debré.

Les avis divergent sur l'importance des défections dans le camp de la majorité. Certains considèrent que les centristes d'opposition ont amené un million et demi à deux millions de voix dans le camp du oui qui sans eux aurait subi un désastre. Une partie des communistes se sont abstenus, une partie des socialistes ont voté oui. Dieu aura beaucoup de peine à reconnaître les siens...

5°) Enfin, on a dit que l'Europe n'était pas un thème mobilisateur. Les sondages font apparaître une très forte majorité de partisans de l'Europe unie. Près de 70 % des Français sont favorables à l'évolution du Marché Commun vers la formation politique des Etats-Unis d'Europe. Toute la question est de savoir quel rang occupe l'Europe dans leurs préoccupations quotidiennes.

A cela s'ajoute le fait que la question posée ne passionnait guère puisque la réponse positive paraissait acquise d'avance. Il eût été sans doute plus intéressant de consulter les électeurs sur un projet relativement précis de confédération européenne. Beaucoup de Français n'ont pas compris le pourquoi de ce référendum. Il eût évidemment été beaucoup plus simple de faire ratifier le traité d'adhésion par le Parlement où l'on pouvait compter sur une écrasante majorité de votes favorables à l'élargissement de la Communauté européenne.

Dès lors que le référendum semblait superflu, il apparaissait suspect. On a soupçonné le pouvoir d'une manœuvre de politique intérieure. On n'a pas voulu lui donner un blanc-seing pour l'avenir.

La vérité oblige à dire que le Président de la République s'est efforcé de ramener le débat sur son vrai terrain, celui de l'Europe. Le fait est qu'il n'y est pas parvenu. Cela conduit à s'interroger sur la valeur et l'usage du référendum dans un pays comme le nôtre.

« France-Forum » a d'ailleurs, dans son numéro de mai, bien mis en évidence l'ambiguïté de ce référendum et en décrivant la mécanique référendaire a justement posé la question de fond : « le référendum trouvera-t-il jamais en France sa vérité institutionnelle ? ».

Jean BERENGER ■

*Invitation au voyage...*

PALAIS  
FARNÈSE,  
PALAIS  
DE FRANCE

*par Isabelle Quin*

**A**U cœur de la vieille Rome, dans le pittoresque quartier de Campo dei Fiori, au fond d'un labyrinthe de ruelles étroites égayées par des guirlandes de linge séchant d'une fenêtre à l'autre, se dresse le plus beau palais de la capitale italienne.

Au milieu des cris joyeux des enfants passionnés de calcio (football), du roucoulement des pigeons, du bruissement des fontaines qui animent sa place, il apparaît soudain avec toute la hautaine sévérité de son profil renaissance, souligné seulement par les accents géométriques de la célèbre corniche de Michel-Ange. Le « Dado », le dé, comme l'ont surnommé les Romains, saisit par ses contrastes : entre ses parois nues et d'harmonieuses fenêtres à frontons et colonnes, entre la rudesse de sa façade et l'accueil ouvert de sa cour intérieure, entre son aspect colossal et la préciosité des trésors qu'il renferme et dont le moindre n'est pas son histoire.

Demeure prestigieuse, le palais Farnèse recèle en effet dans ses murs tous les souvenirs d'une famille qui tint pendant deux cents ans le devant de la scène romaine autour du trône pontifical et qui participa aux actions hardies ou ténébreuses qui s'y déroulèrent. On ne peut évoquer ce palais sans retracer une partie de la vie prodigieuse de la Maison Farnèse et du moins celle de ses fondateurs, car cette demeure reste l'image et le témoignage de leurs aspirations et de leurs rêves.

Famille de petite noblesse des environs du lac Bolsena, ils tireraient leur nom d'un lieu appelé Farnèse en raison du grand nombre de chênes (farni) qui l'ombrageaient. Aventureux condottieri, ils surent au XV<sup>e</sup> siècle profiter des luttes qui déchiraient la péninsule pour faire fortune à la cour. Toute la lignée de leurs Alexandre, Ranuccio, Odoardo, militaires par vocation, cardinaux par transmission, papes par occasion ne cessèrent de convoiter une résidence surpassant toutes les autres. Sur le chemin de leur ascension ils se lièrent très tôt à la France en laquelle ils trouvèrent parfois une précieuse alliée. Il est étonnant d'apprendre, d'ailleurs, que dès 1635 leur demeure prit l'appellation de « Palais de France » et que des fleurs de lys parsemées un peu partout ne sont guère des souvenirs laissés par le Grand siècle ; ces fleurs sont en réalité des jacinthes, emblème héraldique de la Maison Farnèse ! Mais cette étrange ressemblance ne symbolise-t-elle pas la continuité d'un destin qui unit ce palais et la France, dont l'histoire et les intérêts se confondirent très rapidement ?

La gloire des Farnèse commença avec Alexandre qui dut son élévation précoce à la beauté surtout de sa sœur Julie. Cette dernière mariée en son quinzième printemps à un garçon de son âge, Orsino Orsini, d'une grande famille romaine, devint vite l'objet de toutes les attentions de Rodrigue Borgia qui venait d'être promu cardinal par son oncle le pape Paul II. A cinquante-huit ans, c'était une force de la nature qui avait déjà cinq enfants. Julie effaçait à tel point la beauté des autres romaines que ses contemporains la surnommaient « Bella ». Une fille du nom de Laura naquit de leur idylle en 1492, et la même année Rodrigue Borgia monta sur le trône pontifical, sous l'appellation d'Alexandre VI. Julie déploya alors toute sa diplomatie pour obtenir pour son frère âgé de vingt-cinq ans, la dignité de cardinal souvent conférée alors aux laïcs ; l'année suivante Alexandre eut effectivement ce privilège. Le nouveau cardinal rêva alors d'une résidence qui fût à la hauteur de sa position, signa en 1495 l'acte d'achat d'une forteresse aménagée sur des ruines romaines et confia dès 1514 la construction du palais au célèbre Antoine da San Gallo, le Jeune. Entre temps, la vie privée du cardinal ne fit pas exception aux mœurs tapageuses de l'époque. Le mystère plane encore sur la femme qu'il choisit, « la femme inconnue » (d'après Rabelais, il s'agirait de Gerolama Ruffini) qui lui donna quatre enfants et qu'il répudia lorsque sa lignée fut assurée !

Le palais ecclésiastique destiné à abriter le cardinal, sa cour et sa nombreuse famille était presque achevé quand les troupes de Charles Quint arrivèrent en 1527 sous les murs de Rome. Dans leurs rangs se trouvait

*Façade principale du Palais Farnèse sur la place, avec une des deux fontaines-baignoires en granit.*

un des fils d'Alexandre, Pier Luigi, qui s'installa dans la demeure paternelle, trouvant en elle un lieu sûr pour participer à son aise au sac de la ville, tandis que son père se réfugiait au château de Saint-Ange.

Quelques années plus tard, en 1534, Alexandre Farnèse devint Pape sous le nom de Paul III ; pape plus platonicien et épicurien au départ que véritable disciple de l'Évangile. Néanmoins, il comprit les dangers qui menaçaient l'Église et fit des efforts louables pour la régénérer. Il octroya ainsi à Ignace de Loyola son assentiment à la nouvelle cohorte baptisée « Compagnie de Jésus », en 1540. Son évolution très certaine n'en fit cependant pas un saint ! Il pensait aussi aux siens, et après avoir fait légitimer ses quatre enfants par les pontifes qui le précédèrent, il les éleva au rang des grandes familles régnantes. Contre l'assentiment de Charles Quint il donna à son fils le terrible Pier Luigi, l'investiture du duché de Parme et de Plaisance à titre héréditaire et son petit-fils, Octave, épousa Marguerite d'Autriche, fille naturelle de l'empereur ! Après sa mort, en 1549, la première alliance des Farnèse avec la France fut consacrée par le mariage d'un de ses autres petits-fils, Orazio, avec Diane de France, fille naturelle d'Henri II. En raison des nouveaux liens qui les unissaient dé-

sormais, le cardinal Ranuccio offrit l'hospitalité à trois ambassadeurs de France : Paul de Labarthe, seigneur de Termes, Louis de Saint-Gelais, seigneur de Lansac et le cardinal du Bellay accompagné de son neveu Joachim, le poète, qui se distrayait de ses fastidieuses besognes d'intendant en composant des recueils de vers. Ainsi fut inaugurée la fonction diplomatique du palais, qui, bien qu'occasionnelle encore, n'allait pas tarder à s'affirmer.

Au début du XVII<sup>e</sup>, en effet, la guerre contre l'Empire déchirait la péninsule et il fallait consolider l'influence française, éviter que le Pape ne fisse le jeu des Espagnols au détriment du duché de Parme, et en même temps essayer d'obtenir un chapeau de cardinal pour Mazarin. Aussi le cardinal Alphonse, frère de Richelieu, fut-il mandé à Rome pour aider au rapprochement entre la France et la cour de Parme ; et c'est alors que fut donné au Farnèse l'appellation de « Palais de France ». Au milieu de ce même siècle, la Famille Farnèse subit un soudain déclin, et aucun de ses membres ne vécut plus à Rome.

Cependant le duc de Parme, toujours soucieux de l'appui qui pourrait lui venir de Versailles, offrit sa résidence à trois ambassadeurs de Louis XIV. Par la suite, plusieurs diplomates français se succédèrent dans ses murs jusqu'après la Révolution, continuant ses traditions de faste.

Entre temps, la dynastie de Parme s'éteignit, et dès 1731 le patrimoine Farnèse passa aux Bourbon, rois de Naples, Elisabeth Farnèse ayant épousé Philippe V d'Espagne. Les Bourbon dédaignèrent ces biens. Le palais Farnèse ne reçut plus que des hôtes de passage.

A la fin du XIX<sup>e</sup>, Napoléon III entama des pourparlers pour acquérir cette demeure, mais ce n'est qu'en 1911 qu'elle fut achetée par la France, le gouvernement italien se réservant un droit de rachat. Ce droit fit place, en 1936, à un bail de 99 ans, moyennant une redevance d'une lire par an, et à un échange avec l'hôtel de La Rochefoucauld, siège de l'ambassade d'Italie à Paris.

Aujourd'hui on ne gravit plus en chaise à porteur ou à cheval le superbe escalier aux voûtes volumineuses qui conduisait aux appartements cardinales où toute une foule venait se faire voir et entendre les dernières nouvelles ; de la cour intérieure ne montent plus les rumeurs tapageuses des huissiers, des faquins, des palefreniers ; les grelots et les piaffements des chevaux sur les pavés ne résonnent plus ; « l'île de France » est désormais réservée aux piétons !

Un silence imposant, vivant de tout un somptueux passé se recueille, à Rome, sur le « Palais de France ».

I.Q. ■

*BIBLIOGRAPHIE : Ferdinand de Navenne : « Le palais Farnèse et les Farnèse ». Ed. Albin Michel, 1914. — Raoul de Broglie : « Le palais Farnèse ». Ed. Henri Lefebvre, 1953. — Jacques Veyssset : « Le palais Farnèse ». Ed. Cormopolita, 1970.*

# ≡≡≡ Polémiques et dialogues ≡≡≡

## LES REVENANTS.

Les rescapés du nazisme et de la collaboration font beaucoup parler d'eux ces temps derniers. L'homme qui arrêta et tortura Jean Moulin, débusqué de la retraite dans laquelle il se terrait, à l'autre bout du monde, en Amérique du Sud, débouche du coup sur la scène mondiale, vend, par un intermédiaire brésilien, ses mémoires de guerre à la presse internationale, notamment à un grand journal français du soir, issu au surplus de la Résistance et qui se sert du nom et du passé de Klaus Altman-Barbie pour appâter ses lecteurs, nourrir sa publicité, hausser ses tirages à l'aide d'une prose faisandée, menteuse, suffisante, payée un prix publiquement avoué, et qui ne vaudrait pas le papier sur lequel elle est imprimée, si son auteur ne s'était signalé par des crimes de sang commis contre la Résistance. Et voici un autre revenant, français celui-là, qui à la tête de la Milice lyonnaise, dans la région même et dans le même temps où s'illustrait Klaus Barbie, multiplia des exploits dont le plus glorieux est la complicité dans l'assassinat du philosophe Victor Basch et de sa famille, qui condamné à mort réussit à disparaître et à échapper à la justice, mais qui, aidé par la naïveté complaisante et, en fait complice d'une personnalité ecclésiastique, vient de bénéficier d'une grâce présidentielle — qui a fait d'autant plus de bruit que le président de la République avait, peu de semaines auparavant et sur le ton qui convient, réclamé d'ailleurs en vain au gouvernement bolivien l'extradition de Klaus Barbie, d'où auraient suivi jugement et punition.

Il y a donc un scandale Paul Touvier. Comme il y avait eu un peu auparavant un scandale Klaus Barbie. Mais il faut bien reconnaître que les protestations de ceux qui se souviennent n'arrivent pas à émouvoir en profondeur et massivement une opinion publique dont la sensibilité et la mémoire sont émoussées, affadies, neutralisées par la monotonie qui n'a pas cessé depuis des décennies, des violences opposées et des propagandes justificatrices de sens contraire. Si bien qu'on ne sait plus (et il s'agit bien en effet de l'impersonnalité anonyme d'un « on » qui nous contamine tous) où se trouvent le bien et le mal et qui a tort ou qui a raison dès lors surtout qu'il est question de la politique d'aujourd'hui, ou de l'histoire d'hier. Il est vrai aussi que le long temps écoulé donne aux choses du passé, même si elles furent vives, aiguës, tragiques un je ne sais quoi de lointain et d'indéterminé qui est une invitation à l'indulgence sceptique. Il est vrai encore que, de même que les anciens combattants des causes les plus incontestables font, dès lors qu'ils ont longuement et bour-

geoisement survécu, tort à leur passé héroïque, qui en devient injustement irréel, ainsi les anciens criminels les moins repentis qui, échappant au châtement, ont réussi à mettre entre eux et leurs crimes une grande distance de temps, donnent l'illusion d'une culpabilité estompée et incertaine, auraient-ils laissé derrière eux, comme c'est le cas de Paul Touvier, un sillage de sang et de rapines. Il est vrai enfin qu'à une époque où des certitudes élémentaires mais qu'il faut bien dire métaphysiques, pour leur donner leur nom exact, se trouvent profondément ébranlées, il est difficile de croire, avec la fermeté qui conviendrait, à l'identité d'un homme avec lui-même à travers les vicissitudes temporelles : si tout bouge substantiellement, si « je » est sans cesse « un autre », comment le journaliste de « France-Soir » ou le protégé plaintif d'un prélat pourraient-ils répondre des méfaits de ces autres que furent le tortionnaire de Jean Moulin ou le pillier de biens juifs disparus au tournant du temps qui passe ?

Mais il convient de congédier ces molles et lâches pensées. Parce qu'il y a le juste et l'injuste dont la distinction est invulnérable au relativisme. Parce que ce qui a été accompli de pur ou d'horrible est inscrit ineffaçablement dans l'être. Parce que la personne et sa responsabilité sont des réalités qui demeurent. Et si le temps est une provocation permanente au scepticisme, c'est qu'il est principe d'illusion et de mensonge, le malin génie auquel pour l'honneur de l'esprit, il ne faut pas ajouter foi. Pour comprendre combien est légitime l'indignation qu'a suscitée, dans des cercles trop limités, le scandale Barbie et le scandale Touvier, il est besoin d'une philosophie d'exigence personnaliste et de rigueur morale, d'une philosophie dont on ne voit que trop qu'elle est trop forte dans l'affadissement général de l'esprit.

## LE SALUT PAR L'IRRATIONNEL.

Maurice Clavel, penseur ultra-révolutionnaire comme on sait, lisait dans le dernier livre de notre ami Jean Onimus « L'asphyxie et le cri » (1) « une contestation aussi radicale » que la sienne, « plus peut-être sur certains points... ». Cet ultra avait trouvé son maître en ultracisme car Jean Onimus voit dans la révolte de la jeunesse, phénomène mondial, et dont il a pu observer aux Etats-Unis d'Amérique les manifestations singulièrement virulentes, l'indice non seulement d'une crise, mais d'une faillite de notre civilisation technicienne.

(1) « L'Asphyxie et le Cri » de Jean Onimus. Editions Desclées de Brouwer.

scientifique, rationnelle, elle qui organise systématiquement la lente et sûre asphyxie de ce qu'il y a de plus humain dans l'homme, et contre laquelle porte accusation le cri de la jeunesse révoltée. Ce cri, Jean Onimus non seulement entend le comprendre et montrer qu'il est absolument justifié, mais encore — et avec une sorte de passion, qui, parce qu'elle appelle la passion consonante ou contraire, donne à son livre son intensité dramatique, il s'efforce de déchiffrer dans ce cri, outre un sursaut de vitalité, l'ultime espérance d'un monde en perdition, et qui doit pour se régénérer traverser le feu d'une révolution à venir, éruption volcanique pour emprunter à Jean Onimus une de ses images favorites, et dont l'auteur de « L'asphyxie et le cri » perçoit le grondement annonciateur dans l'effervescence contestataire de la jeunesse d'aujourd'hui.

On accordera à Jean Onimus que ne manquent pas la cible ses analyses de l'état d'esprit ou plutôt des états d'âme de la jeunesse qui, aristocratiquement, se détache de la masse, pour être exemple et modèle et profite de la démission des adultes pour exercer sur cette masse une action dominante et fascinatrice. Il s'agit bien d'un nouveau romantisme, mais plus lucidement aigu et mieux gardé de fades complaisances sentimentales qu'au siècle dernier le premier mal du siècle ; ainsi la jeunesse contestataire s'établit dans la révolte à l'égard non seulement des mentalités bourgeoises et du monde de l'argent, mais aussi d'une civilisation technicienne, fonctionnelle, rationnelle afin de libérer toutes les puissances d'exaltation dionysiennes, qui seraient, Jean Onimus nous presse d'en convenir, diffamées, brimées, relouées par les interdits d'une société et d'une culture qui ne mériteraient plus de survivre puisqu'elles empêchent toute une jeunesse de vivre.

C'est ici qu'on résistera et qu'on défendra les droits de l'esprit critique contre le talent et la conviction de Jean Onimus. On n'acceptera pas sans bénéfice d'inventaire cette idée chaleureuse mais aussi facile que fautive d'un salut par l'irrationnel qui, au surplus, s'opérerait par rupture radicale avec les traditions morales et les héritages culturels « désertés par l'Esprit » comme dit superbement Jean Onimus et qu'il faudrait désormais rejeter aux décharges de l'histoire. Comment ne pas voir dans cette éloquence envoûtante une pensée de théâtre qu'il importe de démystifier ? Car cette querelle ou cette tension entre la raison et l'irrationnel fait partie de notre héritage culturel, et la pièce qu'on nous joue aujourd'hui n'est que la répétition de scènes primitives qui remontent à l'aurore de notre culture et dans lesquelles s'affrontaient déjà les limpides clartés apolliniennes et les obscures dynamiques dionysiennes. Si bien qu'un livre comme « l'asphyxie et le cri » est tributaire, et de bout en bout, de ce passé culturel qu'il dénonce puisqu'il use chaque page des méthodes d'analyse, des exigences de composition, des procédés critiques, des souvenirs littéraires et philosophiques, acquis dans la fréquentation d'un héritage qu'on rejette aux décombres et aux immondices. Qu'il faut être cultivé et jusqu'au bout des ongles pour célébrer avec tant de brillant — et d'ingratitude — les funérailles de la culture ! Aspect formel d'une plus profonde vérité : l'animal humain est voué à la raison (honneur au demeurant peu confortable), au

point que même une doctrine de l'irrationnel doit, comme le disait à peu près Pascal, exhiber ses raisons, et le prouve la démarche même de Jean Onimus qui organise en discours cohérent et en parole belle et harmonieuse le cri de détresse et d'espérance qui monte de la jeunesse, cri qui se distinguerait peu d'un hululement animal s'il n'était dit et justifié.

Une révolte n'ayant de sens que par un obstacle jugé et vécu comme intolérable, il importe de bien voir contre quoi s'évertue l'impatience de la jeunesse. Jean Onimus atteste que, si telles manifestations visibles des colères juvéniles par leur fureur de disqualifier ce qui est dans le saccage et la dérision, sont odieuses et indéfendables, leur intention ou leur visée — changer la vie — serait d'une rectitude exemplaire. Or il est permis de se demander si la très traditionnelle révolte romantique, réitérée et recrée d'âge en âge, ne s'en prend pas à la condition humaine même dont la finitude est en effet mal supportable par rapport à l'exigence d'absolu et d'infini, qui fait l'esprit de l'esprit et qui, comme l'ont démontré les grands classiques de la philosophie, est le fondement de la raison dans l'homme. Et on ne sera pas sacrilège en ajoutant que le néo-romantisme de la jeunesse s'il a le mérite de pressentir ce drame, éludé par tant d'alibis bourgeois, le fuit également dans de pauvres religions sensuelles qui ne sont plus que dégradation esthétique et irréalité parodie d'une métaphysique et d'une politique désormais manquées et impossibles. Dira-t-on que cette poétique de l'existence est à elle seule une philosophie et une politique qui condamnent les idéologies dominantes dans la préfiguration de la révolution à venir ? D'où, selon Jean Onimus, le caractère unique et la singularité, par rapport à tous les précédents, de la dissidence rebelle de la jeunesse. Encore faudrait-il que cette politique de l'irrationnel ait un contenu pensable et praticable. Jean Onimus, dans ses pages de conclusion, entrevoit apocalyptiquement une révolution dans laquelle serait congédié le franciscanisme hippie et qui se déroulerait, selon les rites de la plus vieille histoire, dans les flammes et dans le sang. Il faut bien payer à son prix l'effondrement d'un monde mauvais et le surgissement d'une civilisation neuve. N'a-t-il pas fallu, explique Jean Onimus, horreurs et terreur pour que les Droits de l'Homme l'emportent sur l'ancienne oppression ? Nous sommes loin de la fille à la fleur face à l'homme au fusil qui ouvrait si gracieusement le livre. Et la poétique se change en brutal réalisme, cependant qu'à l'irrationnel se substitue une sorte de raison hégélienne qui ne lésine pas sur les moyens pour atteindre les fins radieuses. Mais ici Jean Onimus pense un instant cette politique que la jeunesse rêve. La révolution, pour la part de cette jeunesse, dont Jean Onimus s'est fait l'interprète et l'avocat, pourrait être une diversion poétique aux tâches laborieuses, prosaïques, éprouvantes du quotidien ? Une opinion qui fait somptueusement rêver...

Pour bien comprendre que les grandes colères de la jeunesse nous donnent le spectacle d'une vocation interrompue et travestie, il faudrait à cette poétique de l'irrationnel, dans laquelle triomphent Maurice Clavel et Jean Onimus, opposer la belle prose de la raison qui a, elle aussi, son éclat et sa poésie.

# notes de Lecture

## Révolutions et révolutionnaires

Il est bien porté d'être révolutionnaire. La mode continue de se vanter d'être marxiste, mais avec quelques si et quelques cependant. Le gauchisme prend, mais il ne fait pas encore sérieux. Attendons une dizaine d'années. Le pékinisme en revanche, à cause de la pesanteur démographique, conquiert des esprits hardis mais désireux de poursuivre une révolution solide qui a des chances d'aboutir. Mao a une meilleure cote que Fidel Castro. Actuellement la plus mauvaise valeur à la bourse révolutionnaire s'avère le pauvre Salvador Allende, président d'un Chili, pas tout à fait révolutionnaire, mais menacé de se trouver au bord de la faillite.

Trois livres sur Lénine en quelques semaines soulignent l'intérêt que les marxistes lui portent : Tamara Deutscher publie chez Payot, le chapitre que son mari Isaac avait rédigé avant sa mort sur *L'Enfance de Lénine* (Payot, 268 p., 24,80 NF). Dans la deuxième partie du livre Tamara a rassemblé plusieurs textes de son mari consacrés à l'analyse de divers problèmes du marxisme contemporain. Ingeborg et Paul Kornprobst ont traduit et annoté *Les Télégrammes de Lénine, 1918-1920*, parus chez Alain Moreau, nouvelle maison d'éditions (3 bis, quai aux Fleurs, Paris-4<sup>e</sup>). Serge Bernstein publie *Lénine et la Révolution Russe* (A. Colin, 96 p., coll. *Problèmes Actuels*, dossiers *Sciences Humaines*, n° 38) sous une analyse rapide de l'action de Lénine, lors de la révolution d'octobre.

Jacqueline Pluet, bibliothécaire à la Maison des Sciences de l'Homme, consacre une bonne étude au rival de Lénine, *Trotsky et le Trotskisme* (A. Colin, dossiers *Sciences Humaines*, n° 34, 96 p., 4,70 NF). Un instrument de travail commode pour les étudiants et les chercheurs ; les aspects postérieurs à 1928 sont traités jusqu'à 1946.

Ehrhard Bahr publie un essai sur *La Pensée de Georg*

*Lukacs* (Privat, coll. *Pensée*, 116 p., 13,20 NF). Le grand philosophe marxiste est mort en 1971 à Budapest, à l'âge de 86 ans. Il laissait une œuvre considérable, mais la liberté de cet esprit créateur lui avait valu à la fois une grande notoriété chez tous les tenants de la pensée marxiste, mais de singulières difficultés avec les autorités officielles du parti communiste. Exclu du parti, emprisonné, il ne fut réintégré qu'en 1967.

Ce qui à première vue frappe dans l'œuvre de Lukacs comme dans sa constante interrogation du monde, c'est l'intérêt accordé à la littérature et à l'esthétique de Goethe à Balzac, de Thomas Mann à Brecht et Kafka. Rien n'a jamais fait dévier cet esprit libre et courageux de sa conviction quant à la valeur propre de la création artistique.

On suit à travers ce livre les affrontements imposés au philosophe dans ses rapports avec les instances communistes. Cependant, son rayonnement international n'a cessé de s'exercer à l'intérieur même du marxisme comme en témoigne en France l'œuvre de Lucien Goldmann. Il n'a quant à lui jamais cessé d'être un chercheur et un créateur : la rédaction d'une *Ontologie* absorba toute son énergie durant les dernières années de sa vie.

De toute cette existence de combat et de réflexion, l'ouvrage d'Ehrhard Bahr fait apparaître à la fois les grands thèmes et les grands moments. La personnalité séduisante de Lukacs s'y détache dans toute sa singularité sur l'arrière-fond du monde communiste et des événements de toute une longue époque. Même les non marxistes liront avec intérêt cette étude.

Klaus Mehnert, ancien secrétaire de l'Association Allemande pour les Etudes de l'Europe de l'Est, puis correspondant à Moscou de divers grands journaux européens, a enseigné dans les universités de Californie,

d'Hawaï, puis de Shangaï. Il a déjà publié *Pékin et Moscou* et *La Deuxième Révolution de Mao* en 1966. Il publie aujourd'hui *Pékin et la Nouvelle Gauche* (Fayard, 236 p., 28 NF, traduit de l'allemand par Georgette Chatenet). Pékin, d'abord très réservé à l'égard de la nouvelle gauche, apparue après 1960, a décidé de la soutenir et de l'encadrer. Klaus Mehnert décrit cette mutation avec intelligence et perspicacité.

Liou Chao-Chi, ancien président de la République populaire de Chine, a été une des plus illustres victimes de la Révolution Culturelle. Cible des Gardes Rouges, il a été démis de ses fonctions et exclu du parti. Mais avant cette sombre chute, si fréquente dans l'Etat-Major communiste, il avait publié un manuel tiré à 16 millions d'exemplaires de 1962 à 1966, *Pour être un bon Communiste* (Union Générale d'Éditions, 8, rue Garancière, Paris-6<sup>e</sup>, 255 p.). Patrick Kessel nous présente ce texte, caractéristique de la prose idéologique chinoise. Un lecteur occidental se demanderait en quoi il est hétérodoxe. Alors relisez Mao et son petit livre rouge !

Deux études viennent de paraître sur les révolutionnaires sud-américains. Jaime Azenas, abattu en 1971, avait consacré son livre *Dans la Révolution* (Calmann-Lévy, 286 p., 20,45 NF) à la lutte contre l'oligarchie colombienne. Son témoignage présente un intérêt d'autant plus grand qu'il a eu pour compagnon le père Camillo Torres, l'apôtre de la Révolution. Maria Esther

Gilio étudie *La Guérilla Tupamara* (Calmann-Lévy, 286 p., 18,61 NF), la révolte des Tupamaros en Uruguay pourtant longtemps réputé comme un pays calme où régnaient la démocratie et une relative justice sociale. Sans partager l'enthousiasme de ces hommes, la lecture de ces livres peut nous amener à une réflexion constructive sur les problèmes politiques de l'amérique latine, où nos amis Eduardo Frei, Rafael Caldera et d'autres s'efforcent d'établir la justice, sans sombrer dans la révolution.

André Thirion, révolutionnaire à vingt ans, militant syndicaliste et politique, écrivain mêlé au mouvement surréaliste des années 30, publie une autobiographie riche et dense *Révolutionnaires sans Révolution* (Robert Laffont, 578 p., 36, 30 NF). Antifasciste déterminé, résistant, il a combattu partout où la liberté était en jeu. Il a rencontré tous les hommes politiques de la gauche française et internationale. Son livre est un précieux témoignage.

Georges Blond nous donne une histoire de l'anarchisme avec *La Grande Armée du Drapeau Noir* (Presses de la Cité, 445 p., 33 NF). Travail sérieux, cet ouvrage montre à la fois l'évolution des théories et des mouvements anarchistes, mais aussi la lutte terrible que mène contre eux le communisme. Qui avait la naïveté de croire que les révolutionnaires étaient d'accord entre eux ?

Jean CHELINI ■

## Proclus et le crépuscule de la pensée grecque par Paul BASTID

Les transformations politiques et économiques de la Grèce retiennent, plus que jamais, l'attention depuis le putsch de 1967. La géographie contribue à l'imposer, la situation stratégique de cet Etat étant capitale pour l'OTAN et pour le dispositif militaire occidental, dont c'est, avec la Turquie, un avant-poste essentiel.

Ces éléments confirment la permanente importance de l'Hellade. Sa puissance matérielle est certes faible, mais le monde moderne lui doit la notion et le mot de démocratie, ainsi que bien d'autres assises de sa civilisation, et singulièrement ses modes de pensée. N'est-ce pas le philosophe allemand Martin Heidegger qui proclame avec raison que la métaphysique parle surtout grec ?

Ancien président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, puis ministre du Commerce, président du groupe libéral au début du Conseil de l'Europe, longtemps député, Paul Bastid a, de pair, mené une carrière universitaire brillante et construit une œuvre imposante d'érudit qui l'ont mené, dès 54 ans, à l'Institut. Mais ce professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris était aussi normalien, agrégé de philosophie, et, pour cette spécialité, docteur ès-lettres. C'est l'orientation qui l'a conduit à donner un attachant *Proclus et le crépuscule de la pensée grecque*, ouvrage

auquel il avait songé dans sa jeunesse. Il l'a entrepris et mené récemment à bonne fin.

Venant après ses grands livres de droit constitutionnel et d'histoire politique, ainsi que ses publications plus spécifiquement littéraires, d'imagination, de poésie, de voyages, de critique, etc... son nouvel et remarquable volume confirmera l'universalité de ses compétences. Elles le qualifiaient d'autant mieux pour explorer la dernière sans doute des grandes philosophies helléniques que P. Bastid a une connaissance approfondie, et devenue rarissime, du grec ancien. Elle lui inspira déjà une thèse juridique sur l'hypothèque grecque. A ce propos, le cas de ce parlementaire atteste l'utilité, si injustement discutée à présent, de l'étude des langues dites mortes pour la compréhension du monde actuel et pour l'efficacité de l'action visant à l'améliorer.

Tout nous vient des Grecs ou presque tout, estimait Anatole France. *Proclus* le montre derechef. Le choix du sujet convient d'autant mieux que l'éminent néo-platonicien du V<sup>e</sup> siècle est ignoré, ou du moins oublié, et singulièrement en France. Né à Constantinople vers 412, de famille lycienne de Xanthe, patricienne et judiciaire, élevé partiellement à Alexandrie, il s'illustre à



la tête de l'Académie dans cette Athènes qu'il ne quittera qu'une année, pour fuir la menace de persécution, et où il mourra en 485, environ un demi-siècle après Saint Augustin à Hippone.

Esprit encyclopédique, il justifie l'expression de Victor Cousin voyant en lui l'Aristote du mysticisme alexandrin. Ne fut-il pas, par ses hymnes d'un lyrisme religieux puissant, un poète authentique, mais aussi un précieux analyste du savoir astronomique, physique et mathématique du temps, de nous mal connu, un expert de la linguistique, de la versification et de la grammaire, autant qu'un polémiste et, surtout et à l'évidence, un métaphysicien s'appuyant sur l'exégèse de Platon et la tradition de Plotin et Jamblique, mais apte à innover.

Il contribua notamment à orienter l'Académie qui, avec Carnéade, non moins complètement et non moins à tort oublié que Proclus, inclinait au probabilisme, voire au scepticisme, dans sa propre direction d'une dévotion aux dieux de l'Olympe qui, chez lui-même, « descendait parfois jusqu'à des superstitions puérides », P. Bastid le constate. Cependant, et selon la même source, « lorsqu'il célèbre les dieux du paganisme c'est pour leur attacher une signification symbolique, car il voit en chacun une puissance du monde intelligible et sensible, un principe, pour tout dire. » D'où « sa conception de la mythologie, qui déborde tous les particularismes nationaux », et « un système de religion presque parallèle à la science, dont il exprimerait les vérités sous une autre forme. » Cette conception n'est pas sans postérité. A mon avis, *Les Mémoires de Zeus* de Maurice Druon, ou certains passages de son discours de réception sous la Coupole, par exemple, y feraient songer.

L'influence de Proclus fut d'ailleurs longue et variée, de l'Antiquité, sans excepter les chrétiens (tout en les combattant, sa doctrine, sur la morale, la Providence, etc..., est proche de la leur, et une de ses pièces de vers fut attribuée à Saint Grégoire de Naziance) au Moyen-Age occidental et arabe, à la Renaissance, à Leibniz qui partage son optimisme, son spiritualisme et une part de sa terminologie, au moins par coïncidence, et à Hegel, traité par Feuerbach de Proclus allemand et qui le loue pour sa dialectique dans *ses Leçons sur l'histoire de la philosophie*. Sous notre Restauration, Cousin édite plusieurs de ses livres, Jules Simon et Etienne Vacherot l'exaltent. Stendhal met en scène une mondaine se référant aux néo-platoniciens.

Mais le flambeau passe ensuite à d'autres pays. Sans remonter aux sommes germaniques de Zeller ou Pauly-Wissowa de l'Hellade, on observe que depuis trente ans livres et articles, souvent de qualité, y compris sur Proclus et la musique, ont fleuri et abondé sur ce penseur de Louvain à New York, de Zurich au Japon, de l'Allemagne aux Pays-Bas, de Genève à Burgos, de Londres — au 12<sup>e</sup> congrès international de philosophie à Florence en 1960, de Damas à Naples, etc... Il est heureux que la France rentre dans ce concert où son absence, ou du moins son insuffisante présence, man-

quait à l'harmonie. La vaste et claire synthèse de Paul Bastid était donc nécessaire et méritoire. Comme il l'écrit, « c'est toute l'effervescence de cette époque de transition entre deux mondes que l'on mesure dans le personnage historique de Proclus. De là une coloration dramatique qui vient souligner le relief de sa puissante figure. »

(A ce propos, il se peut même que certains thèmes de P. Teilhard de Chardin — dans un contexte monothéiste, bien entendu — apparaissent en filigrane déjà, dans la mystique universitaire, cosmopolite, et parfois confuse, qui est celle du Lycien.)

Avec son talent coutumier d'exposé méthodique et de classement didactique, P. Bastid passe en revue la biographie du Diadoque selon Marinus et Damascius, nos principales sources, le situe dans la lignée glorieuse et sinueuse de l'Académie, examine ses commentaires de Platon, clarifie et détaille ses thèses subtiles et complexes jusqu'à l'obscurité, n'omet ni son apport scientifique ni son retentissement posthume. En ressuscitant l'aventure intellectuelle de ce pré-Byzantin d'il y a 15 siècles, qui s'imaginait bénéficier d'apparitions d'Apolon et d'Athéna et croyait aux chèvres-pieds et sirènes, mais dont les préoccupations, sous les différences de vocabulaire, sont fréquemment voisines des nôtres, P. Bastid n'a pas seulement élevé un monument d'érudition accessible au profane. Il aura enrichi d'une province insolite, par des voies inhabituelles de dépaysement et d'exotisme, la littérature d'évasion. N'est-ce pas le même Anatole France, évoqué plus haut, qui lisait « les livres de métaphysique comme des romans, plus amusants que les autres ? » Ce *Proclus* ne lui donne-t-il pas raison sur ce point ?

Des écrits de Proclus, une part est malheureusement perdue. Certaines de ses œuvres conservées ne le sont que par fragments, ainsi ses commentaires des oracles chaldéens. Il est fort possible également que quelques-unes ne nous soient pas parvenues dans leur état ultime d'achèvement, et que le désordre, voire « l'extravagance » légitimement dénoncés par Paul Bastid dans la *Théologie platonicienne* et ailleurs, ne fût pas toujours imputable sans réserve à Proclus.

Aristote, à qui Cousin le compara et qui lui était si supérieur, connut de telles mésaventures. Sa *Politique*, du reste magistrale, ne passe-t-elle pas pour un assemblage de notes de ses élèves sur son enseignement ? Et Cicéron ne signale-t-il pas que son art littéraire consommé éclatait dans des *Dialogues* du Stagirite hélas non arrivés à nous ?

De Sophocle, cas entre tant, subsistent moins de 10 tragédies sur une centaine. Faudrait-il appliquer à Proclus la mélancolique remarque des Croiset, selon qui, notre vue des lettres grecques est condamnée par ces lacunes à demeurer à jamais incomplète et irréparablement tronquée ?

Charles MELCHIOR de MOLENES ■

Editions Vrin.

## Les idées de ce temps par J.-F. REVEL

Un public qu'à force de talent et d'authenticité on a groupé autour de soi et qui, dès lors, croit à vous. Une aimantation qui ramène sur l'article hebdomadaire une attention affectueuse mais impitoyable à la mesure de l'estime. Voilà le type même d'exercice de haute voltige, à la pointe de ses moyens qui exige en dehors des qualifications intellectuelles nécessaires, un sang-froid et une maîtrise peu communs.

... Car les eaux ne sont pas toujours également abondantes. Car les prétextes — livres ou autres — que l'on prend pour tremplin de méditation ne sont pas tous aussi bons. Car l'essoufflement, la lassitude, la tentation d'ouvrir un vieux paquet de fiches et de ressortir, avec toutes les apparences de la sécurité, le papier d'il y a cinq ans — ils ne s'en souviendront pas... — existent, auxquels il ne faut surtout pas céder. Car également, il arrive qu'on n'ait pas envie à heures fixes de s'engager entier dans un débat de haut vol !

Cependant, cet effort de mobilisation totale, selon les cas, ferme et didactique ou ironique et badin, Jean-François Revel l'a poursuivi pendant cinq années de chroniques à l'« Express ». Dans ce cas, la règle du jeu était, on s'en souvient, de prendre un livre pour point de départ et d'en faire l'origine de ce que Beethoven eût appelé une « variation amplificatrice ». J.-F. Revel vient d'abandonner ce genre d'exercice pour le travail en force de la chronique politique, dans le même hebdomadaire. Il en tire aujourd'hui la conséquence en se retournant vers ce qu'il a fait et en réunissant dans un livre, « Les idées de ce temps », la majorité — deux tiers environ — des articles de ces cinq dernières années.

Le propos n'était pas sans péril : comment allaient « tenir » à la relecture des textes, certes travaillés en profondeur, mais doublement écrits dans la foulée de l'actualité : celle de livres récents, rapidement absorbés,

et celle de la formulation journalistique. La surprise — la très agréable surprise — c'est que ces textes supportent parfaitement la lecture à loisir, et approfondie qui s'attache à un livre. A travers ce balayage encyclopédique où comme il le dit, Jean-François Revel « a vu passer à peu près toutes les idées ou questions qui ont été agitées ou qui sont nées entre 1965 et 1972 », il y a très peu de non-valeurs. Effectivement, il a vu et exprimé, dans une langue parfois un peu hautaine ou marquée de la technicité du philosophe, mais heureusement corrigée par l'ironie ou l'agacement, les lignes de force de notre temps. Ce gros livre est fait d'une manière ferme : c'est de la bonne viande, taillée dans la masse et encore bien juteuse.

Ce qui inspire l'envie de se demander pourquoi Jean-François Revel a si bien su éviter cet effet d'étiollement ou de pastellisation que le temps impose si vite ; pourquoi aussi ces écrits étalés sur cinq ans conservent tant de cohérence et d'homogénéité. La réponse est sans doute dans le fait que chacun de ces articles est, selon le mot de l'auteur, « une sorte de court essai » où il cherche à se relier à l'auteur du livre dont il part par une réflexion située à son niveau... ou au-dessus. En d'autres termes, c'est parce que J.-F. Revel nous exprime ses idées sur les idées des autres que le livre a cette indépendance et cette authenticité. Et c'est aussi parce qu'il exprime avec une telle continuité la vision de l'auteur que l'on ne peut se défendre de rapprocher ces chroniques des fameux « Propos » d'Alain, d'ailleurs écrits dans des circonstances quelque peu semblables.

Gageons que le livre de Jean-François Revel est appelé à la même résistance au temps — et au même éclat !

SOLDATUS ■

Laffont édit.

## Aux origines du fascisme par Maurice VAUSSARD

S'interroger sur les origines du fascisme n'a pas seulement l'intérêt d'une curiosité rétrospective pour une anomalie historique maintenant effacée. Car le fascisme est plus et autre chose qu'un phénomène italien qui domina la péninsule depuis la marche sur Rome en 1922 jusqu'à la catastrophe de 1945, à la fin de la deuxième guerre mondiale. En saccageant par l'action, le geste, le sarcasme, des formes politiques démocratiques, parlementaires, libérales, Mussolini a été le précurseur après lequel ont pu venir, l'exemple étant donné, un Hitler ou un Franco. Affreux bonheur de celui par qui le scandale arrive : ces choses étaient donc possibles qui s'appellent le mépris des droits de l'homme érigé en doctrine politique, le parti unique seul habilité à encadrer, à construire, à animer un peuple à partir de cette matière passive, les masses, le chef infaillible, dépositaire de la raison d'Etat et obtenant l'obéissance inconditionnelle, et puisque ces choses sont possibles et se sont inscrites dans l'histoire, com-

ment ne seraient-elles pas imitables et contagieuses, selon cette loi d'escalade qui favorise souvent plus le mal que le bien ? Un homme politique français pouvait bien, à propos de Mussolini, parler de César de carnaval ; mais la comédie n'a pas tardé à devenir tragédie et le carnaval s'est changé en apocalypse. Il n'est pas tellement certain que ce qui a été une fois et s'est étalé avec tant d'insolence dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ne puisse pas renaître — ni même qu'il n'y ait pas aujourd'hui ... dans la vie politique des nations des réminiscences parfois littérales du fascisme, même si elles sont plus pratiquées que avouées. Aussi est-il très instructif de mieux savoir comment est né le fascisme italien et comment il a pu conquérir l'Etat et s'imposer à un peuple.

Tel est le propos de Maurice Vaussard dans son récent et dernier livre « Avènement d'une dictature » (1) dont

(1) Hachette.

on a pu lire quelques pages particulièrement significatives dans l'un de nos derniers numéros. L'auteur est un familier de l'Italie où il a vécu et à laquelle il a consacré de nombreux livres et articles. Il n'est pas indifférent non plus que Maurice Vaussard ait aux lendemains de la première guerre mondiale fondé et dirigé pendant une décennie « le Bulletin Catholique International » pour y défendre en un temps difficile contre les nationalismes réveillés et exaltés une conception démocratique, chrétienne de la paix et des relations entre les peuples : il a eu toutes les raisons d'être attentif à la fois pour l'analyse politique et pour le combat à la naissance et aux premières manifestations du fascisme. Son livre se trouve donc informé aux meilleures et directes sources, et il ressuscite acteurs et événements de la manière la plus vivante et la plus animée. Le récit notamment des exploits du fascisme en Sardaigne — ce microcosme si révélateur — est un document d'un intérêt passionnant, à la fois psychologique et historique.

Le livre de Maurice Vaussard n'est pas seulement l'œuvre d'un excellent historien ; il rassemble aussi tous les éléments permettant de poser et peut-être de résoudre un problème capital de philosophie politique : comment expliquer la montée et le succès du fascisme dans l'Italie de l'entre-deux-guerres ? Une analyse sociologique de type marxiste paraît au premier abord rendre compte de l'événement — d'autant plus que dans l'Italie des années 19 à 22 se manifestait une indéniable lutte de classes : le prolétariat urbain et paysan en proie à une agitation révolutionnaire menaçait directement la grande industrie et la grande propriété foncière ; et les détenteurs du capital ne manquèrent pas de subventionner un mouvement de défense sociale qui trouvait aisément des fanatiques et des hommes

de main dans les anciens combattants déçus et prêts à toutes les aventures.

Il reste que cette sorte de schéma n'est vrai qu'approximativement, dessine une configuration abstraite, générale, valable pour un grand nombre de situations analogues, mais est insuffisant pour faire comprendre l'événement dans ce qu'il a de concret, c'est-à-dire de réel. Les mécanismes économiques, les antagonismes sociaux constituent des conditions, suscitent un climat en dehors desquels l'événement — ici le fascisme et sa conquête du pouvoir — n'aurait pu avoir lieu. Mais des conditions et un climat, si nécessaires soient-ils, font une explication inachevée et en suspens. En dernier ressort le politique, et le fascisme est un phénomène politique, doit être compris politiquement, à partir de forces et de situations politiques, de pensées et de volontés politiques. Si dans l'Italie de l'entre-deux-guerres les démocrates et l'idée démocratique ont été vaincus par les aventuriers de l'idéologie fasciste, les raisons de cette faiblesse des meilleurs sont parfaitement claires : séquelles de la grande guerre européenne et explosion d'un nationalisme blessé, démagogie gauchiste objectivement complice de la pire réaction, longue émigration à l'intérieur des masses et des élites catholiques paralysées par l'apparement insoluble question romaine mal armées politiquement en dépit des efforts courageux et prophétiques des « populaires » précurseurs de la démocratie chrétienne. Vulnérable, décolorée, précaire, la démocratie était incapable de résister à l'assaut de ses ennemis de toujours, le nationalisme et le totalitarisme.

Telle est la leçon que dégage, et elle n'est pas seulement rétrospective, le beau livre de Maurice Vaussard.

Etienne BORNE ■

## Le choc du Futur par Alvin TOFFLER

Nous sommes entrés dans l'ère de l'éphémère, de la nouveauté, de la diversité. Or l'homme, comme tout vivant, a besoin de traditions, d'habitudes, de permanence. Son rythme biologique, façonné au pas très lent de la vie dont il est né, résiste à cette accélération et éprouve devant elle refus ou vertige. A travers une analyse minutieuse de la société américaine, l'auteur montre comment toutes les évidences établies, les critères moraux, les cellules sociales de la famille à l'entreprise volent en éclats sous la pression d'innovations qui substituent des choix aux certitudes d'hier. Tout ou presque devient possible puisque tout peut être changé. L'homme est en train de rompre les amarres qui l'attachaient à son corps, à la société. Il est condamné à la mobilité, à la liberté, puisque les liens qui l'unissaient au foyer, à la famille, au métier, à l'enfant, à l'autre sexe se rompent l'un après l'autre. La société s'atomise en sectes, les styles de vie se diversifient à l'infini. Les « marchands d'expérience » lui vendent des états d'âme, la drogue lui ouvre l'autre monde.

Le bombardement incessant fait que l'homme d'aujourd'hui ne sait plus où il est, ni où il en est. Si la vague n'est pas domptée, elle le submergera et il sombrera dans l'impuissance ou l'inutilité. Pour éviter les

effets tragiques de ce choc du futur, A. Toffler pense qu'il lui faut riposter par un choix exercé à l'égard de ce même futur. Mais au nom de quoi choisir puisque la distinction habituelle entre le bien et le mal, le réel et l'imaginaire, le possible et l'impossible est elle-même en voie d'effacement ?

Préparer l'homme à une adaptation continue ? Mais n'est-ce pas accélérer encore le changement ? Retourner en arrière ? Cela seul est réellement impossible. Faire en sorte, comme le propose l'auteur, que les peuples soient appelés à se prononcer clairement sur le futur qu'ils souhaitent ? Mais ils ont besoin pour cela des avis des experts, eux-mêmes partisans et contradictoires. Comment leur choix sera-t-il éclairé ? Et pourtant, l'homme doit, sous peine de catastrophe, « assumer consciemment le contrôle de son évolution ».

On songe, en refermant ce vertigineux inventaire, à la phrase de La Rochefoucauld pour qui, on le sait, « ni le soleil ni la mort ne se pouvaient regarder fixement ». Il faudra désormais y ajouter l'avenir de l'homme.

Maurice BLIN ■

# PERMANENCE DU CLÉRICALISME

par Etienne BORNE

**A**n croire ce qui se dit sur le mode de chuchotement scandalisé ou de la véhémence indignée, l'Eglise de France qui ne peut pas ne pas être mêlée aux affaires du siècle, selon une longue pratique nationale, serait en train de virer de bord et de mettre le cap du côté d'une gauche de plus en plus accentuée, comme le prouverait cette écoute assidue — dans laquelle on veut voir un signe de préférence et de complaisance — offerte depuis quelques temps par d'éminents représentants de la hiérarchie catholique à ceux des chrétiens qui ont fait, pour parler le langage reçu par les deux parties, « l'option socialiste », qui ne sont pas des socialistes pour rire, mais qui, instruits par les vrais maîtres de la rigueur et de l'intégrité socialistes, entendent donner à leur socialisme son juste poids de science et de révolution. L'événement — à supposer qu'il y ait événement — n'est cependant pas la nouveauté inouïe qui fait frissonner les uns et les autres d'une crainte ou d'un espoir sans doute également démesurés. Il s'agit en réalité de la répétition d'une ancienne histoire, qui relève aussi, par tels de ses aspects, d'une psychologie ou d'une physiologie cléricales passablement constantes. Et ce détour par l'histoire et la psychologie, pourrait bien, en désamorçant des émotions précipitées, ôter un préalable nécessaire à l'intelligence sereine de ce vrai ou faux événement.

**L** fut un temps — qui n'est éloigné que de quelques décennies — où ceux des catholiques qui faisaient avec le plus de virulence et d'éclat « l'option nationaliste » avaient, surtout lorsque ce nationalisme était intégral, fasciné l'attention et conquis l'audience d'une part importante de l'épiscopat qui les considérait comme les plus sûrs et les plus solides parmi les fidèles, les mieux armés dans le siècle contre les molleses et les faders du siècle. Cette école de pensée et d'action qu'était « l'Action Française », et son influence directe ou diffuse s'exerçait puissamment et largement au-delà des limites assez étroites du mouvement lui-même, avait réussi à créer un climat d'intimidation capable de rendre civiquement et catholiquement suspects ceux des chrétiens qui, clercs ou laïques et parfois évêques, avaient le courage ou la témérité de manifester réserve ou hostilité pour les hommes et les idées de l'« Action Française ». Si bien que la qualité du catholicisme des catholiques se pouvait apprécier en raison et en fonction du degré de sympathie qu'ils éprouvaient pour les thèses du nationalisme intégral. Les catholiques apparaissaient d'autant mieux catholiques qu'ils étaient les plus vigoureux contestataires de cet ordre républicain, installé comme le démontraient les maîtres de « l'Action Française », dans un état de trahison permanente à l'égard des grands intérêts nationaux ; aussi les clercs qui résistaient à la séduction du nationalisme intégral se voyaient-ils accusés de collusion scandaleuse avec le pouvoir établi. La contradiction, certes, n'était pas impossible, et les chrétiens contre lesquels s'évertuait l'« Action Française » sillonnistes, catholiques sociaux, démocrates-chrétiens, expliquaient, avec une longtempis stérile patience de pédagogues, que le sentiment national devait être dissocié d'une idéologie nationaliste, dogmatique, systématique, justificatrice au surplus d'une politique de violence peu compatible avec l'esprit de l'évangile. Il leur était répondu, dans un sourire de commisération, que le maître du nationalisme intégral, l'irréfutable Charles Maurras, avait démontré par raisons scientifiques que la pluralité et l'antagonisme des nations étaient la loi nécessaire d'une histoire rationnellement interprétée et qu'invoquer contre cette loi une exigence de spiritualité

intemporelle et abstraite, c'était confondre le christianisme avec l'anarchisme ou le cosmopolitisme, démanteler la patrie, démobiliser au profit de l'adversaire les énergies nationales et embrouiller le spirituel dans le temporel au profit des pires intérêts temporels — ceux des ennemis de la France.

**E**PISODE de temps archaïques ? Certes pas, il suffit qu'au prestige des analyses maurrassiennes qui ont si longuement mystifié nombre de clercs du temps passé se trouve substitué le prestige des analyses marxistes pour que puisse être repris terme à terme dans l'actualité le tableau qu'on vient de tracer d'une ancienne histoire. « L'option socialiste » qui permet aujourd'hui à une minorité aussi étroite et aussi passionnément et doctrinairement convaincues que celle des équipes d'« Action Française » de faire belle figure dans l'Eglise et d'y être très particulièrement considérée, ressemble trait pour trait à l'« option nationaliste » qui hier ou avant-hier avait sur les mentalités cléricales un analogue pouvoir d'envoûtement. On insinue que répugner à « l'option socialiste », vraisemblablement par timidité intellectuelle ou lâcheté du cœur, c'est révéler un certain manque d'authenticité chrétienne. Même tactique d'intimidation que jadis : tout se passe comme si la qualité d'un christianisme pouvait être jugée d'après la plus ou moins grande ferveur d'un socialisme d'autant plus révolutionnaire qu'il est à la fois plus scientifique et plus révolutionnaire. Qui n'est pas socialiste est soupçonné d'indifférence à l'égard des opprimés et des exploités et de complicité au moins objective avec l'ordre établi et le capitalisme. L'argumentation étant la même que celle d'hier (hors du nationalisme, l'antipatriotisme, hors du socialisme, le mépris du peuple et l'avarice bourgeoise) la contradiction sera la même, elle viendra des mêmes, ceux qui ont toujours eu pour vocation d'être pris entre l'arbre et l'écorce, et elle dénoncera la même mystification, en s'appliquant à dissocier le social, c'est-à-dire la lutte contre les mentalités de profit et pour la participation démocratique dans la cité et dans l'entreprise, d'un socialisme dogmatique et systématique, qui n'est pas du tout irréalisable, mais qui là où il est vainqueur réalise immanquablement la politisation intégrale de l'existence humaine et la confiscation des libertés ; en remarquant, toujours aussi élémentairement, que la révolution est une espèce du genre guerre, qu'elle signifie l'organisation de la violence des uns contre les autres, ce qui ne va pas sans soulever quelques inquiétudes de conscience. Une telle contradiction sera rejetée par les mêmes techniques conjointes de réfutation et de disqualification qui furent utilisées par les bien-pensants d'hier contre les contradicteurs du nationalisme : la science marxiste n'a-t-elle pas démontré que la lutte de classes est la vérité de l'histoire et par conséquent nier la réalité et la nécessaire violence de cette lutte au nom d'un idéalisme chrétien désincarné, n'est-ce pas tenter de démobiliser au profit de l'ennemi de classe les énergies révolutionnaires du prolétariat ?

**M**ACHINERIE bien agencée mais sans consistance car l'idée d'une « science marxiste » est aussi absurde, et pour les mêmes raisons que l'idée d'une « science maurrassienne ». L'une et l'autre ont valeur d'idéologie et d'une idéologie fort efficace dans la mystification des clercs, petits et grands. On se lamentait de voir l'Eglise livrée à un tohu-bohu révolutionnaire. On ferait mieux d'y déplorer la permanence du cléricisme, dans sa morne identité à soi.